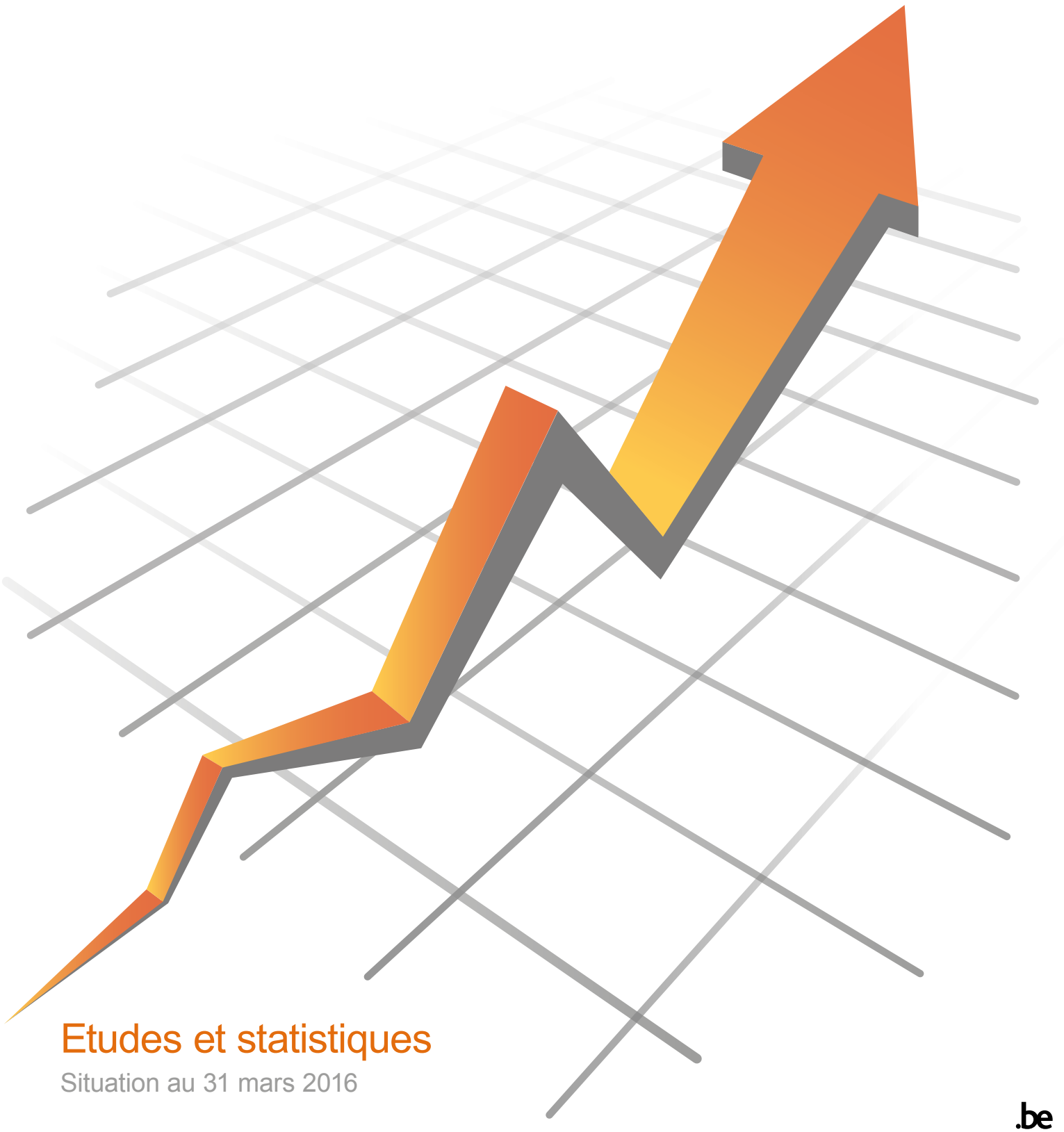
ONEM.be

Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 31 mars 2016

.be

Préface

L'ONEM publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée vers la fin du mois suivant.

L'ONEM publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, interruption de carrière et crédit temps, titres-services et autres mesures pour l'emploi…). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précitées.
Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'ONEM. Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus large et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et le dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.
Là où cela est possible, le trimestre en question est situé dans une perspective historique qui remonte jusqu'à 2007, l'année précédant le début de la récente crise économique et financière. Ceci permet de suivre les conséquences de la crise et de la reprise qui a suivi. Pour éliminer quelque peu les effets saisonniers et dans un souci de clarté, l'accent est mis sur les trimestres correspondants des années précédentes jusqu'à 2007 inclus. Dans un souci de complétude, un certain nombre de tableaux sont dès lors repris à la fin de la publication. Ceux-ci contiennent des séries de données plus larges à partir du 1 er trimestre de 2007.

Par conséquent, la publication est constituée des 9 chapitres suivants :

- Evolution de la conjoncture
- Evolution des chômeurs temporaires
- Evolution des chômeurs complets indemnisés
- Evolution des mesures pour l'emploi
- Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques
- Evolution des mesures prises dans le cadre du développement d'un statut unique
- Aperçu général
- Comparaison internationale
- Annexe statistique

L'ONEM continue bien sûr à publier sur son site internet www.onem.be :

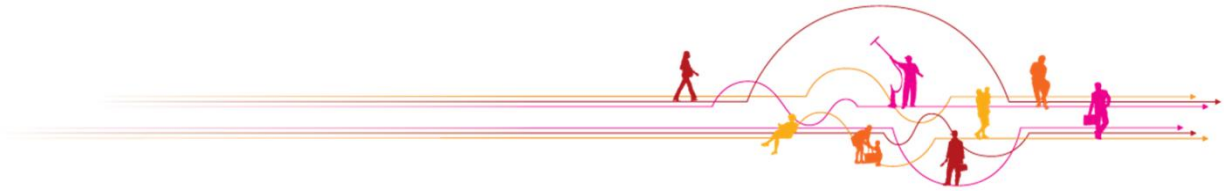
- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'ONEM à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général

Georges CARLENS

Table des matières



1 Evolution de la conjoncture 1

1.1 PIB 1
1.2 Baromètre de la conjoncture 3
1.3 Offres d'emploi 4
1.4 Travail intérimaire 5
1.5 Evolution des faillites 6
1.5.1 Avec ou sans perte d'emplois 6
1.5.2 Avec perte d'emplois 7
1.5.3 Emplois perdus à la suite de faillites 8
1.6 Evolution des licenciements collectifs 9
1.7 Evolution des créations d'entreprises 10

2 Evolution des chômeurs temporaires 11

2.1 Chômeurs temporaires par Région (en unités physiques) 11
2.2 Chômeurs temporaires par Région (en unités budgétaires) 13
2.3 Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés) 14
2.4 Par branche d'activités (en unités budgétaires) 16

3 Evolution des chômeurs complets indemnisés 17

3.1 Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) 17
3.1.1 Selon le régime 17
3.1.2 Selon la Région 20
3.1.3 Selon le sexe 21
3.1.4 Selon la classe d'âge 22
3.1.5 Selon la durée du chômage 24
3.1.6 Selon la catégorie familiale 25
3.2 Evolution des chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi (CCI-NDE) 26
3.3 Synthèse 28

4 Evolution des mesures pour l'emploi 31

4.1 Evolution générale selon le régime 31

4.2 Evolution du plan Activa pour les jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans 34

4.3 Evolution des stages de transition 35

5 Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique 36

5.1 Evolution générale 36

5.1.1 Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique 36

5.1.2 Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique (en ce compris les régimes sans allocations) 38

5.2 Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique selon le type d'interruption 40

5.3 Evolution des allocataires en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique selon le régime 41

6 Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut unique 42

7 Aperçu général 44

8 Comparaison internationale 46

8.1 Taux de chômage 46

8.2 Evolution de l'emploi 47

9 Annexe statistique 48

9.1 Evolution de la conjoncture 48

9.1.1 PIB et baromètre de la conjoncture 48

9.1.2 Offres d'emploi 50

9.1.3 Travail intérimaire 51

9.1.4 Faillites avec ou sans perte d'emplois 52

9.1.5 Faillites avec perte d'emplois 53

9.1.6 Emplois perdus à la suite de faillites 54

9.1.7 Licenciements collectifs 55

9.1.8 Créations d'entreprises 56

9.2 Evolution des chômeurs temporaires 57

9.2.1 Chômeurs temporaires par Région en unités physiques 57

9.2.2 Chômeurs temporaires par Région en unités budgétaires 58

9.2.3 Chômeurs temporaires par type de chômage temporaire (en jours indemnisés) 59

9.2.4 Chômeurs temporaires par branche d'activités (en unités budgétaires) 60

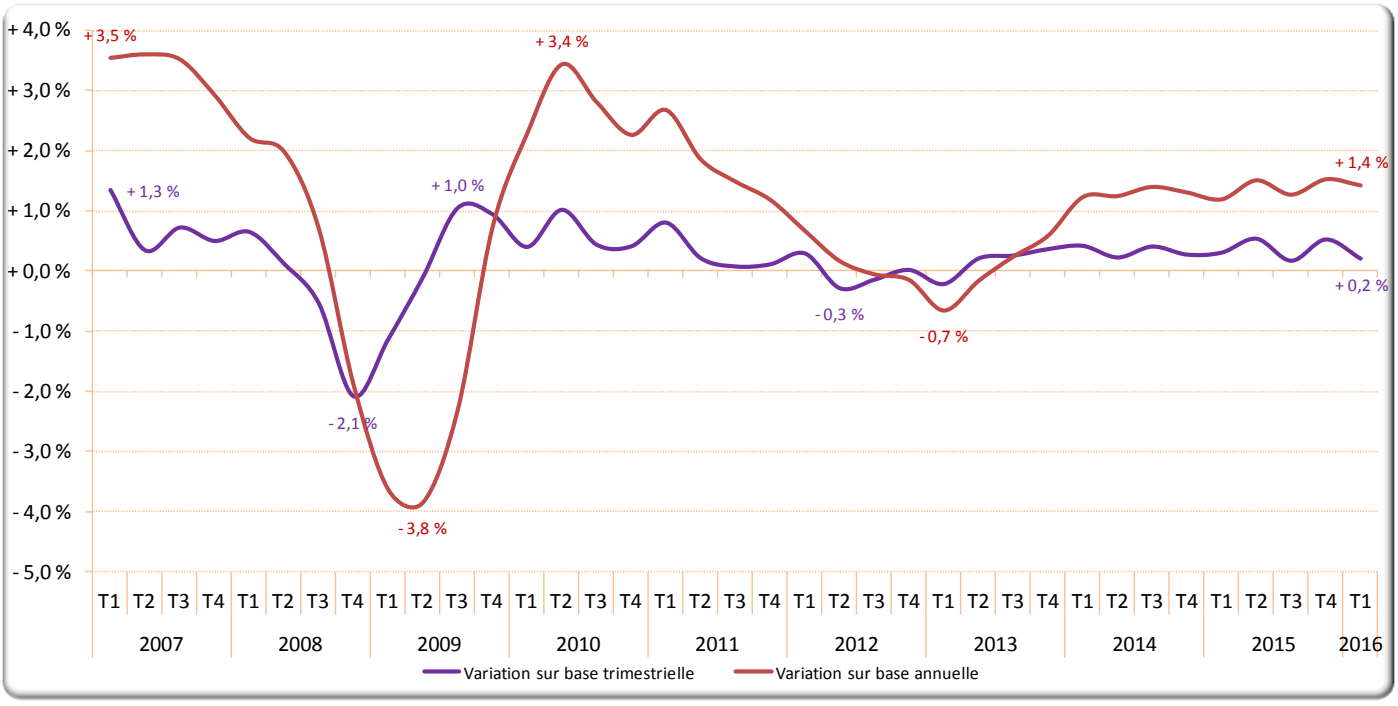
9.3 Evolution des chômeurs complets indemnisés 61
9.3.1 CCI-DE selon le régime 61
9.3.2 CCI-DE selon la Région 62
9.3.3 CCI-DE selon le sexe 63
9.3.4 CCI-DE selon la classe d'âge 64
9.3.5 CCI-DE selon la durée du chômage 65
9.3.6 CCI-DE selon la catégorie familiale 66
9.3.7 CCI-NDE selon le régime 67
9.3.8 DEI-NI selon le régime 68
9.4 Evolution des mesures pour l'emploi 69
9.4.1 Paiements dans le cadre des mesures pour l'emploi 69
9.4.2 Titres-services 70
9.5 Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques 71
9.6 Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut unique 72
9.7 Comparaison internationale de l'emploi 73

1

Evolution de la conjoncture

1.1 PIB

Graphique 1
Evolution des variations du PIB



Source : BNB Statistiques online (stat.nbb.be) - PIB de l'économie totale en millions d'euros chaînés (année de référence 2013) - corrigé des variations saisonnières et des effets calendaires + communiqué de presse - ICN - Flash estimate et comptes trimestriels (trimestre le plus récent)

L'examen des variations du PIB sur une base annuelle et trimestrielle depuis le T1 2007 révèle clairement le 'double dip' qui a caractérisé la récente crise économico-financière. La forte diminution de la conjoncture économique à partir de la seconde moitié de 2008 a été suivie d'une reprise qui, à son tour, a de nouveau ralenti, stagné et évolué vers de nouvelles diminutions sur une base trimestrielle et annuelle en 2012 et 2013.
Depuis le T3 2013, une nouvelle reprise de la conjoncture qui entraîne une croissance continue tant sur une base trimestrielle que sur une base annuelle peut toutefois être constatée. Bien que cette croissance soit quelque peu fluctuante, celle-ci affiche en tout cas une tendance générale à la hausse sur une base annuelle. Au T1 2016, la croissance est de 0,2 % sur une base trimestrielle et de 1,4 % sur une base annuelle.

Tableau 1
Evolution du PIB

	PIB en millions euros chaînés	Evolution
2007	380 934	+ 3,4 %
2008	383 775	+ 0,7 %
2009	375 014	- 2,3 %
2010	385 122	+ 2,7 %
2011	392 041	+ 1,8 %
2012	392 663	+ 0,2 %
2013	392 674	+ 0,0 %
2014	397 761	+ 1,3 %
2015	403 227	+ 1,4 %
2016*	408 066	+ 1,2 %
	409 275	+ 1,5 %
2017*	413 779	+ 1,4 %
	416 233	+ 1,7 %

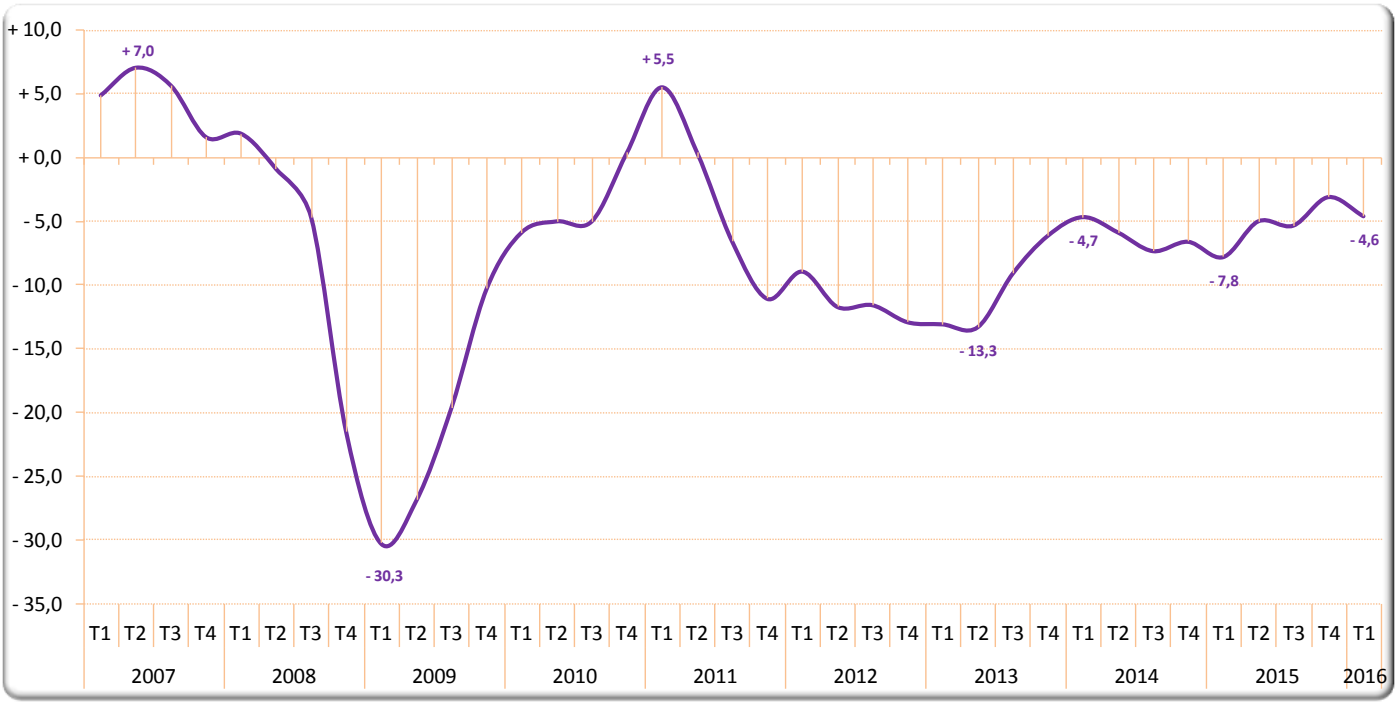
*** Prévisions basées sur le Budget économique du Bureau Fédéral du Plan, les projections économiques et le Belgian Prime News de la Banque nationale, les Regards économiques de l'IRES, World Economic Outlook du FMI, les Economic forecasts de la Commission Européenne et l'Economic Outlook de l'OCDE. Le tableau indique la croissance minimale et maximale estimée sur la base de ces différentes prévisions.**

Selon la Banque nationale de Belgique, en 2015, le PIB a augmenté de 1,4 %. Les dernières prévisions tablent sur une croissance du PIB située entre + 1,2 % et + 1,5 % pour 2016 et entre + 1,4 % et + 1,7 % pour 2017.

1.2
Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture, basé sur une enquête effectuée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs, donne une image de la manière dont le monde économique perçoit les évolutions conjoncturelles. Si le baromètre est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 2
Evolution du baromètre de la conjoncture



Source : BNB Statistiques online (stat.nbb.be) - Enquête mensuelle de conjoncture : courbe synthétique corrigée des influences saisonnières

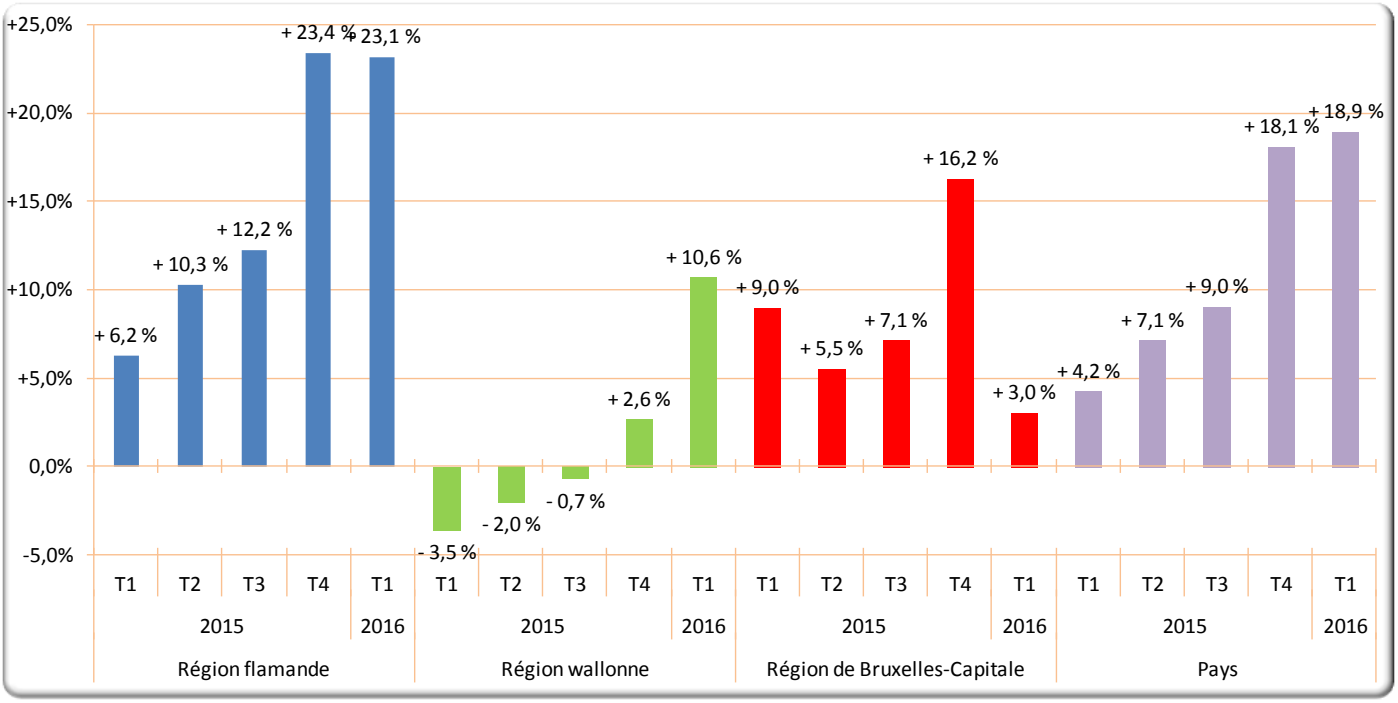
Le baromètre de la conjoncture a fortement réagi à la crise. À l'exception d'un pic limité au T1 2011, il reste depuis lors généralement en dessous de zéro. Durant la période qui suit ce pic jusqu'au T2 2013, il présente plutôt une tendance à la baisse pour finalement atteindre - 13,3 points. Ensuite, la confiance entrepreneuriale recommence toutefois à augmenter. Depuis le T3 2013, une tendance globale plutôt à la hausse peut être constatée avec toutefois une certaine fluctuation depuis le T2 2014. Durant le trimestre précédent (T4 2015), le niveau le plus élevé depuis le T2 2011 a été atteint, soit - 3,1 points. Le niveau du T1 2016 qui est de - 4,6 points est à nouveau un peu plus bas.

1.3
Offres d'emploi

Tableau 2
Evolution du nombre d'offres d'emploi par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	53 058	18 174	3 392	74 624	1	**2016**	2008	2012	2011
2008	53 232	20 045	3 866	77 143	2	2011	2011	**2016**	2008
2009	40 648	18 879	3 854	63 381	3	2008	2009	2015	**2016**
2010	42 230	18 060	4 348	64 638	4	2007	2012	2011	2007
2011	53 425	19 867	4 860	78 152	5	2012	2007	2013	2012
2012	48 860	18 644	5 305	72 809	6	2015	2010	2014	2010
2013	41 058	14 660	4 706	60 424	7	2014	**2016**	2010	2015
2014	42 420	14 065	4 567	61 052	8	2010	2013	2008	2009
2015	45 066	13 567	4 976	63 609	9	2013	2014	2009	2014
2016	55 489	15 011	5 125	75 625	10	2009	2015	2007	2013
Evol. 2007-2016	+ 4,6 %	- 17,4 %	+ 51,1 %	+ 1,3 %					

Graphique 3
Changement relatif par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Sources : VDAB, FOREM, Actiris, ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Les offres d'emploi communiquées au VDAB par le biais de bureaux de recrutement ou de sélection ne sont plus reprises, de sorte que la série historique n'est pas la même que celle des publications précédentes.

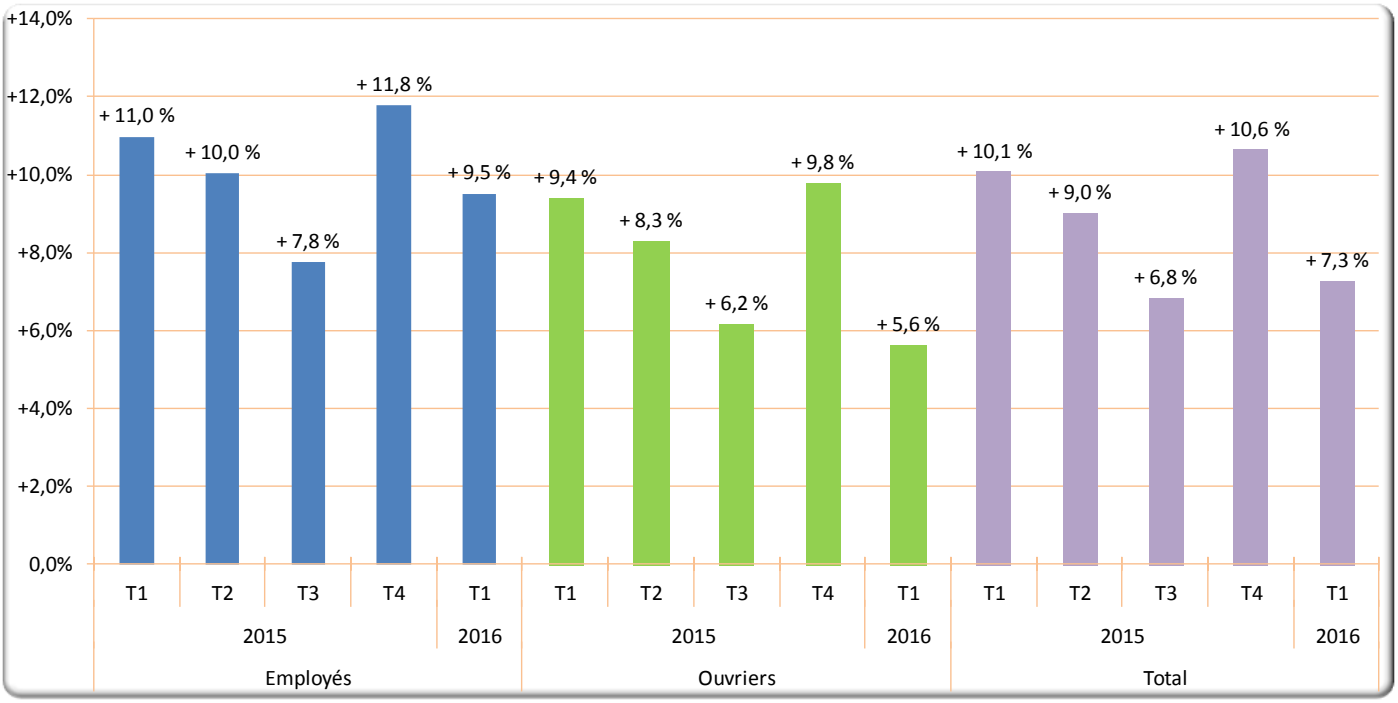
Pour l'ensemble du pays, des augmentations toujours plus importantes du nombre d'offres d'emploi sont constatées sur une base annuelle durant les trimestres écoulés. Pour le T1 2016, il s'agit d'une augmentation de 18,9 %.
Dans la Région flamande, le T1 2016 compte le plus grand nombre d'offres d'emploi pour un premier trimestre depuis le début de la période considérée et la Région de Bruxelles-Capitale affiche elle aussi l'un des meilleurs résultats de la décennie écoulée.
En revanche, dans la Région wallonne, le nombre d'offres d'emploi au T1 2016 est de 17,4 % inférieur à celui du trimestre correspondant de 2007.
Par contre, la tendance des trois dernières années où le nombre d'offres d'emploi sur une base annuelle baisse au cours du premier trimestre dans cette Région est inversée : l'année dernière, la Région wallonne a connu une évolution toujours plus favorable débouchant au T1 2016 sur une augmentation du nombre d'offres d'emploi de 10,6 % sur une base annuelle. De ce fait, le premier trimestre 2016 est, pour ce qui est des offres d'emploi, le meilleur premier trimestre des 4 dernières années.

1.4
Travail intérimaire

Tableau 3
Evolution du nombre moyen d'heures journalières prestées dans le cadre du travail intérimaire selon le statut

T1	Employés	Ouvriers	Total		Employés	Ouvriers	Total
2007	230 199	416 152	646 351	1	**2016**	2007	2008
2008	255 479	414 603	670 082	2	2008	2008	2007
2009	228 040	276 643	504 682	3	2015	**2016**	**2016**
2010	213 868	292 452	506 320	4	2011	2011	2015
2011	235 658	364 473	600 132	5	2012	2015	2011
2012	231 986	329 850	561 836	6	2013	2012	2012
2013	230 330	292 988	523 319	7	2007	2014	2014
2014	228 782	317 294	546 076	8	2014	2013	2013
2015	253 892	347 088	600 980	9	2009	2010	2010
2016	278 053	366 626	644 679	10	2010	2009	2009
Evol. 2007-2016	+ 20,8 %	- 11,9 %	- 0,3 %				

Graphique 4
Changement relatif par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Federgon

NB : la moyenne journalière par trimestre se base sur les moyennes journalières par mois.

Pour le dixième trimestre consécutif, la moyenne journalière des heures prestées dans le cadre du travail intérimaire en Belgique augmente sur une base annuelle (+ 7,3 % au T1 2016). De ce fait, le nombre d'heures prestées atteint à peu de choses près à nouveau le niveau antérieur à la crise de 2007 (seulement 0,3 % d'heures en moins par rapport au T1 2007).

Pour le segment des employés, les 278 053 heures journalières prestées en moyenne dans le cadre de l'intérim au T1 2016 constituent le nombre d'heures le plus élevé pour un premier trimestre sur l'ensemble de la période considérée. Il s'agit d'une augmentation de 20,8 % par rapport au T1 2007.

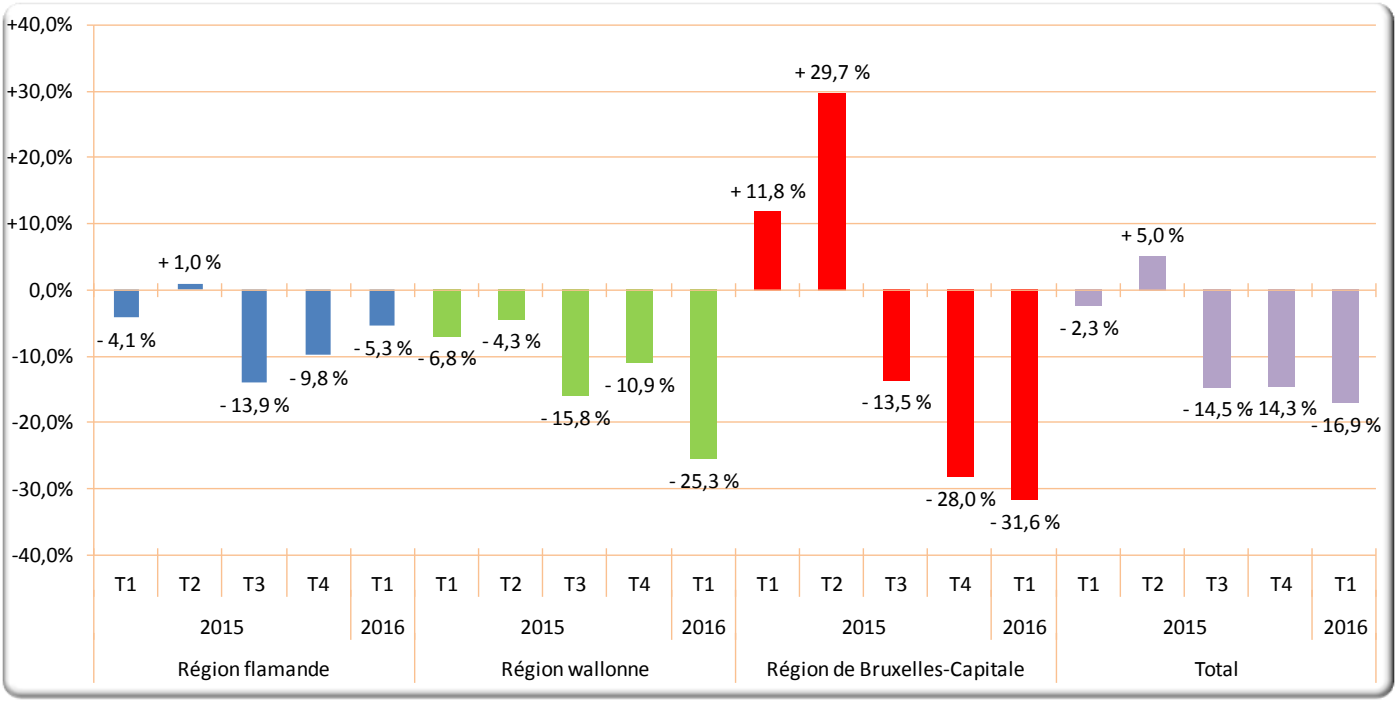
1.5
Evolution des faillites

1.5.1
Avec ou sans perte d'emplois

Tableau 4
Evolution du nombre des faillites d'entreprises avec ou sans personnel par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total
2007	998	546	373	1 925	1	2008	2007	2007	2007
2008	944	588	416	1 954	2	2007	2008	2016	2008
2009	1 307	737	417	2 467	3	2009	2016	2008	2016
2010	1 329	714	505	2 555	4	2016	2010	2009	2009
2011	1 319	770	496	2 593	5	2011	2009	2012	2010
2012	1 320	764	473	2 562	6	2012	2012	2011	2012
2013	1 445	929	626	3 006	7	2010	2011	2010	2011
2014	1 447	997	536	2 986	8	2015	2013	2014	2015
2015	1 387	929	599	2 917	9	2013	2013	2015	2014
2016	1 314	694	410	2 423	10	2014	2014	2013	2013
Evol. 2007-2016	+ 31,7 %	+ 27,1 %	+ 9,9 %	+ 25,9 %					

Graphique 5
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : les faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. Il s'agit de temps en temps aussi d'une modification dans un trimestre précédent. Etant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés. Le total comprend aussi un nombre restreint de faillites d'entreprises dont le siège social est situé à l'étranger.

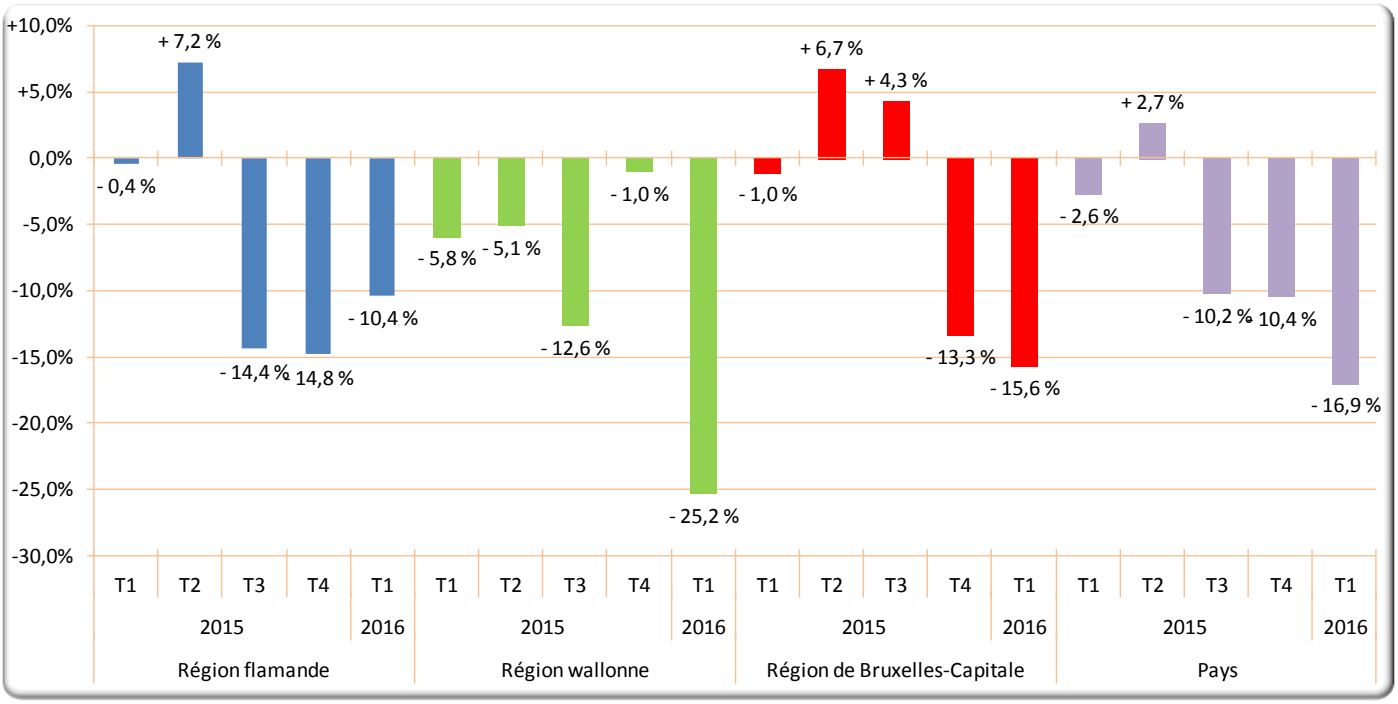
Au T1 2016, le nombre total de faillites a diminué de 16,9 % sur une base annuelle. Cette diminution se vérifie dans chacune des trois Régions : - 5,3% dans la Région flamande, - 25,3% dans la Région wallonne - 31,6% dans la Région de Bruxelles-Capitale.

1.5.2
Avec perte d'emplois

Tableau 5
Evolution du nombre de faillites des entreprises avec personnel, par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	367	242	131	740	1	2008	2007	2007	2007
2008	352	250	147	749	2	2007	2008	2011	2008
2009	495	320	152	967	3	**2016**	**2016**	2008	**2016**
2010	478	318	164	960	4	2015	2010	2009	2011
2011	479	335	141	955	5	2014	2009	**2016**	2010
2012	507	361	173	1 041	6	2010	2011	2010	2009
2013	524	437	191	1 152	7	2011	2012	2012	2012
2014	475	429	194	1 098	8	2009	2015	2013	2015
2015	473	404	192	1 069	9	2012	2014	2015	2014
2016	424	302	162	888	10	2013	2013	2014	2013
Evol. 2007-2016	+ 15,5 %	+ 24,8 %	+ 23,7 %	+ 20,0 %					

Graphique 6
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : des faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. De temps en temps, il peut aussi y avoir une modification dans un trimestre précédent. Etant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés.

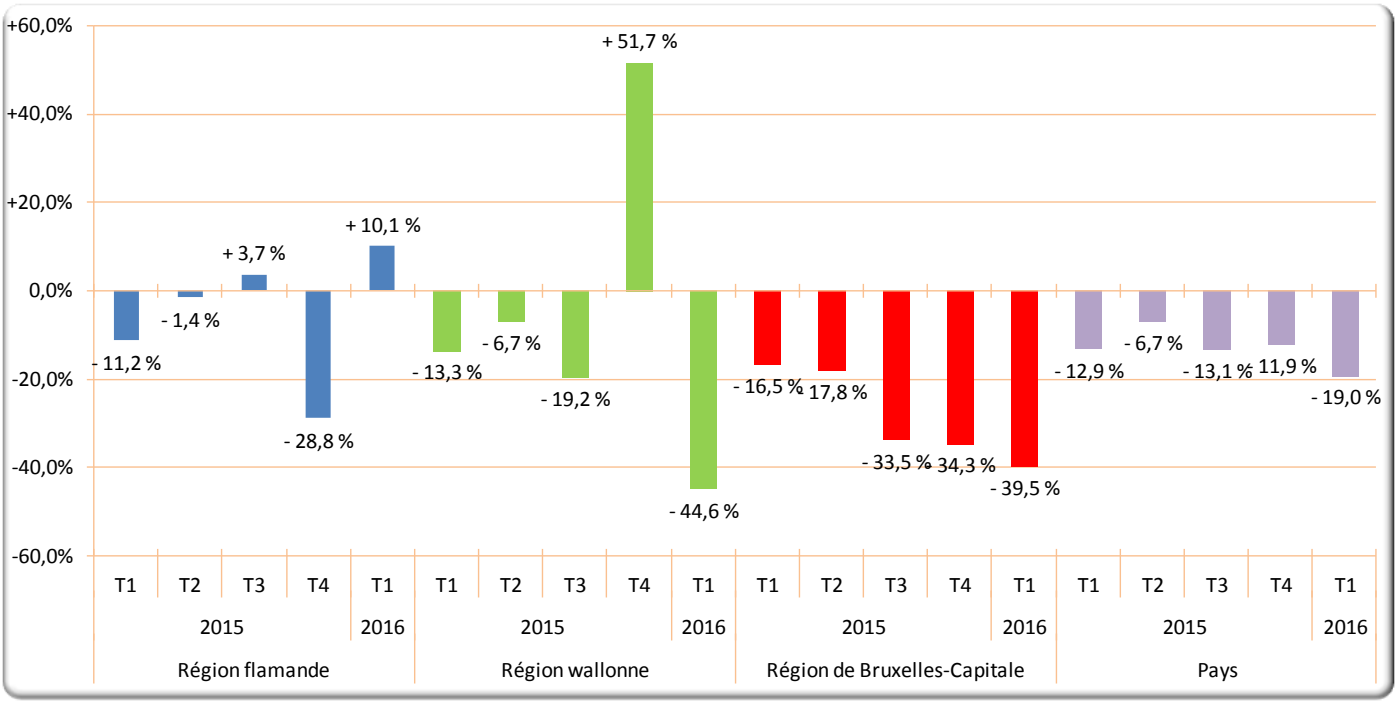
Lorsque seules les faillites des entreprises avec personnel sont prises en considération, des diminutions sur une base annuelle peuvent également être constatées au T1 2016 dans chacune des trois Régions. Bien que, relativement, cette diminution soit la plus faible dans la Région flamande (- 10,4 % contre - 25,2 % dans la Région wallonne et - 15,6 % dans la Région de Bruxelles-Capitale), le nombre de faillites avec perte d'emplois se rapproche, tant dans la Région flamande que dans la Région wallonne, le niveau relativement bas des trimestres correspondants de 2007 et 2008. Dans la Région de Bruxelles-Capitale, le 1er trimestre 2016 se situe plutôt dans la moyenne des 10 dernières années.

1.5.3
Emplois perdus à la suite de faillites

Tableau 6
Evolution du nombre d'emplois perdus par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	2 636	1 979	1 286	5 901	1	2007	**2016**	**2016**	**2016**
2008	2 974	1 746	1 143	5 863	2	2008	2008	2009	2008
2009	3 704	1 914	919	6 537	3	2012	2009	2010	2007
2010	3 058	2 835	1 035	6 928	4	2010	2007	2008	2009
2011	3 383	2 441	1 336	7 160	5	2015	2011	2015	2010
2012	2 994	3 123	1 222	7 339	6	2011	2013	2012	2015
2013	4 098	2 685	1 232	8 015	7	**2016**	2015	2013	2011
2014	3 608	3 100	1 428	8 136	8	2014	2010	2007	2012
2015	3 204	2 688	1 193	7 085	9	2009	2014	2011	2013
2016	3 529	1 490	722	5 741	10	2013	2012	2014	2014
Evol. 2007-2016	+ 33,9 %	- 24,7 %	- 43,9 %	- 2,7 %					

Graphique 7
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

En ce qui concerne le nombre d'emplois perdus à la suite de ces faillites, l'image est différente. Dans la Région wallonne et dans la Région de Bruxelles-Capitale, des diminutions relativement importantes (respectivement - 44,6 % et - 39,5 % sur une base annuelle ou - 24,7 % et - 43,9 % par rapport au T1 2007) sont à noter au T1 2016 et, de ce fait, il s'agit du niveau le plus bas pour un 1er trimestre depuis le début de la période considérée. Dans la Région flamande, le T1 2016 affiche en revanche un résultat moins favorable : une augmentation de 10,1 % sur une base annuelle, soit + 33,9 % par rapport au T1 2007. Cette augmentation est due aux faillites de quelques grandes entreprises dans cette Région.

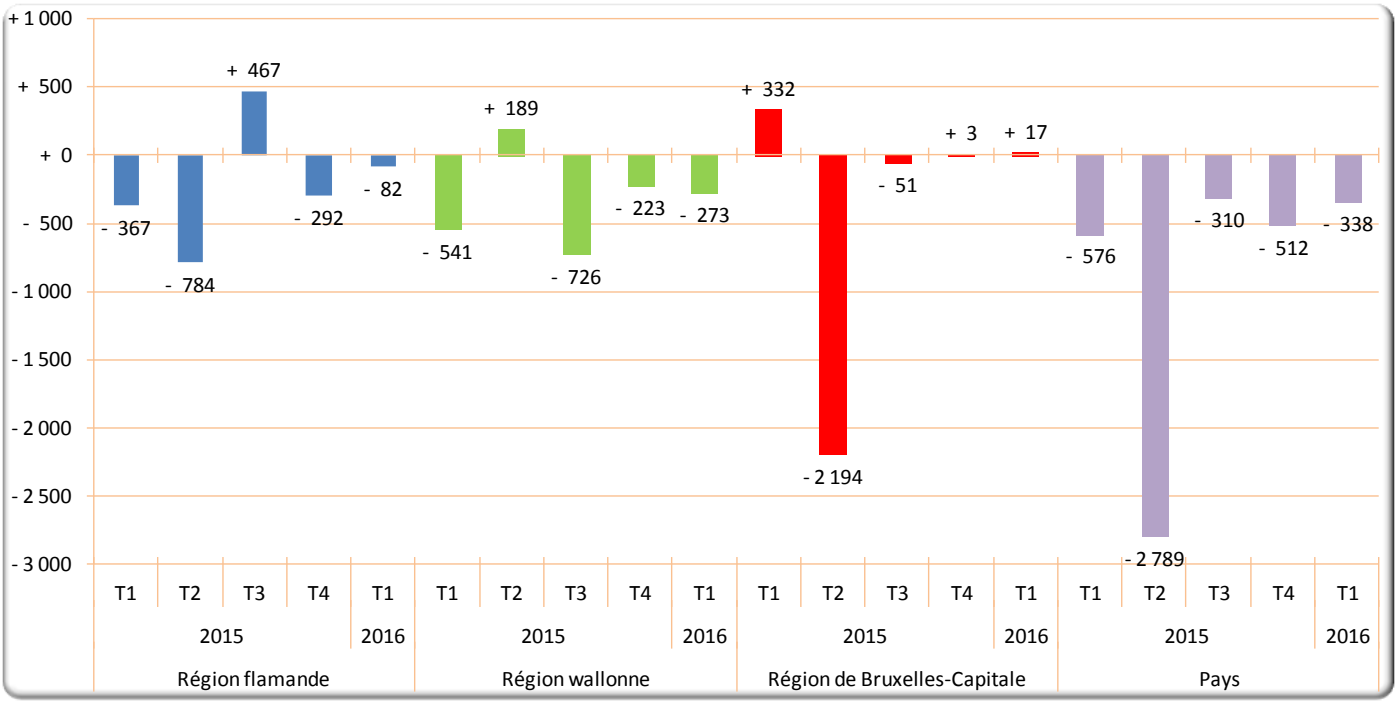
Avec un total pour le pays de 5 741 emplois perdus à la suite de faillites, le T1 2016 affiche le niveau le plus bas pour un premier trimestre depuis le début de la période considérée.

1.6
Evolution des licenciements collectifs

Tableau 7
Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif par Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	1 848	20	146	2 014	1	**2016**	2009	2014	**2016**
2010	3 758	291	4 805	8 854	2	2015	**2016**	2009	2015
2011	1 065	310	524	1 899	3	2011	2010	2012	2011
2012	1 553	1 420	216	3 189	4	2013	2011	2013	2009
2013	1 106	4 698	344	6 148	5	2014	2015	2015	2014
2014	1 416	944	30	2 390	6	2012	2014	**2016**	2012
2015	1 049	403	362	1 814	7	2009	2012	2011	2013
2016	967	130	379	1 476	8	2010	2013	2010	2010
Evol. 2009-2016	- 47,7 %	+ 550,0 %	+ 159,6 %	- 26,7 %					

Graphique 8
Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente en chiffres absolus



Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Licenciements collectifs - Longue série

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de licenciements annoncés donne une première estimation de l'ampleur d'une restructuration. Le nombre réel de licenciements peut toutefois encore changer jusqu'à la notification qui clôture la procédure.

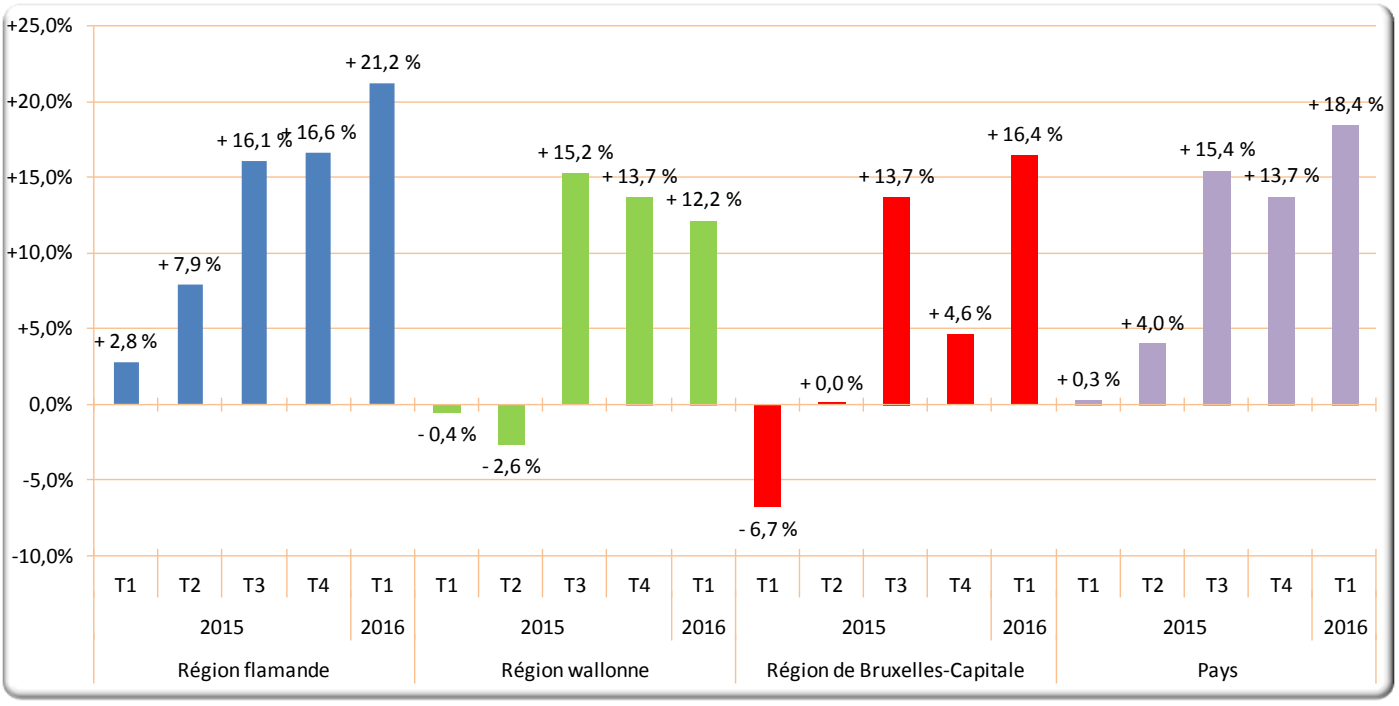
Avec un total de 1 476 licenciements annoncés, le T1 2016 affiche le niveau le plus bas pour un premier trimestre depuis le début de la période considérée, et ce en dépit du niveau relativement élevé de 379 licenciements annoncés pour la Région de Bruxelles-Capitale (dû principalement à la restructuration d'IBM Belgium).

1.7
Evolution des créations d'entreprises

Tableau 8
Constitution d'entreprises dans le secteur marchand[1]

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	4 465	1 579	1 331	7 376	1	**2016**	2011	**2016**	2011
2008	4 702	1 675	1 224	7 605	2	2011	**2016**	2011	**2016**
2009	4 082	1 498	1 069	6 657	3	2010	2008	2014	2010
2010	4 802	1 634	1 261	7 703	4	2008	2012	2007	2008
2011	5 136	1 803	1 410	8 352	5	2012	2010	2013	2012
2012	4 514	1 647	1 287	7 453	6	2007	2007	2012	2007
2013	3 928	1 480	1 288	6 700	7	2015	2014	2010	2015
2014	4 135	1 561	1 331	7 029	8	2014	2015	2015	2014
2015	4 251	1 554	1 242	7 047	9	2009	2009	2008	2013
2016	5 151	1 743	1 446	8 346	10	2013	2013	2009	2009
Evol. 2007-2016	+ 15,4 %	+ 10,4 %	+ 8,6 %	+ 13,2 %					

Graphique 9
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Source : SPF Economie

Le nombre de créations d'entreprises augmente au 1er trimestre de 2016 de 18,4 % sur une base annuelle. Le nombre de 8 346 nouvelles entreprises pour le T1 2016 est l'un des plus élevés des dix dernières années, et ce pour un premier trimestre.
L'augmentation sur une base annuelle se produit dans chacune des trois Régions : + 21,2 % dans la Région flamande, + 12,2 % dans la Région wallonne et + 16,4 % dans la Région de Bruxelles-Capitale.

[1] Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique : il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

2

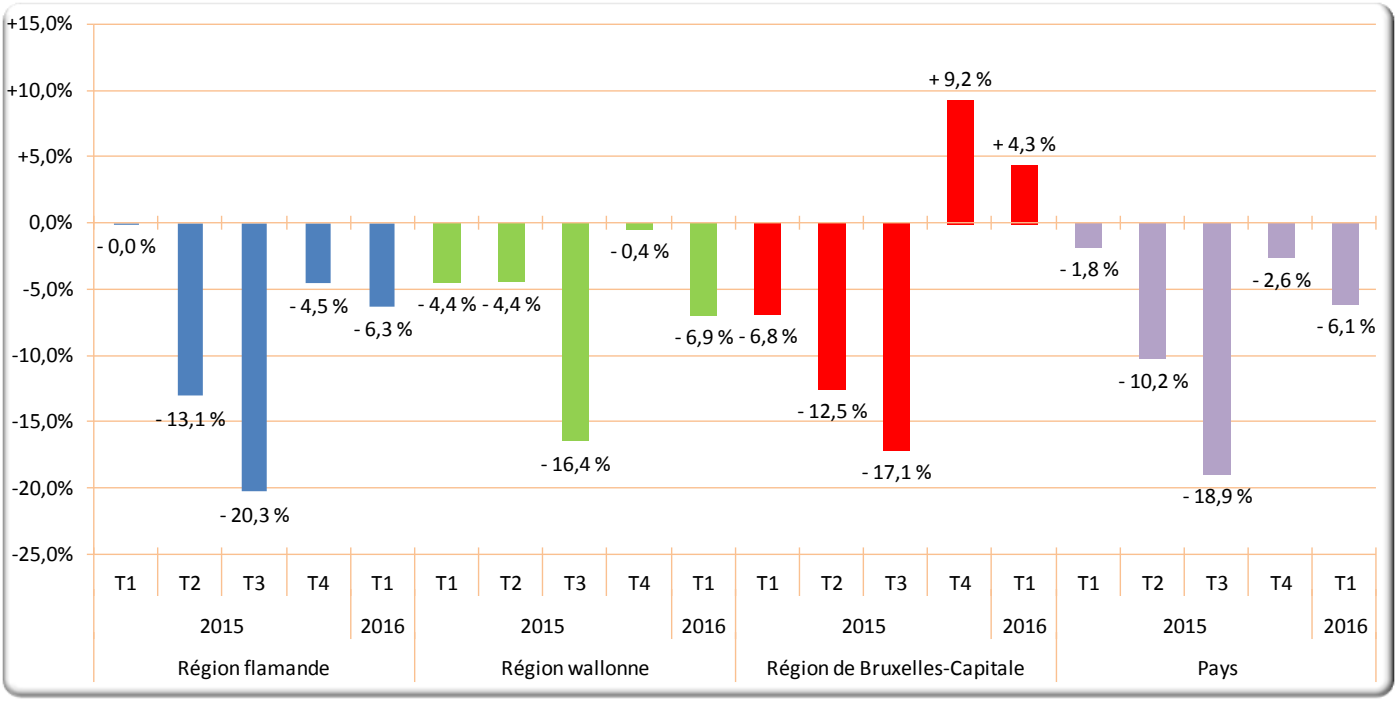
Evolution des chômeurs temporaires

2.1
Chômeurs temporaires par Région (en unités physiques)

Tableau 9
Evolution des chômeurs temporaires par Région en unités physiques

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	97 184	50 354	6 215	153 753	1	2007	2007	2007	2007
2008	101 974	51 667	6 381	160 021	2	2008	2008	2008	2008
2009	186 704	84 301	8 637	279 643	3	**2016**	**2016**	2015	**2016**
2010	164 447	82 015	9 651	256 113	4	2015	2015	**2016**	2015
2011	117 140	65 083	8 800	191 023	5	2014	2014	2014	2014
2012	131 133	67 190	9 233	207 555	6	2011	2011	2009	2011
2013	154 753	78 068	9 720	242 541	7	2012	2012	2011	2012
2014	111 494	60 431	8 160	180 085	8	2013	2013	2012	2013
2015	111 479	57 766	7 602	176 847	9	2010	2010	2010	2010
2016	104 434	53 766	7 930	166 130	10	2009	2009	2013	2009
Evol. 2007-2016	+ 7,5 %	+ 6,8 %	+ 27,6 %	+ 8,0 %					

Graphique 10
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



La comparaison des 1ers trimestres des dix dernières années indique que c'est le T1 2016 qui a enregistré le nombre de paiements de chômage temporaire le plus bas depuis la crise économico-financière. Seuls les premiers trimestres de 2007 et 2008 indiquent un niveau inférieur : au T1 2016, le nombre de paiements de chômage temporaire est de 8,0 % supérieur à celui du T1 2007. C'est déjà la troisième année consécutive que le chômage temporaire diminue sur une base annuelle au cours du premier trimestre. En 2016, cette diminution est de 6,1 %.

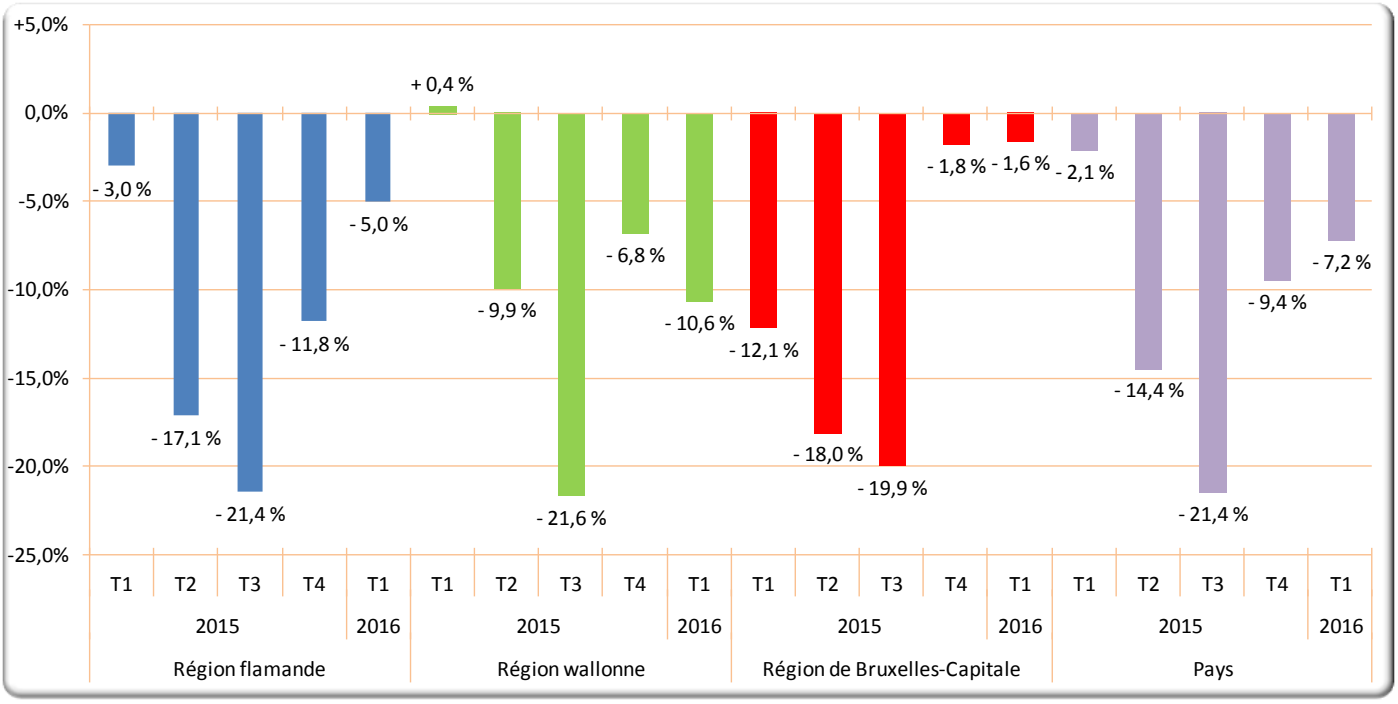
La diminution sur une base annuelle se produit tant dans la Région flamande (- 6,3 %) que dans la Région wallonne (- 6,9 %) mais pas dans la Région de Bruxelles-Capitale où une augmentation de 4,3 % est constatée. Durant le trimestre précédent également, l'évolution de la Région de Bruxelles-Capitale différait déjà de celle des Régions flamande et wallonne (respectivement + 9,2 % sur une base annuelle contre - 4,5 % et - 0,4 %). Cette différence de tendance peut s'expliquer par les conséquences de la menace terroriste et des attentats du 22 mars telles que la fermeture de centres commerciaux, d'écoles, d'établissements horeca ou une diminution de l'offre des transports publics, l'annulation de certains évènements ainsi que le ralentissement des activités dans la zone aéroportuaire de Zaventem, dans le secteur de l'horeca, des voyages,.. qui peuvent être considérés comme des circonstances de force majeure impliquant que des entreprises touchées peuvent invoquer le chômage temporaire.

2.2
Chômeurs temporaires par Région (en unités budgétaires)

Tableau 10
Evolution des chômeurs temporaires par Région en unités budgétaires

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	23 661	16 341	2 087	42 089	1	2008	2008	**2016**	2008
2008	22 708	15 892	2 091	40 691	2	**2016**	2007	2015	**2016**
2009	54 960	31 368	2 987	89 315	3	2007	**2016**	2007	2007
2010	50 973	33 122	3 481	87 577	4	2015	2014	2008	2015
2011	30 777	22 232	2 709	55 717	5	2014	2015	2014	2014
2012	34 851	23 800	2 727	61 378	6	2011	2011	2011	2011
2013	43 154	28 725	3 000	74 879	7	2012	2012	2012	2012
2014	25 157	18 250	2 203	45 610	8	2013	2013	2009	2013
2015	24 399	18 330	1 936	44 665	9	2010	2009	2013	2010
2016	23 172	16 388	1 905	41 466	10	2009	2010	2010	2009
Evol. 2007-2016	- 2,1 %	+ 0,3 %	- 8,7 %	- 1,5 %					

Graphique 11
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

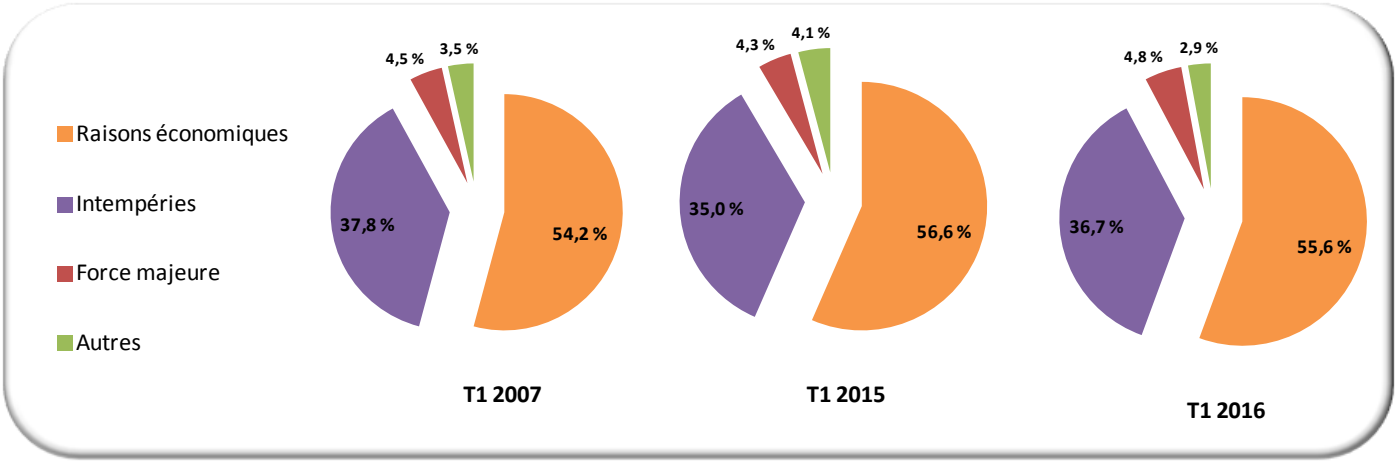


En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. C'est pourquoi il convient d'exprimer le volume du chômage temporaire en équivalents temps plein, c.-à-d. en unités budgétaires.[2] Cette image complète et nuance l'évolution en unités physiques : en unités budgétaires, des diminutions du chômage temporaire sur une base annuelle sont déjà enregistrées dans chacune des Régions, et ce pour au moins le quatrième trimestre consécutif. Cette constatation s'applique aussi à la Région de Bruxelles-Capitale, bien que les diminutions sur une base annuelle au T4 2015 et au T1 2016 (respectivement de - 1,8 % et - 1,6 %) y soient moins prononcées que dans la Région flamande (respectivement de - 11,8 % et - 5,0 %) et dans la Région wallonne (respectivement de - 6,8 % et - 10,6 %). La Région de Bruxelles-Capitale est toutefois la seule où nous constatons un nombre d'unités budgétaires le plus bas de la période considérée pour un premier trimestre (8,7 % de moins qu'en T1 2007).
La diminution totale en unités budgétaires pour l'ensemble du pays s'élève à 7,2 % sur une base annuelle et à 1,5 % par rapport au T1 2007.

[2] Il s'agit du nombre de jours indemnisés divisé par le nombre de jours indemnisables du mois de référence (c.-à-d. tous les jours sauf les dimanches). Consulter également le site internet de l'ONEM pour de plus amples informations concernant les unités statistiques.

2.3
Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)[3]

Graphique 12
Répartition du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le type



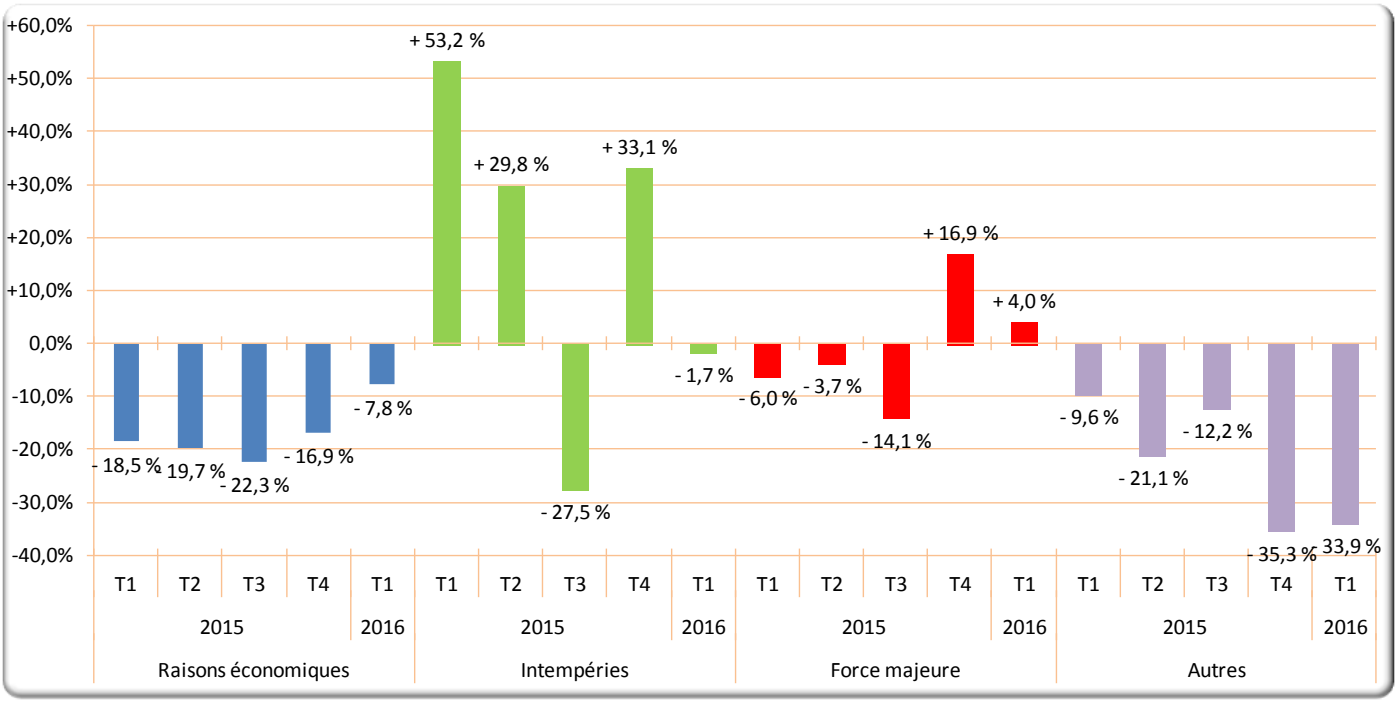
Le chômage temporaire pour raisons économiques est de loin le type de chômage temporaire le plus fréquent. Toutefois sa part diminue légèrement au T1 2016 par rapport au T1 2015 (- 1,0 point de pourcent). En revanche, une augmentation de respectivement 1,7 et 0,5 point de pourcent est enregistrée pour le chômage temporaire pour intempéries et force majeure.

Tableau 11
Evolution du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le type

T1	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres	*dont suspension employés*		Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres
2007	1 753 577	1 224 865	145 761	112 529	*0*	1	2007	2014	2008	**2016**
2008	1 821 540	1 083 745	144 845	108 736	*0*	2	**2016**	2008	2007	2008
2009	4 487 464	2 048 626	153 468	198 592	*0*	3	2008	**2016**	2015	2007
2010	3 524 336	2 715 517	160 696	269 645	*150 496*	4	2015	2015	2009	2015
2011	2 252 603	1 714 381	165 279	146 438	*25 224*	5	2011	2007	2012	2011
2012	2 530 785	1 857 472	154 034	154 039	*26 935*	6	2014	2011	**2016**	2012
2013	2 702 686	2 642 671	158 521	219 164	*66 135*	7	2012	2012	2013	2014
2014	2 384 973	784 093	158 781	157 367	*61 659*	8	2013	2009	2014	2009
2015	1 942 819	1 201 294	149 195	142 209	*45 653*	9	2010	2013	2010	2013
2016	1 790 895	1 180 392	155 168	93 945	*39 236*	10	2009	2010	2011	2010
Evol. 2007-2016	+ 2,1 %	- 3,6 %	+ 6,5 %	- 16,5 %	-					

[3] Concernant le nombre de jours indemnisés, on reprend en principe les données après vérification. Celles-ci ne sont toutefois disponibles qu'avec un retard d'environ 6 mois. Dès lors, ce sont les données avant vérification qui sont utilisées pour la période la plus récente.

Graphique 13
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Pour chaque type, hormis la force majeure, une diminution du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire sur une base annuelle est à constater : - 7,8% pour le chômage temporaire pour raisons économiques, - 1,7% pour le chômage temporaire pour intempéries - 33,9% pour le chômage temporaire pour autres types (comme p.ex. la suspension du contrat de travail pour employés par suite d'un manque de travail). Pour le groupe le plus important, c.-à-d. celui des raisons économiques, il s'agit du 12e trimestre consécutif pour lequel une diminution sur une base annuelle peut être constatée. Le nombre de jours indemnisés pour raisons économiques atteint dès lors, pour un premier trimestre, l'un des niveaux les plus bas des 10 dernières années.
L'augmentation du nombre de jours indemnisés pour force majeure (+ 4,0 % sur une base annuelle) est, comme indiqué précédemment, influencée par les conséquences de la menace terroriste et des attentats du 22 mars.[4]

[4] L'impact de la menace terroriste pourra être exactement mesuré dès que les données après vérification seront disponibles.

2.4
Par branche d'activités (en unités budgétaires)

Tableau 12
Evolution du chômage temporaire par branche d'activités en unités budgétaires

T1	Construction	Industrie	Services	Commerce, banques et assurances	Autres		Construction	Industrie	Services	Commerce, banques et assurances
2007	15 465	11 487	8 416	1 131	5 589	1	2008	2016	2007	2007
2008	14 111	10 692	9 134	1 150	5 605	2	2007	2015	2008	2008
2009	23 321	33 785	17 373	1 917	12 919	3	2014	2008	2016	2010
2010	28 992	26 660	17 335	1 845	12 744	4	2016	2007	2015	2016
2011	21 462	13 914	11 727	2 173	6 442	5	2015	2014	2014	2009
2012	26 605	14 788	11 806	2 600	5 578	6	2011	2011	2011	2015
2013	34 760	18 930	12 710	3 033	5 446	7	2009	2012	2012	2011
2014	16 678	13 118	10 014	2 338	3 461	8	2012	2013	2013	2014
2015	19 215	10 247	9 729	2 117	3 357	9	2010	2010	2010	2012
2016	17 435	9 916	9 373	1 855	2 887	10	2013	2009	2009	2013
Evol. 2007-2016	+ 12,7 %	- 13,7 %	+ 11,4 %	+ 64,1 %	- 48,4 %					

Graphique 14
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

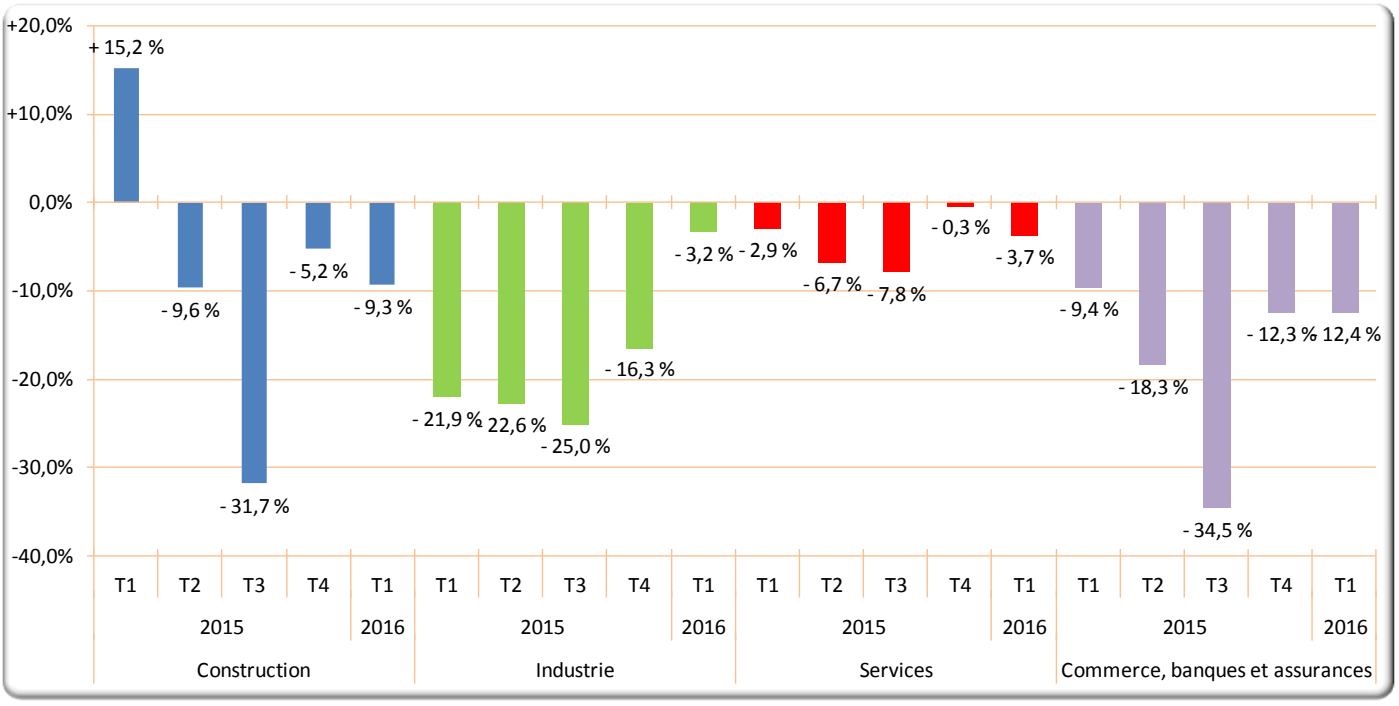
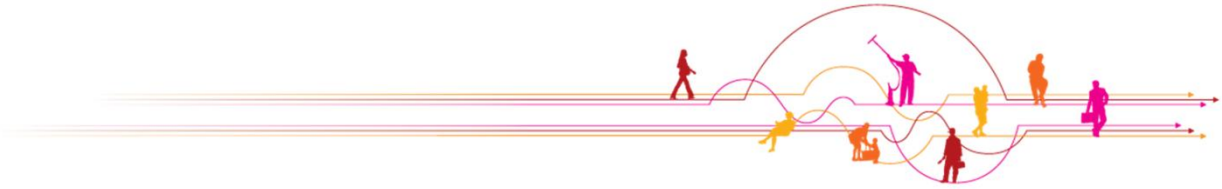


Tableau 12 présente l'évolution du chômage temporaire en unités budgétaires par branche d'activité. Durant les premiers trimestres de chaque année, le recours au chômage temporaire se fait principalement dans l'industrie de la construction, étant donné que ces mois se situent en période hivernale. Au T1 2016, il s'agit de 17 435 unités budgétaires, c.-à-d. une part de 42,0 %.

La diminution générale sur une base annuelle du chômage temporaire en unités budgétaires (voir chapitre 2.2) est visible dans chacune des principales branches d'activité : - 9,3% dans le secteur de la construction, - 3,2 % dans l'industrie, - 3,7 % dans le secteur des services et - 12,4% dans le secteur du commerce, des banques et des assurances.

3

Evolution des chômeurs complets indemnisés



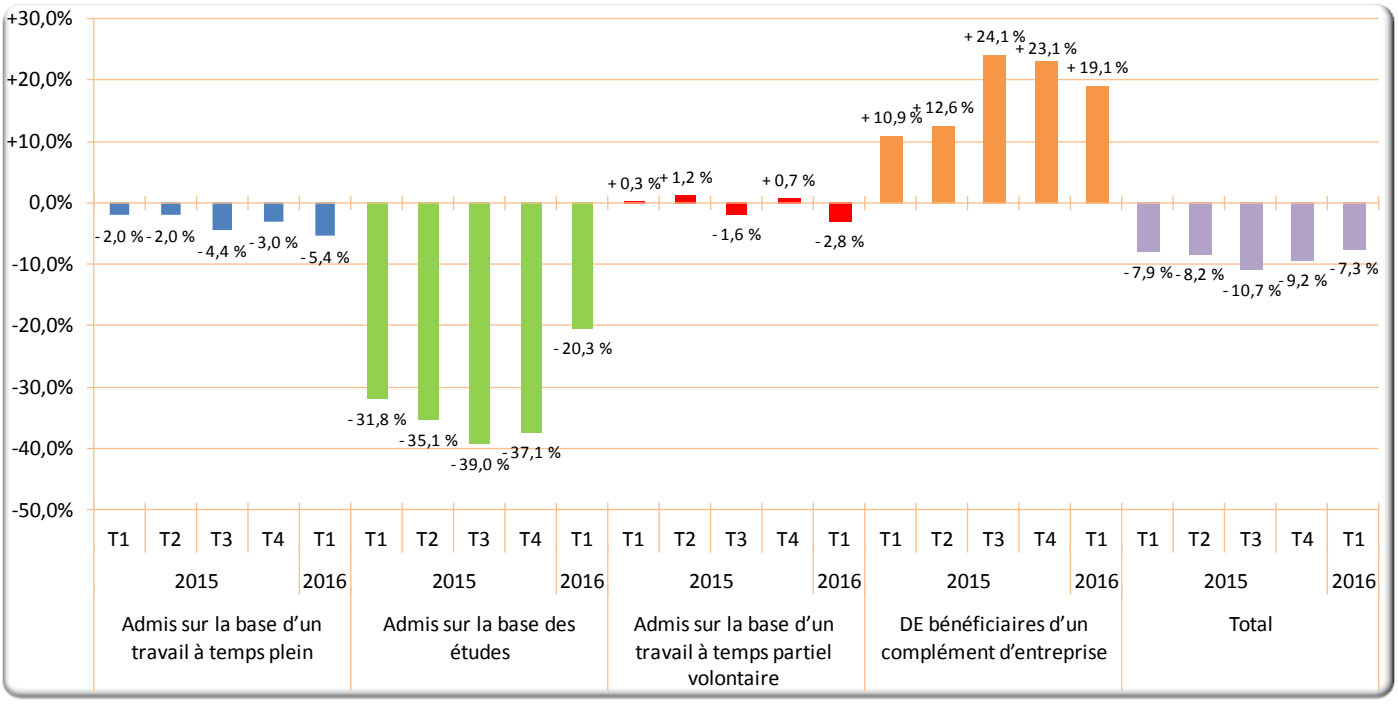
3.1
Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)

3.1.1
Selon le régime

Tableau 13
Evolution des CCI-DE selon le régime

T1	Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	RCC sans dispense d'IDE	Total		Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	RCC sans dispense d'IDE	Total
2007	327 072	118 441	20 625	0	466 138	1	2008	2016	2009	2007	2016
2008	306 893	111 082	19 068	886	437 929	2	2009	2015	2008	2008	2008
2009	320 058	108 156	18 693	1 897	448 804	3	2012	2014	2010	2009	2015
2010	342 704	110 936	19 940	2 513	476 093	4	2007	2013	2011	2010	2009
2011	328 408	107 171	20 086	3 740	459 404	5	2011	2012	2012	2011	2012
2012	323 634	104 081	20 129	4 259	452 103	6	2016	2011	2013	2012	2011
2013	332 450	103 843	20 465	4 303	461 061	7	2013	2009	2007	2013	2013
2014	356 161	99 593	22 770	4 684	483 208	8	2010	2010	2016	2014	2007
2015	349 025	67 886	22 838	5 196	444 945	9	2015	2008	2014	2015	2010
2016	330 141	54 133	22 200	6 188	412 661	10	2014	2007	2015	2016	2014
Evol. 2007-2016	+ 0,9%	- 54,3%	+ 7,6%	-	- 11,5%						

Graphique 15
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au 1er trimestre de 2016, on a comptabilisé en moyenne 412 661 chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi par mois, soit 32 283 unités ou 7,3 % de moins par rapport au 1er trimestre de 2015. Comparée au 1er trimestre de 2007, la diminution s'élève à 11,5 %. Depuis 2007, jamais le nombre de CCI-DE n'avait été aussi faible au 1er trimestre qu'en 2016.

Chez les CCI-DE sur la base de prestations à temps plein, la baisse sur une base annuelle s'élève à - 5,4 %. Au 1er trimestre de 2014, le nombre de CCI-DE dans ce sous-groupe atteignait encore le niveau le plus élevé depuis 2007, mais les diminutions successives en 2015 et 2016 ont progressivement ramené ce nombre au niveau connu juste après la crise économique en 2011.

Le nombre de CCI-DE après un emploi à temps partiel volontaire a également légèrement diminué sur une base annuelle au T1 2016 : - 2,8 %.

Le nombre de travailleurs en RCC non dispensés de l'inscription comme demandeur d'emploi continue d'augmenter sous l'influence des possibilités limitées de dispense (voir infra) (+ 19,1 % sur une base annuelle au T1 2016).

La diminution totale du nombre de CCI-DE est principalement déterminée par l'évolution des CCI-DE admis sur la base des études. Ce sous-groupe enregistre une baisse depuis déjà 2011, et ce principalement sous l'influence d'un certain nombre de mesures (d'activation) axées sur les jeunes ou les bénéficiaires d'allocations d'insertion, telles que la prolongation de la durée du stage d'insertion professionnelle, le plan Activa pour les jeunes peu qualifiés, ainsi que le suivi renforcé du comportement de recherche des personnes bénéficiant d'allocations d'insertion et des jeunes sortant des études en stage d'insertion professionnelle. En 2015, cette baisse s'est encore considérablement accentuée à la suite des premières fins de droit et, dans une moindre mesure, en raison des conditions d'admission plus strictes en matière d'âge et de diplôme.

Le droit aux allocations d'insertion a en effet été limité à 3 ans ou à 3 ans à partir de l'âge de 30 ans, selon la situation familiale. Cette modification réglementaire a été mise en œuvre fin 2011, mais elle n'a produit ses effets qu'à partir du 1er janvier 2015, car seules les périodes de chômage à dater du 1er janvier 2012 étaient prises en compte. Au T1 2015, 19 823 personnes au total étaient concernées par la fin du droit aux allocations d'insertion, ce qui explique en grande partie la baisse de 31,8 % sur une base annuelle enregistrée au cours de ce trimestre.

La limitation du droit aux allocations d'insertion constitue une mesure structurelle qui donne chaque mois lieu à des cas de fin de droit. Au total, au cours de l'année 2015, 29 021 personnes ont perdu le droit aux allocations d'insertion.

Selon les données les plus récentes[5], dans le courant du 1er trimestre de 2016, 1 884 personnes ont perdu le droit aux allocations d'insertion.[6] Le nombre de personnes bénéficiant d'allocations d'insertion a dès lors continué de diminuer au T1 2016, jusqu'à atteindre 54 133 unités (- 20,3 % par rapport au T1 2015). Par rapport au T1 2007, le nombre de personnes bénéficiant d'allocations d'insertion a diminué de plus de moitié (- 54,3 %).

Tableau 14
Le nombre de CCI-DE arrivés en fin de droits aux allocations d'insertion

		Région			Sexe		Âge					Total
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bxl-Capitale	Hommes	Femmes	< 25 ans	25 – 29 ans	30 – 39 ans	40 – 49 ans	50 ans et +	
2015	T1	3 184	13 161	3 478	7 387	12 436	1 949	3 988	8 236	4 672	978	19 823
	T2	564	1 803	398	1 244	1 521	520	826	1 090	290	39	2 765
	T3	730	2 589	518	1 658	2 179	919	1 244	1 240	374	60	3 837
	T4	563	1 642	391	1 187	1 409	697	864	789	221	25	2 596
	Année	5 041	19 195	4 785	11 476	17 545	4 085	6 922	11 355	5 557	1 102	29 021
2016	T1	445	1 189	250	850	1 034	452	606	625	177	24	1 884
		23,6%	63,1%	13,3%	45,1%	54,9%	24,0%	32,2%	33,2%	9,4%	1,3%	100%

NB : Pour mars 2016, il s'agit de chiffres provisoires

[5] Pour les mois passés, il est possible que les chiffres publiés aient été recalculés. En effet, pour le passé, nous pouvons prendre en compte des arriérés de paiements qui nous permettent d'affiner le flux sortant. Pour le mois le plus récent (en l'occurrence mars 2016), l'ONEM ne peut communiquer que des chiffres provisoires qui peuvent donc encore évoluer en fonction des arriérés de paiement et des délais réglementaires en matière de communication de certains évènements qui ont une influence sur le droit. Bien que la différence entre les chiffres provisoires et les chiffres recalculés soit faible pour la période cumulée, elle est néanmoins significative si l'on considère les chiffres mensuellement.

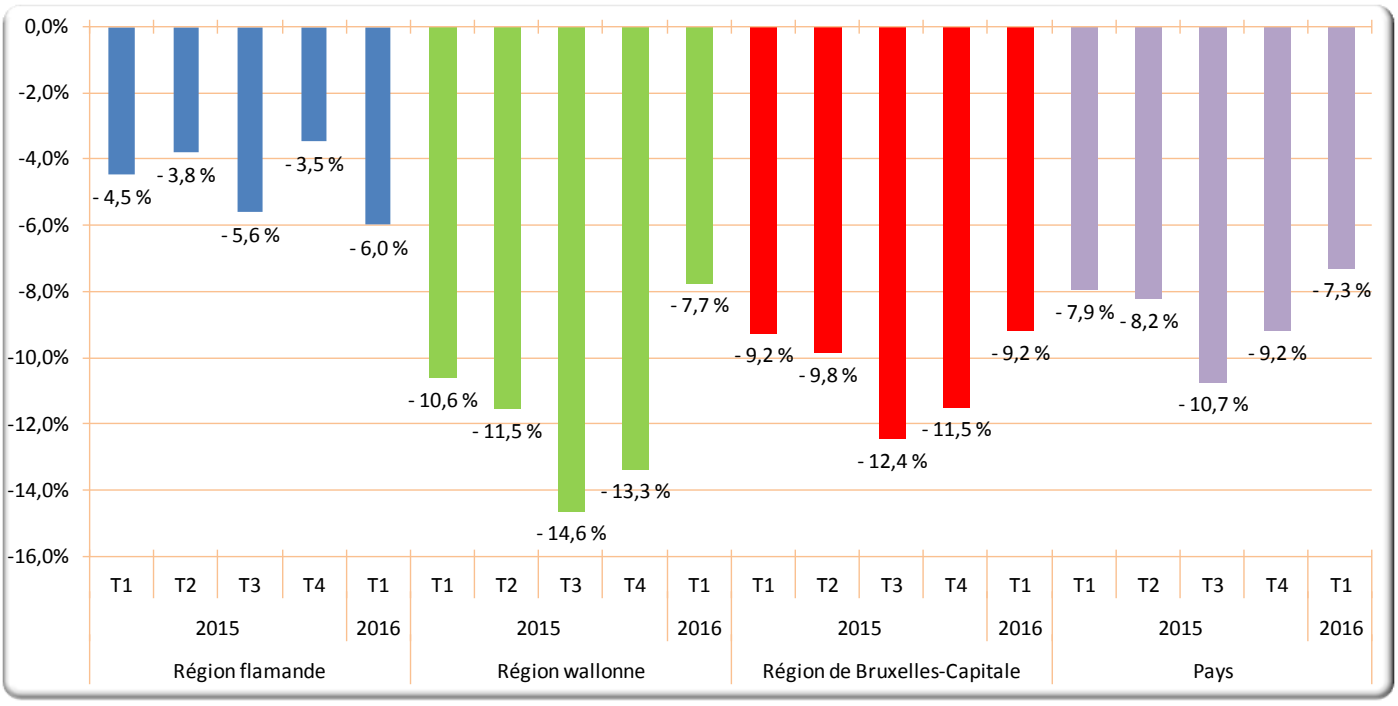
[6] Un certain nombre d'entre eux sont sortis du chômage pour une autre raison, notamment suite à une reprise du travail.

3.1.2
Selon la Région

Tableau 15
Evolution des CCI-DE selon la Région

T1	Région flamande	Région wallonne	Région de Bxl-Capitale	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région de Bxl-Capitale	Pays
2007	172 381	217 557	76 200	466 138	1	2008	**2016**	**2016**	**2016**
2008	154 948	208 801	74 179	437 929	2	2009	2015	2008	2008
2009	165 882	207 696	75 226	448 804	3	2012	2012	2009	2015
2010	182 556	211 855	81 682	476 093	4	**2016**	2013	2015	2009
2011	172 272	205 282	81 851	459 404	5	2011	2011	2007	2012
2012	167 928	202 106	82 069	452 103	6	2007	2009	2013	2011
2013	174 658	205 101	81 301	461 061	7	2013	2014	2010	2013
2014	191 262	208 380	83 566	483 208	8	2010	2008	2011	2007
2015	182 743	186 341	75 861	444 945	9	2015	2010	2012	2010
2016	171 795	171 956	68 911	412 661	10	2014	2007	2014	2014
Evol. 2007-2016	- 0,3%	- 21,0%	- 9,6%	- 11,5%					

Graphique 16
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis quelque temps déjà, le nombre total de CCI-DE enregistre une baisse sur une base annuelle légèrement plus marquée dans les Régions wallonne et bruxelloise que dans la Région flamande. Il en va de même au T1 2016: - 6,0 % dans la Région flamande contre respectivement - 7,7 % et - 9,2 % dans les Régions wallonne et bruxelloise. Cela s'explique en partie par le fait que dans les Régions wallonne et bruxelloise, on compte davantage de personnes bénéficiant d'allocations d'insertion dans le groupe de CCI-DE qu'en Région flamande, notamment des chômeurs de longue durée.

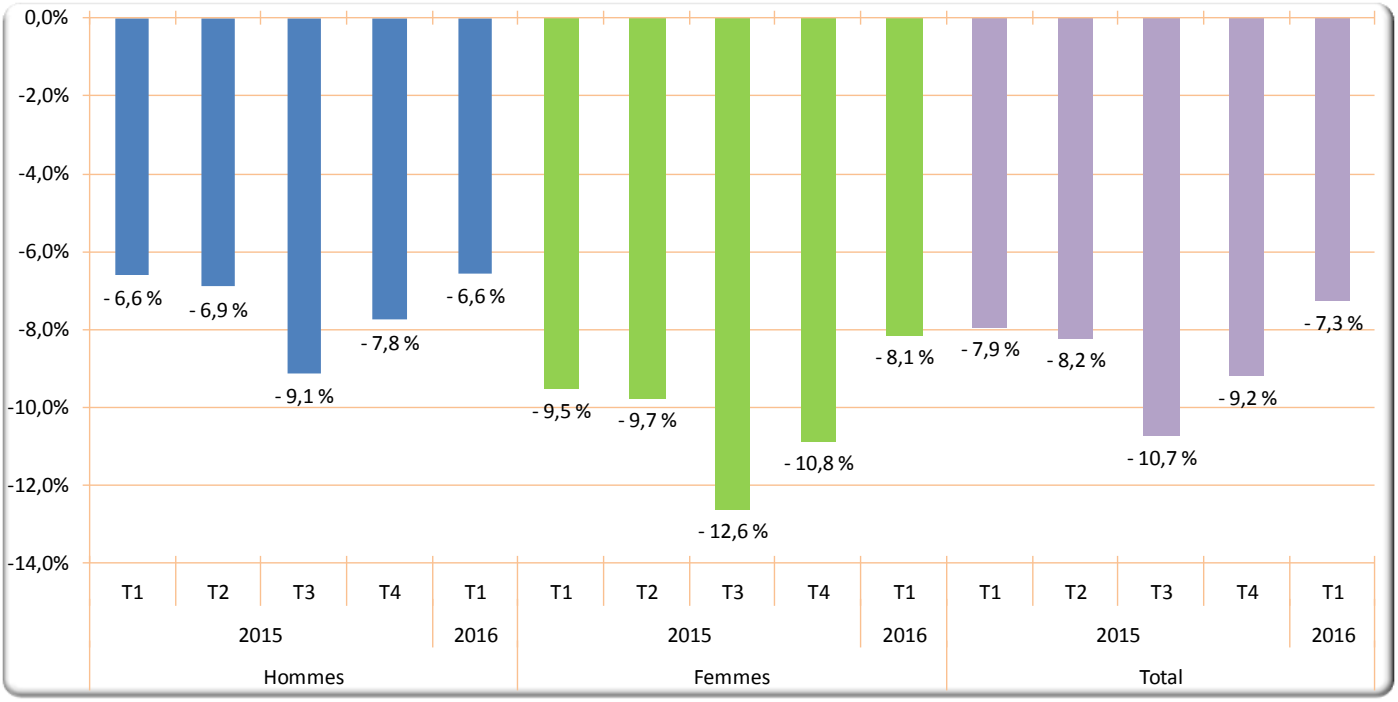
Le nombre de CCI-DE au T1 2016 a diminué dans chacune des Régions en dessous du niveau d'avant la crise au T1 2007. En ce qui concerne les Régions wallonne et bruxelloise, il s'agit également du niveau le plus bas enregistré pour le 1er trimestre sur l'ensemble de la période considérée.

3.1.3
Selon le sexe

Tableau 16
Evolution des CCI-DE selon le sexe

T1	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total
2007	225 640	240 498	466 138	1	2008	2016	2016
2008	214 914	223 015	437 929	2	2007	2015	2008
2009	229 931	218 873	448 804	3	2009	2013	2015
2010	251 046	225 047	476 093	4	2016	2012	2009
2011	239 755	219 649	459 404	5	2012	2009	2012
2012	237 296	214 807	452 103	6	2011	2014	2011
2013	248 783	212 277	461 061	7	2015	2011	2013
2014	263 618	219 590	483 208	8	2013	2008	2007
2015	246 207	198 738	444 945	9	2010	2010	2010
2016	230 063	182 598	412 661	10	2014	2007	2014
Evol. 2007-2016	+ 2,0%	- 24,1%	- 11,5%				

Graphique 17
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du nombre de CCI-DE chez les hommes est clairement plus sensible à la conjoncture économique que chez les femmes. Chez les femmes, le nombre de CCI-DE a enregistré une légère hausse au cours du 1er trimestre uniquement en 2010 et en 2014, et ce à la suite de la récession mais pour le reste, une tendance à la baisse a été observée pour la période considérée. Les hommes ont enregistré des hausses en 2009, 2010, 2013 et 2014. De surcroît, l'augmentation était plus marquée que chez les femmes. Au T1 2016, le nombre de CCI-DE dans le groupe des femmes représentait dès lors 24,1 % de moins qu'au T1 2007, alors que chez les hommes ce nombre enregistrait encore 2 % de plus.

L'évolution récente montre que la baisse sur une base annuelle est plus importante chez les femmes que chez les hommes : respectivement - 8,1 % et - 6,6 % au T1 2016. En 2015 également, la baisse du nombre de CCI-DE dans le groupe des femmes était plus marquée que chez les hommes. Le fait qu'il y ait davantage de femmes qui aient perdu le droit aux allocations d'insertion, joue aussi un rôle depuis le début en 2015.

3.1.4
Selon la classe d'âge

Tableau 17
Evolution des CCI-DE selon la classe d'âge

T1	CCI-DE selon la classe d'âge					Y compris les personnes âgées de 50-59 ans dispensées sur la base de l'âge ou du passé professionnel			CCI-DE de longue durée (2 ans ou plus)	
	< 25 ans	25 – 49 ans	50 ans et plus	Total	Ratio par rapport à la pop. active*	50 ans et plus	Total	Ratio par rapport à la pop. active*	< 50 ans	≥ 50 ans
					Evolution					
2007	65 548	301 684	98 906	466 138	9,9%	161 578	528 810	11,2%	169 696	73 608
2008	60 249	274 011	103 669	437 929	9,1%	155 573	489 833	10,2%	143 434	79 688
2009	64 101	276 531	108 172	448 804	9,4%	149 700	490 332	10,2%	126 702	80 806
2010	67 732	290 858	117 503	476 093	9,7%	148 824	507 414	10,4%	124 018	85 302
2011	61 169	278 715	119 521	459 404	9,6%	144 382	484 265	10,1%	125 178	87 366
2012	59 008	273 184	119 911	452 103	9,3%	140 981	473 172	9,8%	119 230	87 735
2013	62 358	281 166	117 537	461 061	9,4%	139 801	483 325	9,9%	116 069	84 027
2014	62 134	290 735	130 338	483 208	9,8%	140 837	493 707	10,0%	114 576	91 363
2015	50 693	259 045	135 207	444 945	8,9%	137 217	446 955	8,9%	98 985	97 128
2016	42 865	240 586	129 211	412 661	8,3%	130 598	414 048	8,3%	94 992	91 788
Evol. 2007-2016	- 34,6%	- 20,3%	+ 30,6%	- 11,5%		- 19,2%	- 21,7%		- 44,0%	+ 24,7%

Tableau 18
Classement des CCI-DE selon la classe d'âge

T1	CCI-DE selon la classe d'âge					Y compris les personnes âgées de 50-59 ans dispensées sur la base de l'âge ou du passé professionnel			CCI-DE de longue durée (2 ans ou plus)	
	< 25 ans	25 – 49 ans	50 ans et plus	Total	Ratio par rapport à la pop. active*	50 ans et plus	Total	Ratio par rapport à la pop. active*	< 50 ans	50 ans et plus
					Classement					
1	**2016**	**2016**	2007	**2016**	**2016**	**2016**	**2016**	**2016**	**2016**	2007
2	2015	2015	2008	2008	2015	2015	2015	2015	2015	2008
3	2012	2012	2009	2015	2008	2013	2012	2012	2014	2009
4	2008	2008	2010	2009	2012	2014	2013	2013	2013	2013
5	2011	2009	2013	2012	2009	2012	2011	2014	2012	2010
6	2014	2011	2011	2011	2013	2011	2008	2011	2010	2011
7	2013	2013	2012	2013	2011	2010	2009	2009	2011	2012
8	2009	2014	**2016**	2007	2010	2009	2014	2008	2009	2014
9	2007	2010	2014	2010	2014	2008	2010	2010	2008	**2016**
10	2010	2007	2015	2014	2007	2007	2007	2007	2007	2015

***Source : Eurostat EFT – Population active de 15 ans et plus (lfsq_agan). Les données sont disponibles avec un retard d'un trimestre par rapport à cette publication. Dès lors, pour le calcul du ratio du dernier trimestre, la valeur du trimestre précédent a été utilisée.**

Dans les classes d'âges des moins de 50 ans, l'évolution du nombre de CCI-DE suit l'évolution de la conjoncture économique. La tendance est à la baisse sur l'ensemble de la période considérée. Au T1 2016, le nombre de CCI-DE âgés de moins de 25 ans est réduit de plus d'un 1/3 par rapport au niveau d'avant la crise au T1 2007, et chez les CCI-DE âgés de 25 à 49 ans, de plus d'un 1/5.

Chez les 50 ans et plus, cette évolution est totalement différente : le nombre de CCI-DE a augmenté durant pratiquement toute la période considérée. Dans cette classe d'âge, il y avait au T1 2016, 30,6 % CCI-DE de plus qu'au T1 2007.

Cette baisse dans les classes d'âges des moins de 50 ans est en premier lieu la conséquence des développements favorables de la conjoncture, soutenus (surtout dans la classe d'âge inférieure) par l'instauration du plan Activa pour les jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans et du suivi renforcé du comportement de recherche des bénéficiaires d'allocations d'insertion. En second lieu, ce sont évidemment aussi les modifications réglementaires relatives au droit aux allocations d'insertion qui impactent le nombre de chômeurs complets dans les classes d'âge inférieures à 50 ans.

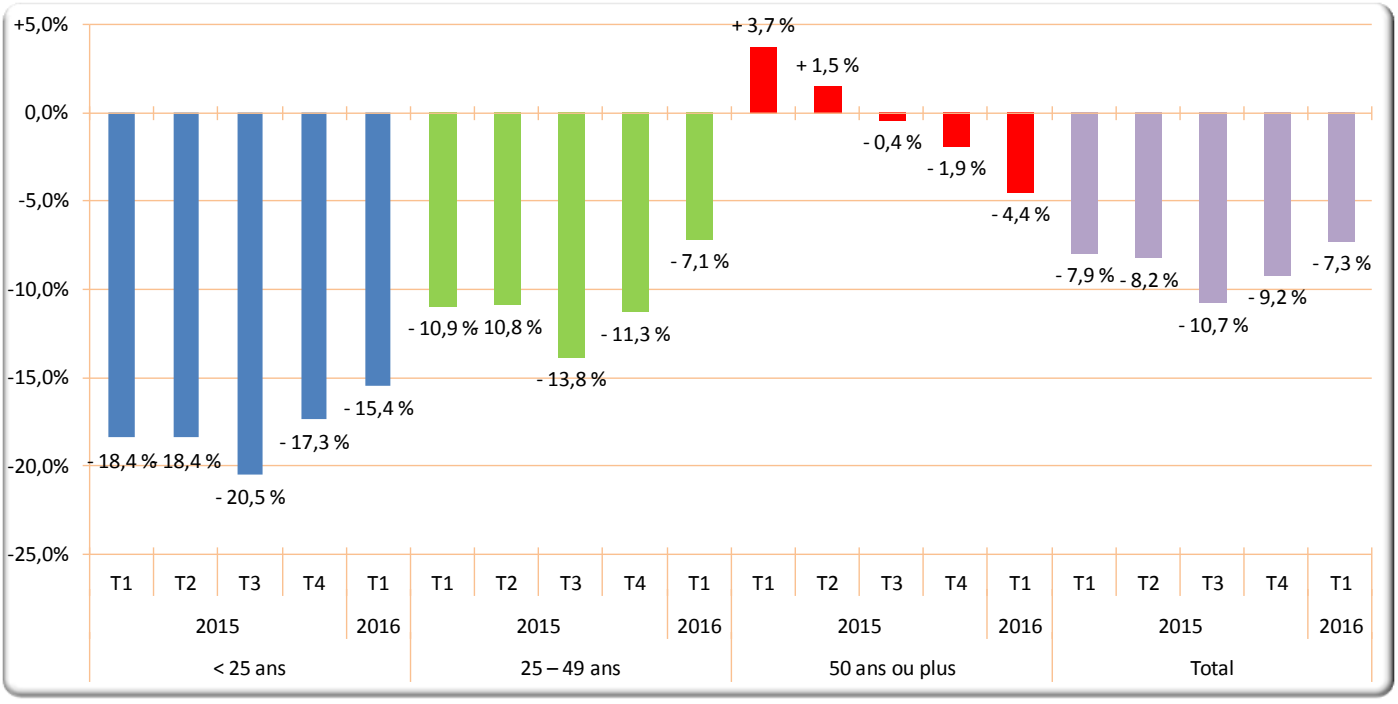
L'augmentation récente chez les 50 ans et plus s'explique par le relèvement de l'âge auquel il est possible de demander une dispense de l'obligation d'être inscrit comme demandeur d'emploi. Cet âge est passé à 60 ans depuis le 1er janvier 2013. Il en résulte une diminution du nombre de chômeurs âgés dispensés de moins de 60 ans et une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi dans cette même catégorie d'âge. Depuis le 1er janvier 2015, les possibilités de demander une dispense de l'obligation d'inscription comme demandeur d'emploi ont encore été limitées pour les nouveaux entrants de 60 ans et plus. L'effet de cette dernière mesure est toutefois temporairement plus limité.

En ajoutant les chômeurs âgés dispensés de 50 à 59 ans aux CCI-DE, l'impact des modifications réglementaires précitées sur l'évolution du chômage indemnisé est supprimé. Dans les colonnes 7 à 9 du tableau 17, il apparaît clairement que dans ce cas, le nombre de chômeurs complets âgés de 50 ans et plus a diminué au lieu d'augmenter. Le classement dans le tableau 18, montre que sur l'ensemble de la période considérée, le nombre de chômeurs complets âgés de 50 ans et plus est le plus faible au T1 2016, alors qu'il s'agit, à deux exceptions près, du nombre le plus élevé lorsque l'on examine les CCI-DE. Le ratio par rapport à la population active de 8,3 % est également le pourcentage le moins élevé au cours de ces dix dernières années.

Entre-temps, le relèvement de l'âge à 60 ans pour une dispense n'a plus d'effet. La hausse du nombre de CCI-DE âgés de 50 ans et plus a dès lors pris fin. Depuis le T3 2015, cette catégorie enregistre même à nouveau une tendance à la baisse. La diminution sur une base annuelle semble, en outre, de plus en plus importante : au T1 2016, elle s'élève à - 4,4 %.

Dans les autres classes d'âges, la baisse sur une base annuelle est légèrement moins prononcée qu'au cours des précédents trimestres. Le nombre de CCI-DE âgés de moins de 25 ans a diminué de - 15,4 % sur une base annuelle au cours du 1er trimestre de 2016. La diminution est de - 7,1 % chez les CCI-DE âgés de 25 à 49 ans.

Graphique 18
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

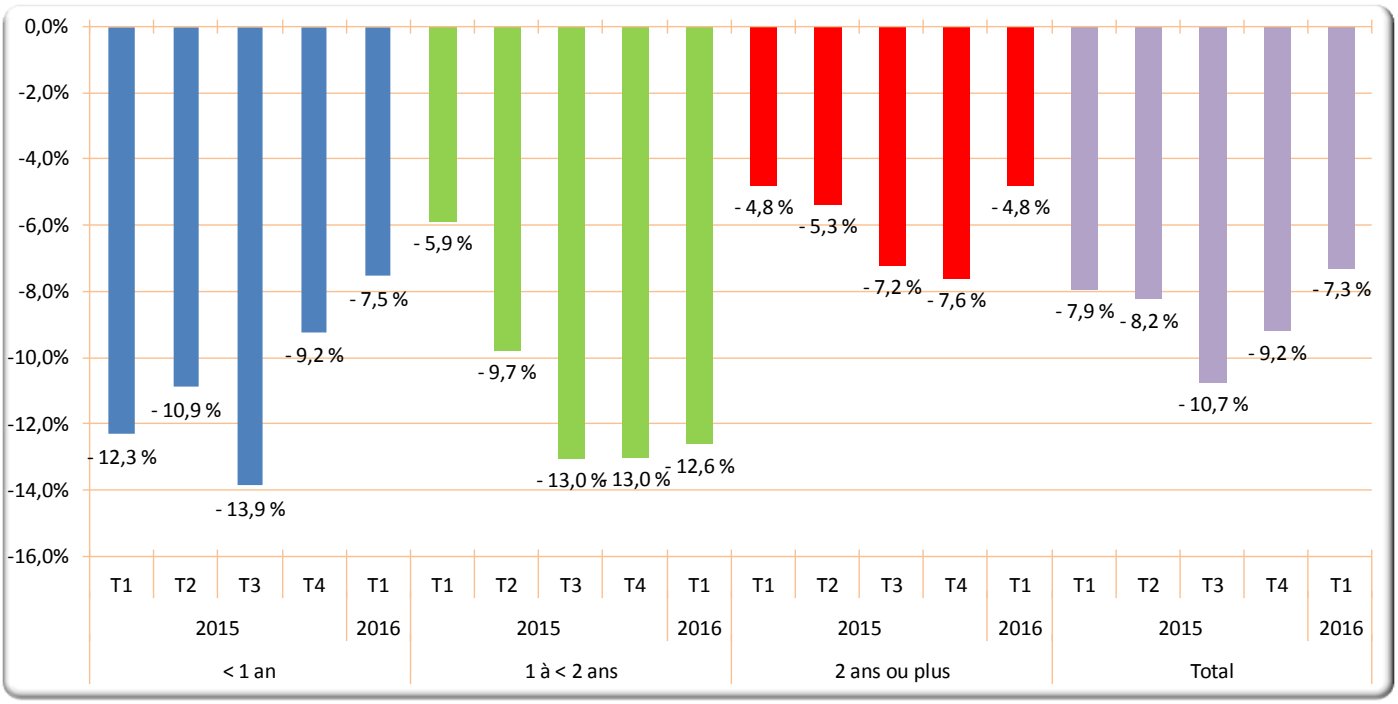


3.1.5
Selon la durée du chômage

Tableau 19
Evolution des CCI-DE selon la durée du chômage

T1	< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total		< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total
2007	147 851	74 983	243 304	466 138	1	2008	2008	**2016**	**2016**
2008	147 214	67 592	223 123	437 929	2	2007	2009	2015	2008
2009	170 452	70 843	207 509	448 804	3	**2016**	**2016**	2013	2015
2010	176 008	90 766	209 319	476 093	4	2011	2007	2014	2009
2011	163 822	83 038	212 544	459 404	5	2015	2012	2012	2012
2012	168 427	76 710	206 965	452 103	6	2012	2013	2009	2011
2013	178 956	82 009	200 096	461 061	7	2009	2011	2010	2013
2014	188 684	88 585	205 939	483 208	8	2010	2015	2011	2007
2015	165 442	83 389	196 114	444 945	9	2013	2014	2008	2010
2016	152 973	72 909	186 780	412 661	10	2014	2010	2007	2014
Evol. 2007-2016	+ 3,5%	- 2,8%	- 23,2%	- 11,5%					

Graphique 19
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du nombre de chômeurs dont la durée de chômage est inférieure à un an, illustre le plus clairement l'impact de la conjoncture sur le marché du travail. Après un deuxième pic en 2014, il y a de nouveau une tendance à la baisse. Au 1er trimestre de 2016, on a comptabilisé en moyenne 152 973 paiements par mois pour les CCI-DE dont la durée de chômage est inférieure à 1 an, soit 7,5 % de moins qu'au cours du 1er trimestre de 2015. Ce n'est qu'en 2007 et en 2008, avant le début de la crise économique, que ce chiffre était encore moins élevé.

Le nombre de chômeurs complets dont la durée de chômage est comprise entre 1 à 2 ans, connaît une évolution analogue. Leur nombre a aussi une nouvelle fois diminué après un nouveau pic en 2014. Au T1 2016, la baisse s'élevait à - 12,6 % sur une base annuelle, une diminution comparable à celle enregistrée au cours des précédents trimestres. Au T1 2016, le nombre de paiements a même diminué de 2,8 % par rapport au T1 2007.

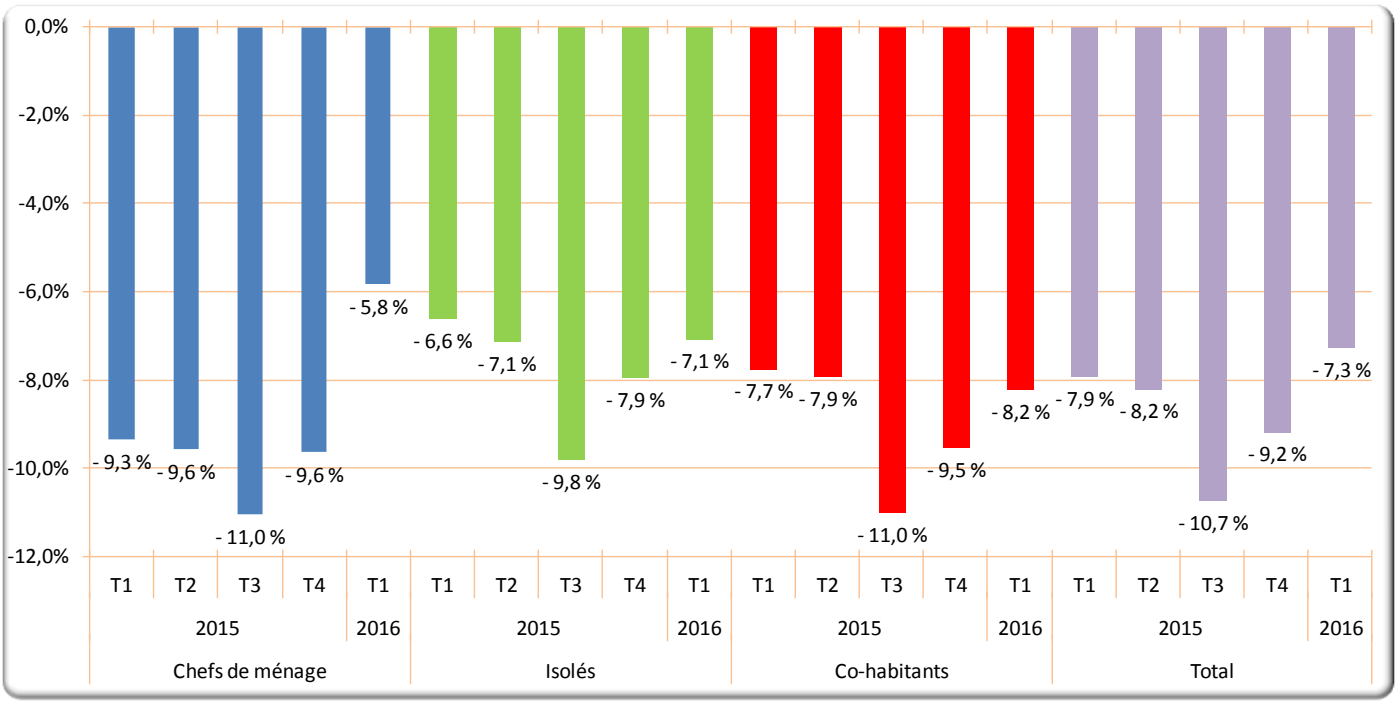
Enfin, le chômage complet de 2 ans et plus a connu une évolution différente. L'impact conjugué du plan d'accompagnement et de suivi, ainsi que des mesures d'activation et des titres-services, et des modifications à partir de 2015 concernant les allocations d'insertion, a contribué à une évolution à la baisse durant une grande partie de la période considérée, alors que la hausse connue dans les années 2010, 2011 et 2014 restait limitée. Le nombre de CCI-DE en chômage depuis 2 ans ou plus, a dès lors diminué de près de 25 % en 10 ans. Au T1 2016, la baisse s'élevait à - 4,8 % sur une base annuelle.

3.1.6
Selon la catégorie familiale

Tableau 20
Evolution des CCI-DE selon la catégorie familiale[7]

T1	Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total		Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total
2007	161 929	110 226	193 829	466 138	1	**2016**	**2016**	2008	**2016**
2008	149 838	105 449	182 483	437 929	2	2015	2008	2009	2008
2009	147 093	108 152	193 433	448 804	3	2013	2009	2007	2015
2010	149 542	117 051	209 333	476 093	4	2014	2015	**2016**	2009
2011	144 698	114 215	200 486	459 404	5	2012	2007	2012	2012
2012	139 292	112 467	200 339	452 103	6	2011	2012	2011	2011
2013	136 049	112 680	211 633	461 061	7	2009	2013	2010	2013
2014	136 611	117 114	229 472	483 208	8	2010	2011	2013	2007
2015	123 843	109 385	211 712	444 945	9	2008	2010	2015	2010
2016	116 625	101 668	194 345	412 661	10	2007	2014	2014	2014
Evol. 2007-2016	- 28,0%	- 7,8%	+ 0,3%	- 11,5%					

Graphique 20
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En 2013 et en 2014, le nombre de chômeurs complets cohabitants a connu une hausse relativement marquée, en particulier, à la suite de contrôles plus efficaces concernant la situation familiale et de la convergence des régimes d'indemnisation au sein des différentes catégories familiales[8]. Chez les isolés, cette augmentation était beaucoup moins significative et chez les chefs de ménage, il y a eu une diminution.

Cette divergence se reflète aussi dans l'évolution entre le T1 2007 et le T1 2016 : le nombre de cohabitants CCI-DE a augmenté de + 0,3 %, alors que le nombre d'isolés a diminué de – 7,8 % et le nombre de chefs de famille même de – 28,0%. Le classement montre qu'au cours de la période considérée, le nombre de chefs de famille et d'isolés n'avait jamais été aussi faible. Le nombre de cohabitants se situe dans la moyenne en T1 2016.

En 2015, l'évolution est similaire pour toutes les catégories familiales. Elles enregistrent toutes des baisses considérables sur une base annuelle. Au T1 2016, la baisse s'élevait à - 5,8 % chez les chefs de ménage, à - 7,1 % chez les isolés et à - 8,2 % chez les cohabitants.

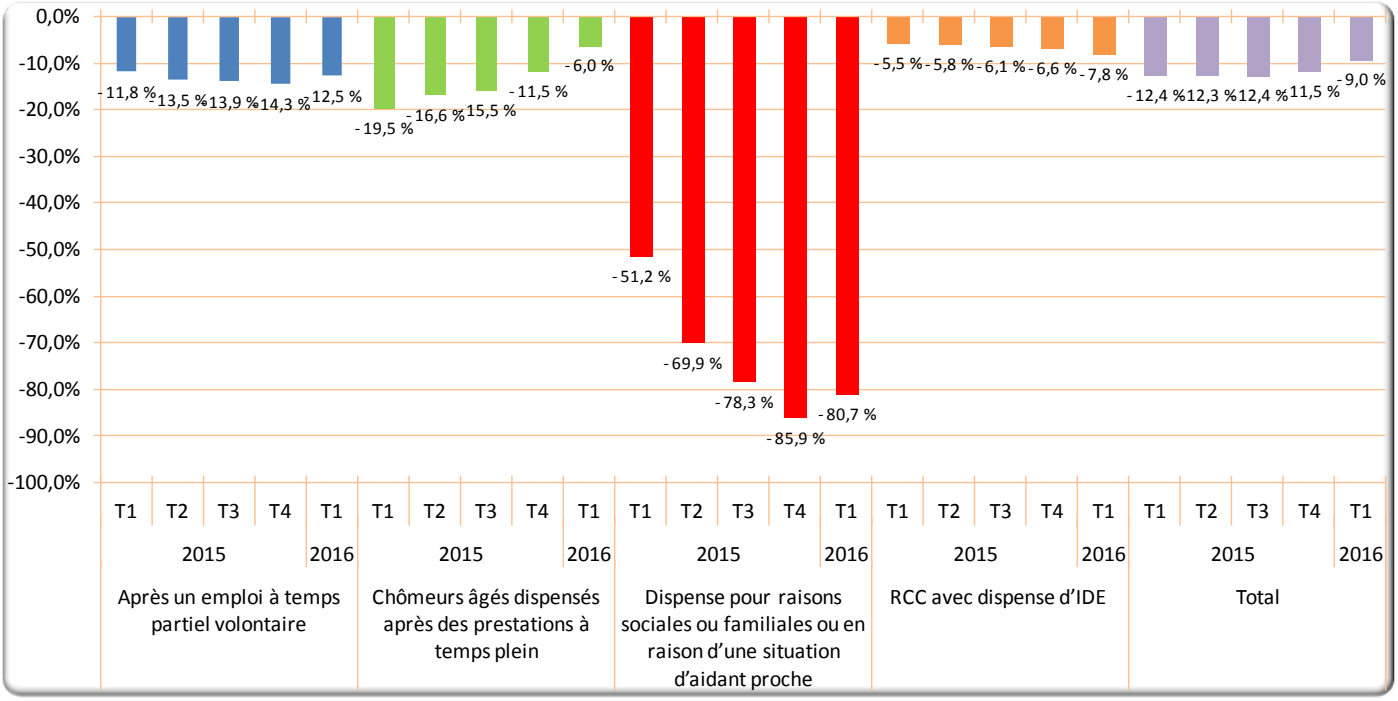
[7] Un nombre restreint de CCI-DE n'appartiennent pas à l'une des trois principales catégories familiales. Ils ne sont pas pris en compte dans cette partie.
[8] Voir l'étude « Evolution récente de la répartition des chômeurs selon la catégorie familiale » - Juillet 2015

3.2
Evolution des chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi (CCI-NDE)

Tableau 21
Evolution des CCI-NDE selon le régime

T1	Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour raisons sociale ou familiale ou en raison d'une situation d'aidant proche	RCC avec dispense d'IDE	Total		Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations de travail à temps plein	Dispenses pour raisons sociales ou familiales ou soins de proximité	RCC avec dispense d'IDE	Total
2007	9 239	110 997	10 251	113 508	243 995	1	**2016**	**2016**	**2016**	**2016**	**2016**
2008	9 011	103 241	11 107	114 384	237 742	2	2015	2015	2015	2015	2015
2009	8 773	96 410	11 148	114 804	231 135	3	2014	2014	2014	2014	2014
2010	8 833	91 491	10 283	117 944	228 550	4	2012	2013	2013	2013	2013
2011	8 510	85 400	9 432	117 597	220 938	5	2013	2012	2012	2012	2012
2012	8 073	78 906	8 538	112 690	208 207	6	2011	2011	2011	2007	2011
2013	8 086	76 370	7 881	109 260	201 598	7	2009	2010	2007	2008	2010
2014	7 185	62 760	7 340	105 301	182 586	8	2010	2009	2010	2009	2009
2015	6 337	50 534	3 582	99 532	159 986	9	2008	2008	2008	2011	2008
2016	5 546	47 505	692	91 789	145 531	10	2007	2007	2009	2010	2007
Evol. 2007-2016	- 40,0%	- 57,2%	- 93,3%	- 19,1%	- 40,4%						

Graphique 21
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

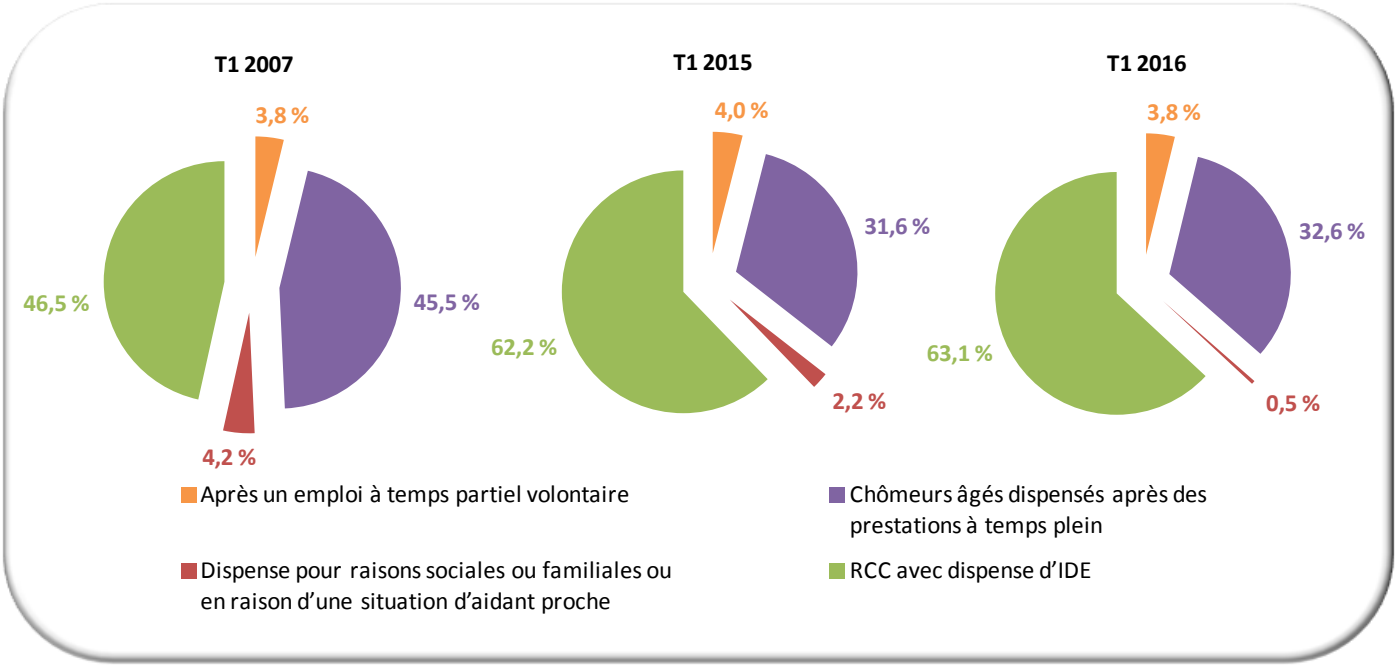


À l'instar des CCI-DE, le nombre des chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi a également diminué. La baisse du nombre de CCI-DE a principalement eu lieu au cours des deux dernières années, alors que le nombre de CCI-NDE n'a cessé de diminué de manière constante depuis plusieurs années déjà.

Le nombre de chômeurs âgés dispensés a même diminué au cours de l'ensemble de la période considérée, et ce à la suite des hausses successives de la condition d'âge. La baisse devient cependant légèrement plus faible. Au T1 2016, elle s'élevait à - 6,0 %, amenant leur nombre à un niveau qui est 57,2 % de moins par rapport au T1 2007.

La diminution la plus importante concerne le groupe des chômeurs dispensés pour raisons sociales ou familiales, ou des aidants proches (- 80,7 % sur une base annuelle au T1 2016). Cette diminution résulte du fait que depuis le 1er janvier 2015, la dispense pour des raisons sociales ou familiales ne peut plus être octroyée et que la dispense est désormais réservée aux aidants proches.[9]

Graphique 22
Proportion des CCI-NDE selon le régime



La catégorie des CCI-NDE se compose en grande partie de chômeurs âgés dispensés après des prestations de travail à temps plein et de chômeurs en RCC dispensés de l'inscription comme demandeur d'emploi. Les deux groupes restants (les CCI-NDE après un emploi à temps partiel volontaire et les CCI-NDE dispensés pour raisons sociales ou familiales ou les aidants proches) ne constituent à eux deux plus que 4,3 % du nombre total de CCI-NDE au T1 2016. En raison de la diminution plus forte du nombre de chômeurs âgés dispensés, les chômeurs en RCC dispensés d'IDE représentent plus de la moitié des CCI-NDE (63,1 % au T1 2016).

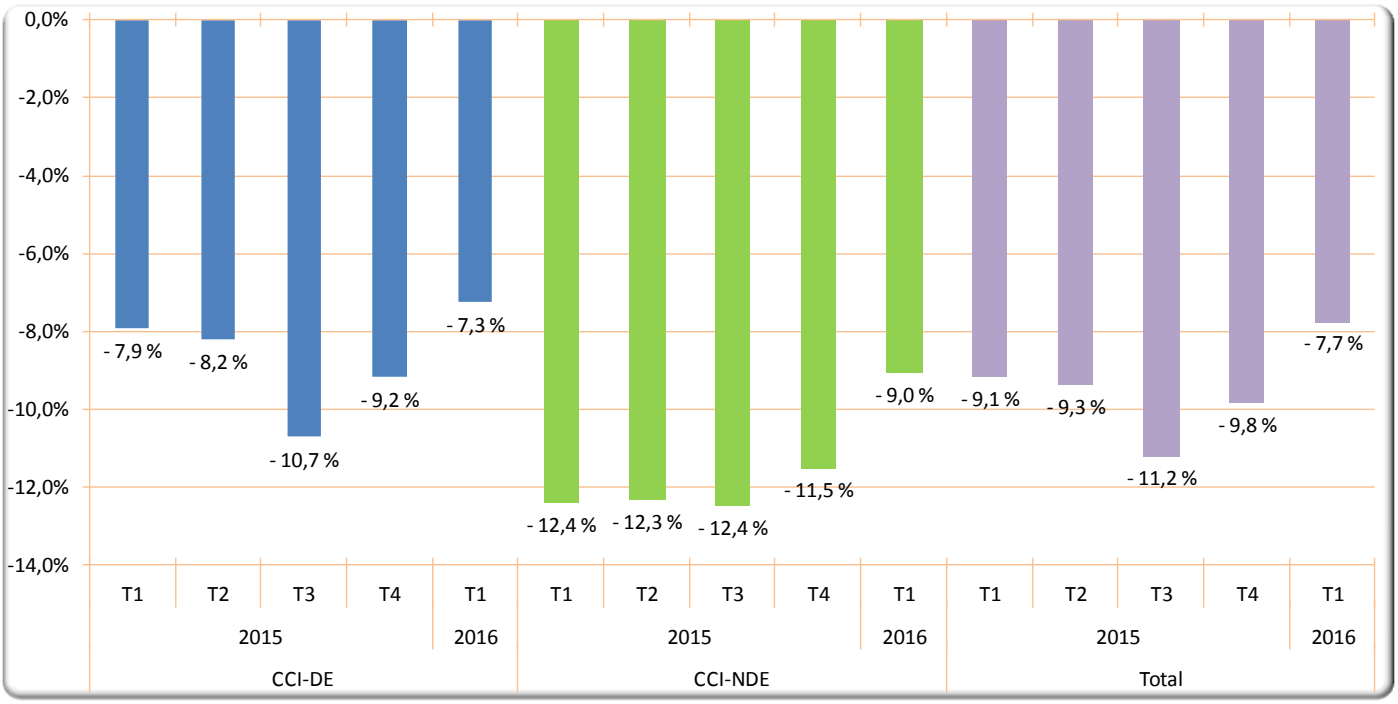
[9] Les dispenses déjà octroyées avant cette date, ne pouvaient plus être maintenues que pendant 12 mois maximum. À partir du mois d'avril 2015, une exception a été accordée pour les aidants proches (soins palliatifs, soins prodigués à un membre du ménage ou à un parent ou allié jusqu'au 2e degré qui est gravement malade ou soins prodigués à un enfant handicapé de moins de 21 ans).

3.3 Synthèse

Tableau 22
Evolution sur 10 ans des CCI (DE et NDE) et ratio par rapport à la population active (étendue)[10]

T1	CCI-DE	CCI-NDE	Total	Ratio par rapport à la pop. active étendue		CCI-DE	CCI-NDE	Total	Ratio par rapport à la pop. active étendue
2007	466 138	243 995	710 133	14,3%	1	**2016**	**2016**	**2016**	**2016**
2008	437 929	237 742	675 671	13,4%	2	2008	2015	2015	2015
2009	448 804	231 135	679 939	13,5%	3	2015	2014	2012	2013
2010	476 093	228 550	704 643	13,8%	4	2009	2013	2013	2014
2011	459 404	220 938	680 343	13,6%	5	2012	2012	2014	2012
2012	452 103	208 207	660 310	13,1%	6	2011	2011	2008	2008
2013	461 061	201 598	662 658	13,0%	7	2013	2010	2009	2009
2014	483 208	182 586	665 794	13,0%	8	2007	2009	2011	2011
2015	444 945	159 986	604 931	11,7%	9	2010	2008	2010	2010
2016	412 661	145 531	558 193	10,9%	10	2014	2007	2007	2007
Evol. 2007-2016	- 11,5%	- 40,4%	- 21,4%						

Graphique 23
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



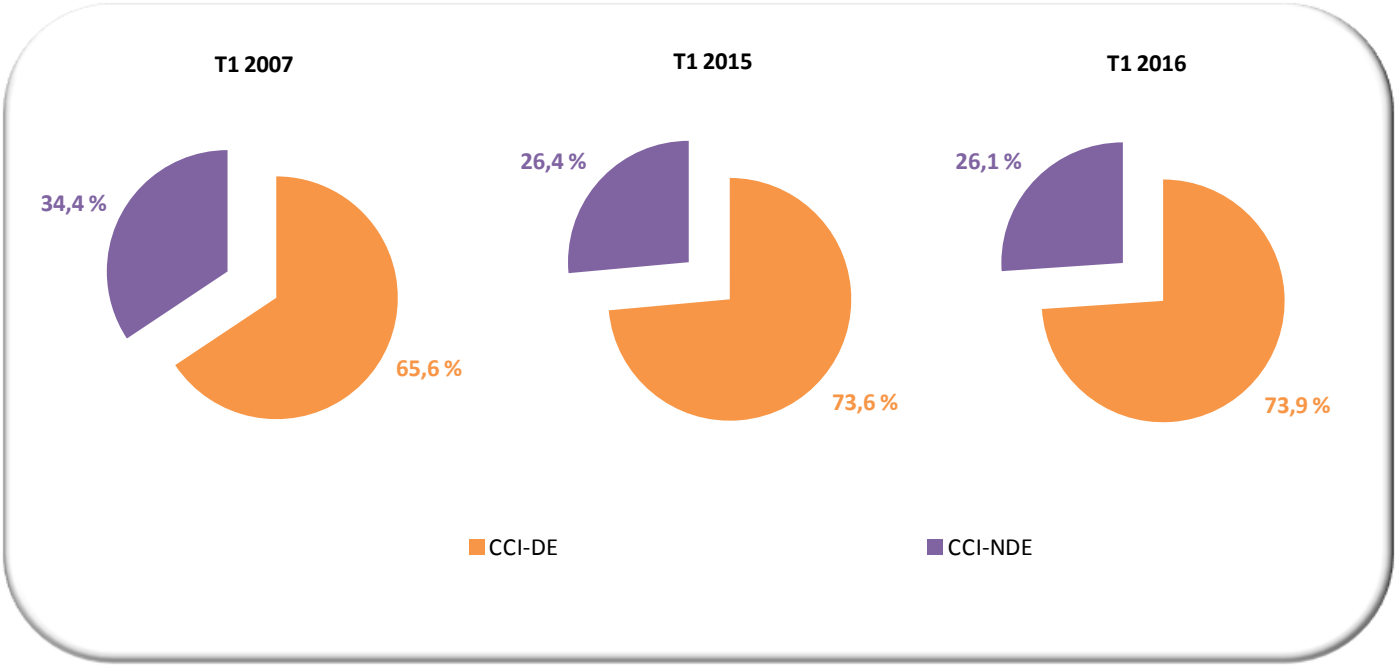
Le tableau 22 donne une synthèse des groupes issus des précédents sous-chapitres, afin de montrer l'évolution de l'ensemble des chômeurs complets indemnisés (demandeurs et non-demandeurs d'emploi). En chiffres absolus, le total des deux groupes a diminué de 710 133 unités au T1 2007 à 558 193 unités au T1 2016 (- 21,4 %). Il s'agit du nombre le plus faible enregistré au cours de la période considérée.

La baisse du nombre de CCI en chiffres absolus a été interrompue en 2009, 2010, 2013 et 2014, à la suite de la mauvaise conjoncture économique. Le ratio par rapport à la population active (étendue) nuance toutefois légèrement ces chiffres. Le ratio n'a cessé de diminuer au cours de la période considérée, à l'exception de l'année de crise 2009. Au T1 2016, 10,9 % de la population active (étendue) perçoit encore des allocations en tant que chômeurs complets. Au T1 2007, ce chiffre s'élevait encore à 14,3 %.

[10] Afin de pouvoir calculer un ratio, la population active est étendue avec les CCI-NDE.

La dernière année, le nombre total de CCI-DE a continué de diminuer. Au T1 2016, la baisse s'élevait à - 7,3 % sur une base annuelle. La baisse du nombre de non-demandeurs d'emploi est légèrement plus marquée que la baisse du nombre de demandeurs d'emploi (-9,0%) ; de ce fait, la part de NDE dans le total des CCI continue de diminuer, passant de 26,4 % au T1 2015 à 26,1 % au T1 2016. Au T1 2007, 34,4 % des CCI étaient encore des non-demandeurs d'emploi (voir gGraphique 24).

Graphique 24
Proportion des CCI



Pour être complet, il faut aussi rappeler que les demandeurs d'emploi ne sont pas tous indemnisés par l'ONEM dans le cadre de l'assurance chômage. En effet, outre des demandeurs d'emploi bénéficiant d'allocations de chômage ou d'allocations d'insertion, les demandeurs d'emploi se composent aussi de demandeurs d'emploi inoccupés qui ne sont pas indemnisés dans le cadre de l'assurance-chômage. [11] Le Tableau 23 rassemble des données relatives à ces demandeurs d'emploi inoccupés non-indemnisés (DEI-NI) ; ces données sont collectées auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblées par l'ONEM.

Le groupe des DEI-NI se compose de jeunes en stage d'insertion professionnelle, de demandeurs d'emploi inscrits de manière obligatoire et de demandeurs d'emploi inscrits volontairement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Au 1er trimestre de 2016, le nombre total de DEI-NI augmente de + 2,7 % sur une base annuelle, jusqu'à atteindre 165 405 personnes. Il s'agit du nombre le plus important sur l'ensemble de la période considérée. La principale augmentation a eu lieu entre 2014 et 2015. Une cause importante est la limitation du droit aux allocations d'insertion. Une partie des chômeurs pour qui le droit aux allocations d'insertion a pris fin, sont repris dans les demandeurs d'emploi inscrits de manière obligatoire, étant donné qu'ils perçoivent un revenu d'intégration du CPAS ; d'autres ont décidé de rester inscrits comme demandeurs d'emploi volontaires.

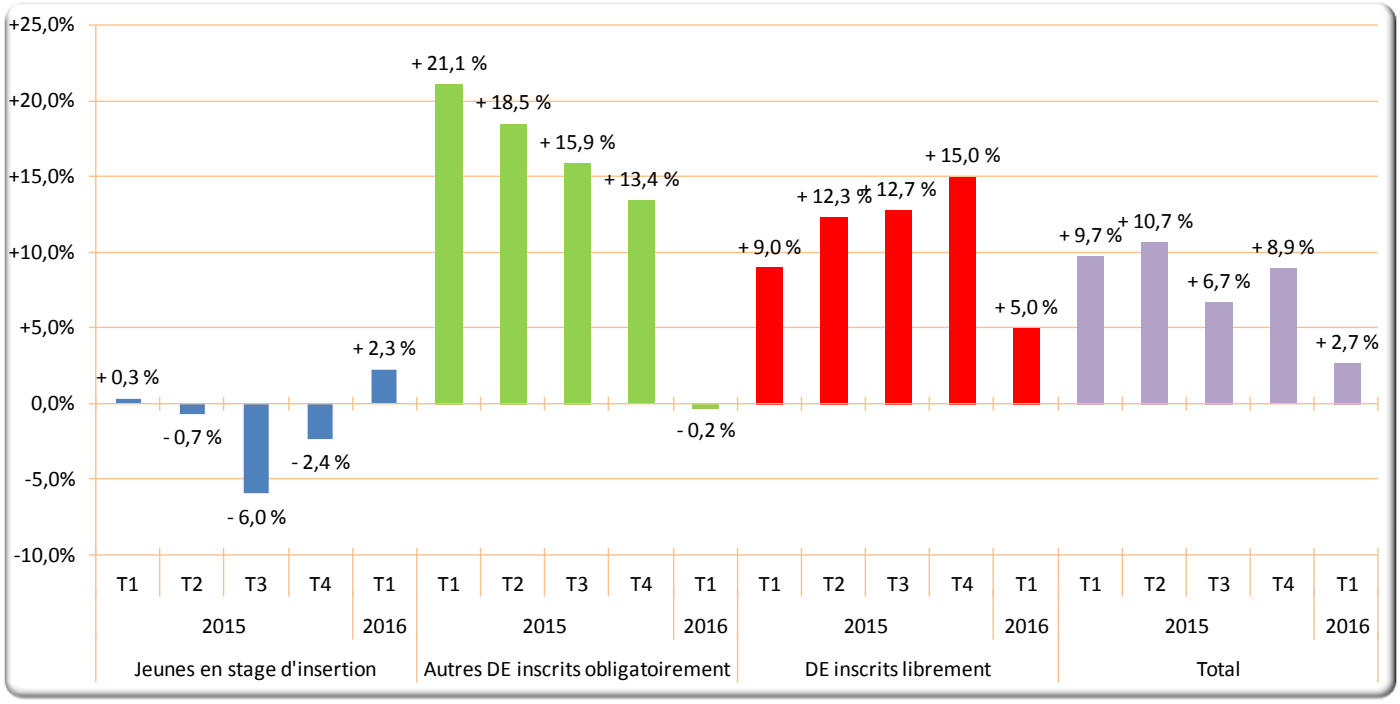
[11] Les demandeurs d'emploi occupés ne sont pas pris en considération ici.

Tableau 23
Evolution sur 10 ans des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés par forme d'inscription[12]

T1	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total	Ratio par rapport à la pop. active*		Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total	Ratio par rapport à la pop. active*
2007	38 729	32 318	35 503	106 550	2,3%	1	2008	2008	2008	2008	2008
2008	35 572	32 022	35 498	103 092	2,2%	2	2009	2007	2007	2007	2007
2009	37 773	32 754	39 895	110 423	2,3%	3	2011	2009	2009	2009	2009
2010	41 156	33 441	46 346	120 943	2,5%	4	2007	2010	2010	2010	2010
2011	38 260	37 014	49 610	124 884	2,6%	5	2012	2011	2011	2011	2011
2012	40 624	37 966	52 793	131 383	2,7%	6	2010	2012	2012	2012	2012
2013	42 238	38 721	56 979	137 938	2,8%	7	2013	2013	2013	2013	2013
2014	43 519	40 467	62 839	146 825	3,0%	8	2014	2014	2014	2014	2014
2015	43 664	49 001	68 469	161 134	3,2%	9	2015	**2016**	2015	2015	2015
2016	44 647	48 880	71 878	165 405	3,3%	10	**2016**	2015	**2016**	**2016**	**2016**
Evol. 2007-2016	+ 15,3%	+ 51,2%	+ 102,5%	+ 55,2%							

*Source : Eurostat EFT – Population active de 15 ans et plus (lfsq_agan). Les données sont disponibles avec un retard d'un trimestre par rapport à cette publication. Dès lors, pour le calcul du ratio du dernier trimestre, la valeur du trimestre précédent a été utilisée.

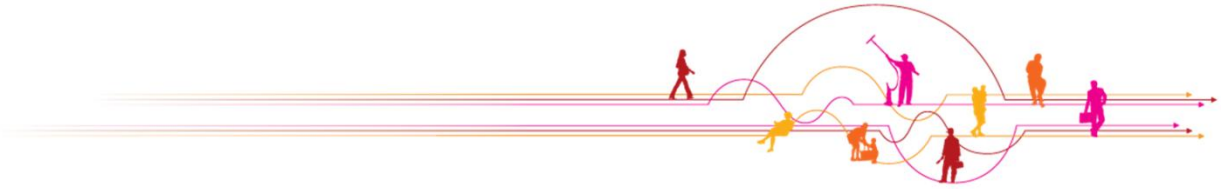
Graphique 25
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



[12] Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

4

Evolution des mesures pour l'emploi



4.1
Evolution générale selon le régime

Tableau 24
Evolution des mesures pour l'emploi selon le régime[13]

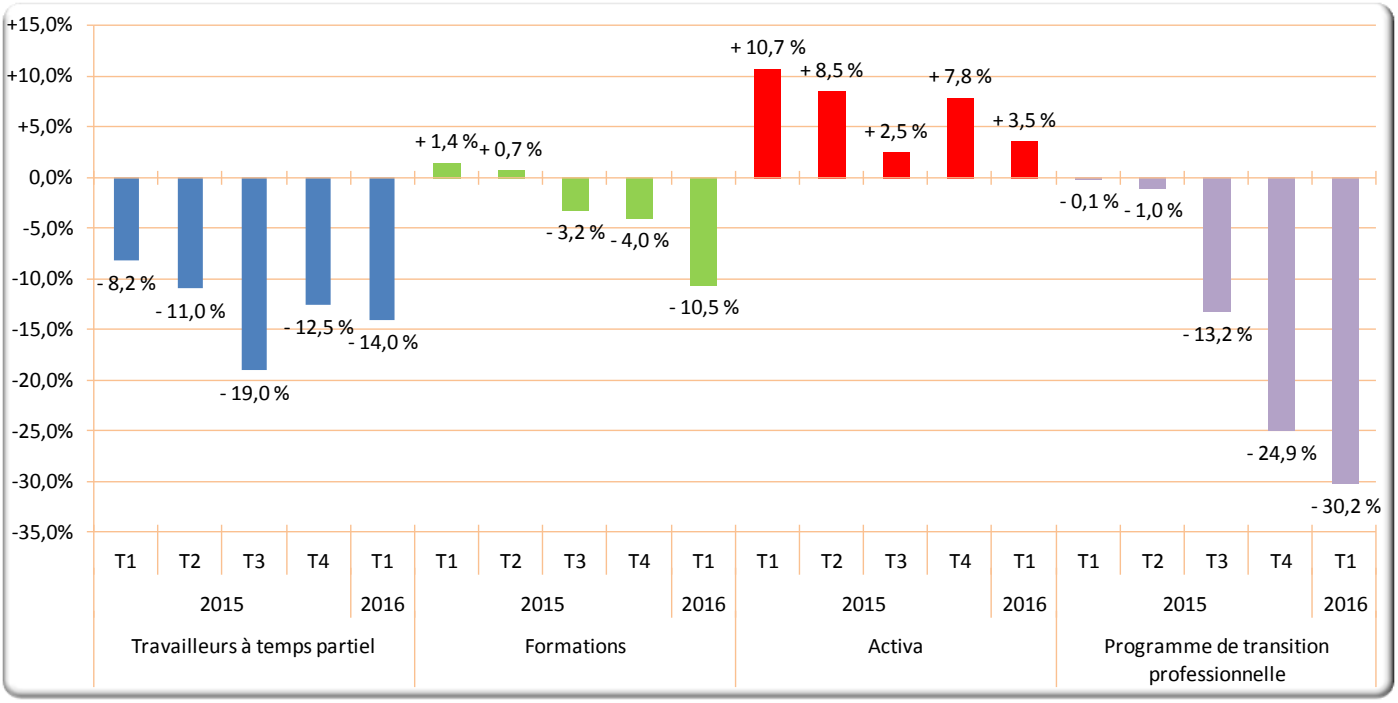
T1	Travailleurs à temps partiel	Formations	Activa	Programme de transition professionnelle	SINE	Complément de reprise du travail	Dispense ALE	Autres	Total
2007	47 370	40 254	36 796	5 717	7 974	3 603	1 307	520	143 540
2008	49 663	41 623	42 285	6 118	10 370	6 188	1 389	561	158 197
2009	52 293	39 135	39 086	6 138	11 564	8 155	1 482	537	158 389
2010	54 078	42 640	33 320	5 770	12 247	11 036	1 471	1 803	162 365
2011	54 457	41 622	68 722	5 319	11 906	15 792	1 397	1 752	200 968
2012	52 518	40 804	76 684	5 027	11 320	19 016	1 349	1 732	208 450
2013	52 619	43 540	33 380	5 131	11 196	20 450	1 341	1 420	169 077
2014	54 332	47 503	34 328	5 022	11 163	17 666	1 434	1 306	172 754
2015	49 869	48 184	38 006	5 018	11 184	15 791	1 426	1 186	170 664
2016	42 865	43 109	39 354	3 505	10 939	14 612	1 466	921	156 770
Evol. 2007-2016	- 9,5 %	+ 7,1 %	+ 7,0 %	- 38,7 %	+ 37,2 %	+ 305,6 %	+ 12,2 %	+ 77,2 %	+ 9,2 %

Sur une base annuelle, en T1 2016, le nombre total de paiements pour les mesures en faveur de l'emploi qui sont reprises dans le tableau 24 régresse de 8,1 %. Seul le nombre de paiements pour Activa et le nombre de dispenses ALE augmentent légèrement de respectivement 3,5 % et 2,9 % ; pour les autres mesures, en revanche, on constate une baisse au cours du trimestre concerné. Ce sont les programmes de transition professionnelle et le groupe des autres mesures de moindre envergure qui enregistrent la plus forte baisse (- 30,2 % & - 22,3 %).%). Le groupe des travailleurs à temps partiel enregistre aussi une baisse importante (- 14%) imputable en partie aux nouvelles conditions d'octroi de l'allocation de garantie de revenu depuis le 1er janvier 2015.

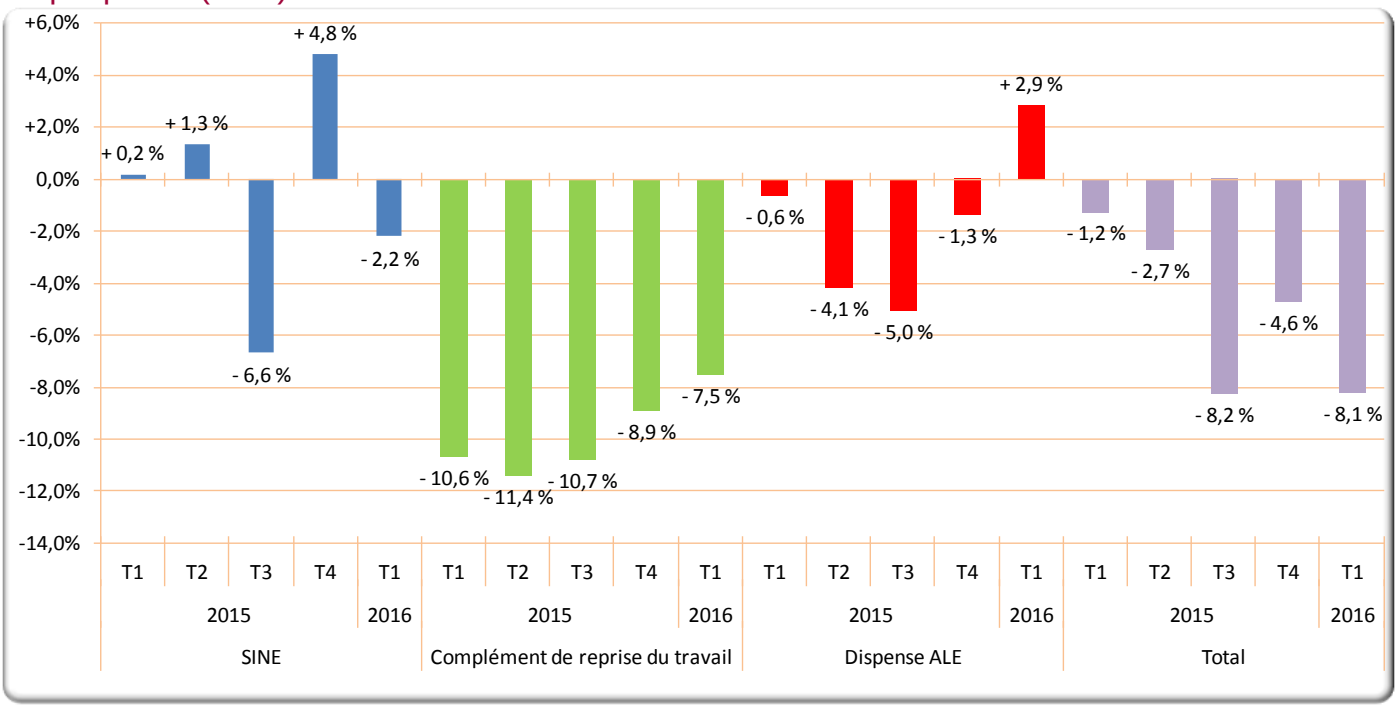
La plupart des mesures pour l'emploi évoquées ici, à l'exception des travailleurs à temps partiel, ont été transférées juridiquement aux régions depuis le 1er juillet 2014. L'ONEM a toutefois continué à en assurer la gestion opérationnelle en vertu du principe de continuité. Certaines régions ont repris cette gestion opérationnelle pour certaines de ces mesures en janvier ou mars 2016. Les autres suivront en principe dans le courant de 2016 ou au 1er janvier 2017. Il y a lieu d'en tenir compte dans l'interprétation des évolutions.

[13] NB : les mesures relatives aux formations couvrent aussi bien des primes uniques que des allocations récurrentes. En matière d'ALE, ce tableau ne reprend que les paiements qui ont été effectués au profit de travailleurs ALE dispensés d'IDE. Les travailleurs ALE non dispensés sont comptés dans d'autres régimes, comme par exemple celui du chômage complet. En T1 2016, le nombre total de travailleurs ALE s'élevait à 12 071 unités.

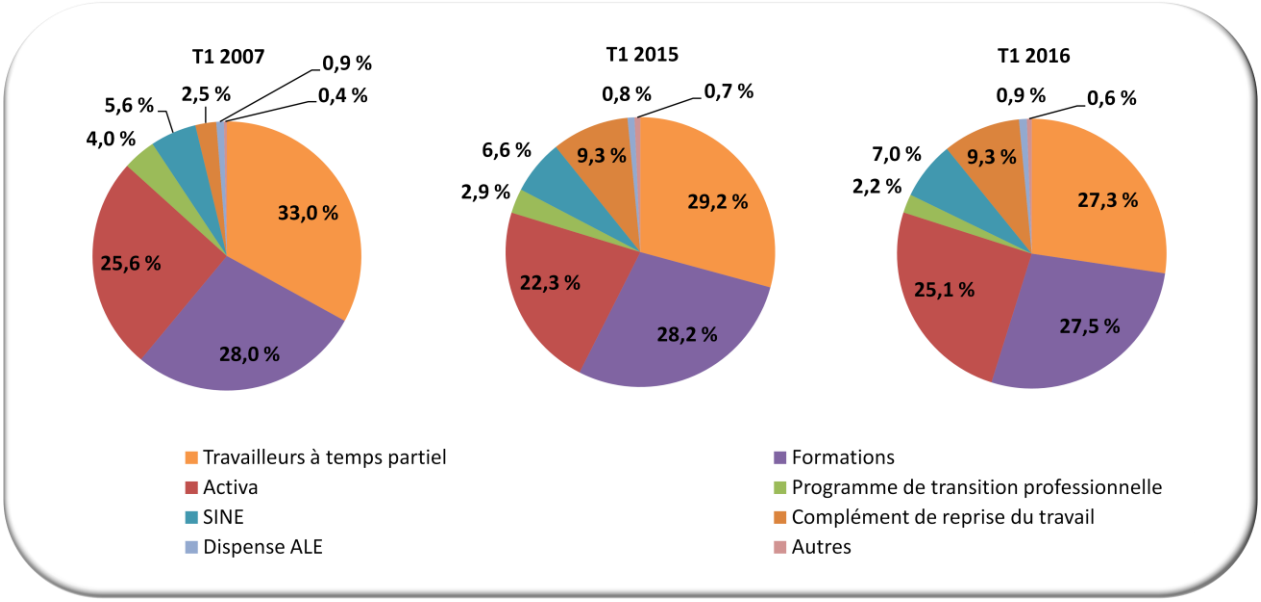
Graphique 26
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Graphique 26 (suite)



Graphique 27
Proportion des mesures pour l'emploi



4.2
Evolution du plan Activa pour les jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans

Tableau 25
Evolution du nombre de contrats et de paiements dans le cadre du plan Activa pour les jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans

		Contrats				Paiements			
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	0	0	0	0	0	0	0	0
	T2	0	0	0	0	0	0	0	0
	T3	468	959	95	1 522	70	228	17	315
	T4	724	1 349	271	2 344	577	1 260	160	1 997
	Année	1 192	2 308	366	3 866	162	372	44	578
2014	T1	1 233	1 925	343	3 501	991	2 153	365	3 510
	T2	1 580	2 474	413	4 467	1 542	3 130	526	5 197
	T3	1 554	2 226	359	4 139	2 238	4 191	685	7 113
	T4	1 520	2 225	385	4 130	2 641	4 747	748	8 136
	Année	5 887	8 850	1 500	16 237	1 853	3 555	581	5 989
2015	T1	1 411	2 090	317	3 818	3 033	5 488	915	9 436
	T2	1 561	2 383	328	4 272	3 291	5 969	962	10 221
	T3	1 396	2 241	304	3 941	3 386	6 216	987	10 589
	T4	1 210	1 864	298	3 372	3 623	6 694	1 085	11 402
	Année	5 578	8 578	1 247	15 403	3 333	6 092	987	10 412
2016	T1	715	841	180	1 736	3 906	6 782	1 186	11 874
	Répartition	41,2 %	48,4 %	10,4 %	100 %	32,9 %	57,1 %	10,0 %	100 %

L'évolution du nombre de paiements dans le cadre de la mesure Activa destinée aux jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans poursuit sa progression dans toutes les Régions pour atteindre un nombre total de 11 874 paiements en T1 2016. Avec 57,1 % des paiements et 48,4 % des contrats conclus, la Région wallonne reste la Région la plus représentée au niveau de cette mesure.

D'après les chiffres actuels, en T1 2016, le nombre de contrats repris dans le tableau a diminué par rapport au nombre enregistré lors du trimestre précédent. Ceci provient en réalité du fait que ces chiffres sont encore incomplets compte tenu du délai d'introduction des contrats.

4.3
Evolution des stages de transition

Tableau 26
Evolution du nombre de contrats et de paiements dans le cadre des stages de transition

		Contrats				Paiements			
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	30	0	1	31	1	0	0	1
	T2	238	2	13	253	121	0	1	121
	T3	177	9	59	245	245	5	22	272
	T4	105	51	52	208	161	25	74	260
	Année	550	62	125	737	132	7	24	163
2014	T1	122	256	84	462	116	144	114	375
	T2	207	761	222	1 190	188	645	197	1 031
	T3	130	689	164	983	191	1 033	325	1 549
	T4	88	265	134	487	108	841	273	1 222
	Année	547	1 971	604	3 122	151	666	227	1 044
2015	T1	121	586	148	855	103	697	246	1 047
	T2	179	1 194	327	1 700	163	1 255	348	1 766
	T3	84	895	212	1 191	148	1 543	393	2 084
	T4	53	333	212	598	83	1 207	421	1 711
	Année	437	3 008	899	4 344	124	1 176	352	1 652
2016	T1	54	524	278	856	62	842	441	1 346
	Répartition	6,3 %	61,2 %	32,5 %	100 %	4,6 %	62,6 %	32,8 %	100 %

Les stages de transition s'adressent aux jeunes peu qualifiés qui, à l'issue de leurs études, s'inscrivent comme demandeur d'emploi, et ils permettent d'acquérir une première expérience sur le marché de l'emploi. Le tableau ci-dessus montre l'évolution du nombre de contrats et du nombre d'allocations pour cette mesure par Région. C'est à nouveau la Région wallonne qui est la plus représentée au niveau de cette mesure, et ce sur toute la ligne, avec encore 61,2% du nombre de contrats et 62,6% du nombre de paiements en T1 2016.

En T1 2016, ce sont au total 1 346 paiements qui ont été enregistrés, soit une hausse de 28,6 % pour cette mesure par rapport au chiffre enregistré en T1 2015, et ce alors que le nombre total de contrats enregistrés est resté constant.

5

Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique

5.1 Evolution générale

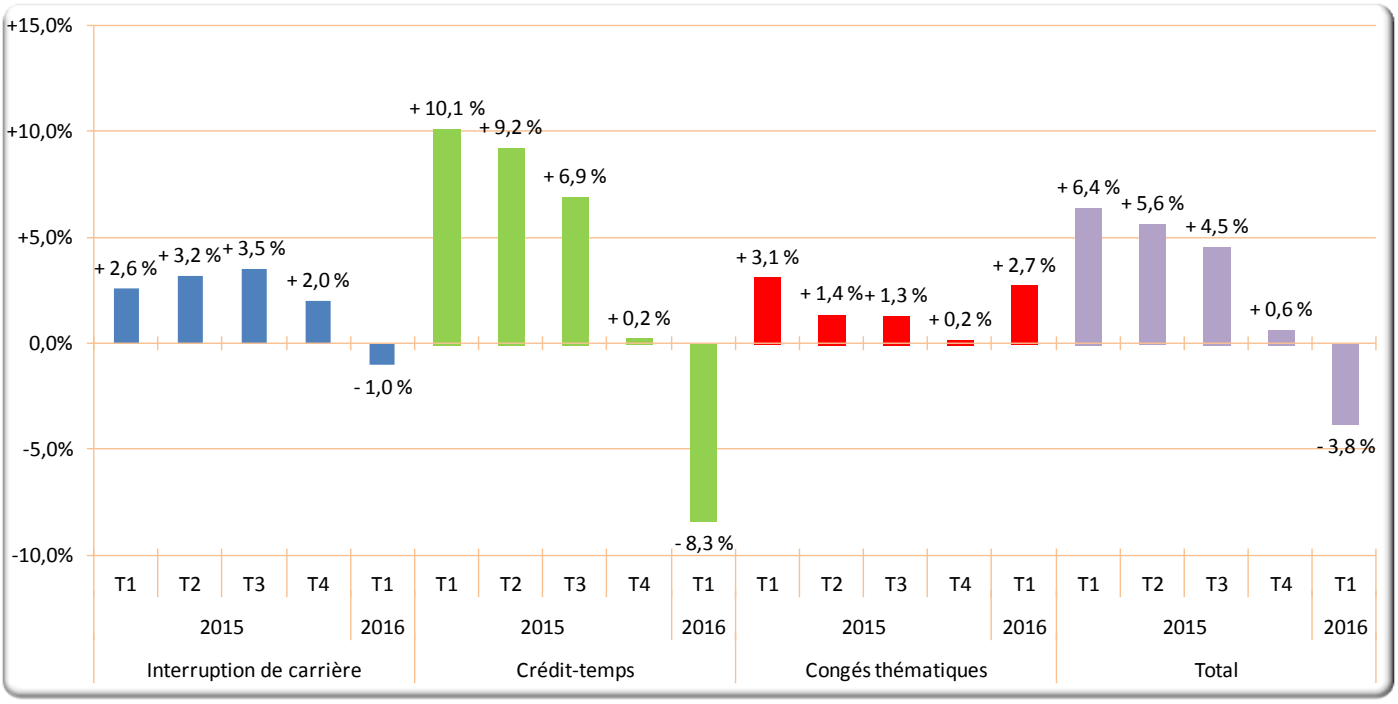
5.1.1 Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique

Tableau 27
Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique

T1	Interruption de carrière	Crédit-temps	Congés thématiques	Total		Interruption de carrière	Crédit-temps	Congés thématiques	Total
2007	71 457	108 930	39 312	219 699	1	2012	2015	2016	2015
2008	72 566	117 647	43 681	233 894	2	2008	2012	2015	2016
2009	71 877	122 824	48 435	243 135	3	2010	2011	2014	2012
2010	72 053	132 058	59 547	263 658	4	2009	2016	2013	2014
2011	71 644	134 375	64 222	270 240	5	2011	2014	2011	2011
2012	74 223	139 339	63 437	276 998	6	2007	2013	2012	2013
2013	70 453	132 981	65 980	269 414	7	2015	2010	2010	2010
2014	68 952	133 088	71 442	273 482	8	2013	2009	2009	2009
2015	70 725	146 519	73 647	290 891	9	2016	2008	2008	2008
2016	70 025	134 285	75 651	279 961	10	2014	2007	2007	2007
Evol. 2007-2016	- 2,0 %	+ 23,3 %	+ 92,4 %	+ 27,4 %					

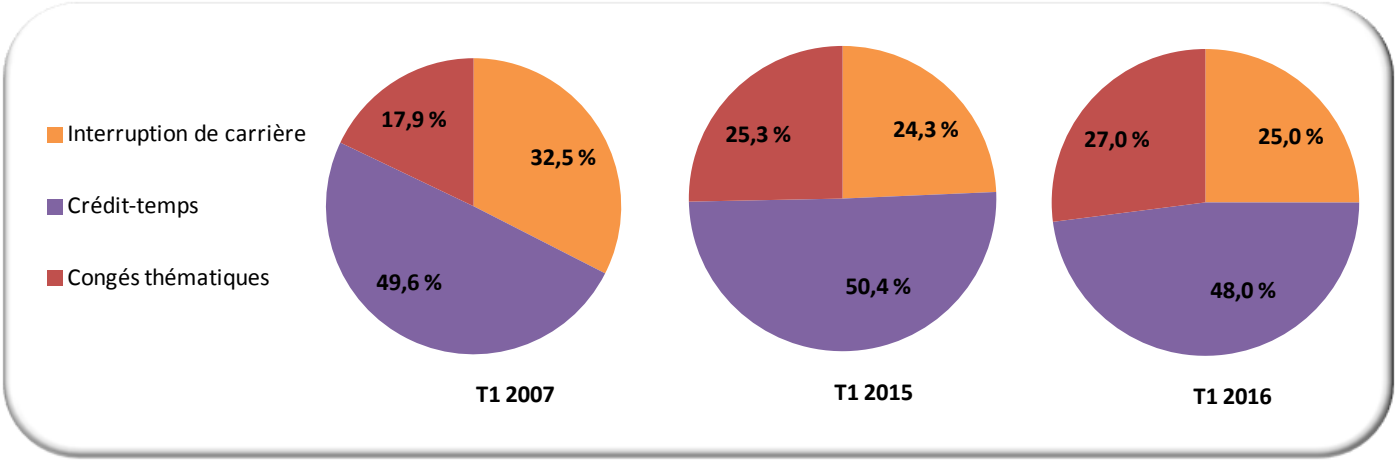
Depuis T1 2007, le nombre total de paiements pour l'interruption de carrière, le crédit-temps et le congé thématique a augmenté de 27,4 %. La forte croissance des congés thématiques (+ 92,4 %) et du crédit-temps (+ 23,3 %) est à l'origine de cette évolution. Le nombre de paiements dans le cadre de l'interruption de carrière ordinaire a toutefois diminué de 2,0 % au cours de la même période.

Graphique 28
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'augmentation du nombre d'allocations d'interruption en 2015 a été causée par une hausse du nombre d'entrants à la fin de l'année 2014, dans le régime de l'interruption de carrière ordinaire et surtout du crédit-temps, et ce afin d'anticiper, d'une part, la suppression de l'allocation pour le crédit-temps sans motif et, d'autre part, le relèvement de 55 à 60 ans de l'âge auquel on peut prétendre à des allocations (majorées) lors d'une réduction des prestations dans le cadre du régime de fin de carrière. Pour autant que l'employeur ait été averti avant le 1er janvier 2015, les personnes dont la demande étant introduite auprès de l'ONEM avant le 1er avril 2015 et dont la date de début du crédit-temps étant antérieure au 1er juillet 2015, pouvaient encore bénéficier des anciennes règles plus avantageuses. Au T4 2015, l'effet de ces mesures de transition semblait presque éteint (par rapport au trimestre correspondant de 2014, le nombre total d'allocations d'interruption de carrière n'était encore supérieur que de 0,6 %). Au T1 2016, on observe une baisse générale de 3,8 % sur une base annuelle qui concerne principalement le crédit-temps (- 8,3 % sur une base annuelle).
Même si le crédit-temps demeure de loin le principal groupe (48,0 % des allocataires au T1 2016), son importance relative a toutefois légèrement diminué (- 2,4 points de pourcent sur une base annuelle ; - 1,6 points de pourcent par rapport au T1 2007). La hausse pratiquement continue du nombre de paiements dans le cadre d'un congé thématique se traduit par une augmentation de l'importance relative de ces régimes (+ 9,1 points de pourcent par rapport au T1 2007).

Graphique 29
Répartition des allocataires en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique



5.1.2
Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique (en ce compris les régimes sans allocations)

Tableau 28
Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique, en ce compris les régimes sans allocations

	T1 2007		T1 2015		T1 2016		Evol. T1 2007 -T1 2016	Evol. T1 2015-T1 2016
Avec allocations								
Interruption de carrière	71 457	32,5 %	70 725	24,3 %	70 025	25,0 %	- 2,0 %	- 1,0 %
Crédit-temps	108 930	49,6 %	146 519	50,4 %	134 285	48,0 %	+ 23,3 %	- 8,3 %
Congés thématiques	39 312	17,9 %	73 647	25,3 %	75 651	27,0 %	+ 92,4 %	+ 2,7 %
Total	219 699	100 %	290 891	100 %	279 961	100 %	+ 27,4 %	- 3,8 %
Sans allocations								
Interruption de carrière	1 641	66,6 %	1 592	13,8 %	1 623	10,6 %	- 1,1 %	+ 1,9 %
Crédit-temps	795	32,3 %	4 960	43,0 %	8 228	53,7 %	x 10	+ 65,9 %
Congés thématiques	27	1,1 %	4 985	43,2 %	5 475	35,7 %	x 203	+ 9,8 %
Total	2 463	100 %	11 538	100 %	15 325	100 %	+ 522,2 %	+ 32,8 %
Total avec et sans allocations								
Interruption de carrière	73 097	32,9 %	72 318	23,9 %	71 647	24,3 %	- 2,0 %	- 0,9 %
Crédit-temps	109 726	49,4 %	151 479	50,1 %	142 513	48,3 %	+ 29,9 %	- 5,9 %
Congés thématiques	39 339	17,7 %	78 632	26,0 %	81 126	27,5 %	+ 106,2 %	+ 3,2 %
Total	222 162	100 %	302 429	100 %	295 286	100 %	+ 32,9 %	- 2,4 %

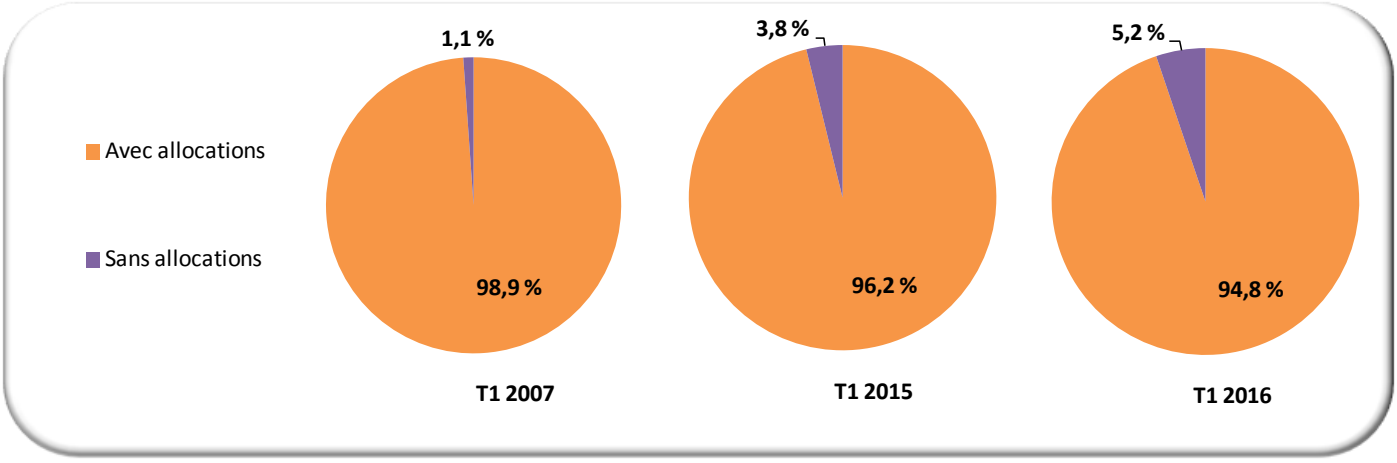
N.B. : Quand la variation dépasse les 1 000 %, on a choisi de refléter l'évolution par un facteur multiplicateur plutôt que par un pourcentage. Etant donné que les statistiques de l'ONEM sont normalement basées sur des paiements, il est impossible de représenter les interrompants sans allocations en tant qu'unités physiques. En ce qui concerne ce groupe, il s'agit dès lors de personnes différentes.

L'évolution ainsi que les rapports mutuels du nombre des interrompants sans allocations sont influencés par un certain nombre de modifications réglementaires. Depuis le 1er juin 2012 (secteur privé) ou le 1er août 2012 (secteur public), la durée du congé parental a été relevée de trois à quatre mois. Les enfants nés ou adoptés avant le 8 mars 2012 peuvent certes ouvrir le droit à ce quatrième mois, mais pas à l'allocation octroyée pour ce mois. En outre, depuis le 1er janvier 2015, les personnes qui sollicitent un crédit-temps non motivé, n'ont plus droit aux allocations d'interruption.

Compte tenu des rapports au sein du groupe d'allocataires, d'une part, et des modifications réglementaires précitées, d'autre part, la situation est conforme aux attentes :

- Le nombre de congés thématiques sans allocations qui ne représentaient encore que 27 personnes au T1 2007 (1,1 % du nombre total d'interrompants sans allocations), a augmenté au T1 2015 pour passer à 4 985 personnes (43,2 %). Au T1 2016, leur nombre a encore continué d'augmenter en chiffres absolus pour passer à 5 475 personnes. Au 1er trimestre de 2016, le nombre de congés thématiques sans allocations est 203 fois supérieur au nombre enregistré au cours du trimestre correspondant de 2007.
- Au T1 2016, le crédit-temps sans allocations représente 53,7 % de l'ensemble des interruptions sans allocations. Sur une base annuelle, leur nombre a en effet augmenté de 65,9 % au cours du précédent trimestre, et ce malgré la baisse de 8,3 % enregistrée chez leurs homologues avec une allocation.

Graphique 30
Répartition des allocataires et des non-allocataires en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique



La part des personnes en interruption de carrière, en crédit-temps ou en congé thématique sans allocations d'interruption a dès lors augmenté, en passant de 1,1 % au T1 2007 à 3,8 % au T1 2015, et encore à 5,2 % au T1 2016. Nous constatons qu'au cours de l'ensemble de cette période, le nombre total de personnes en interruption sans allocations est un peu plus de 5 fois supérieur.

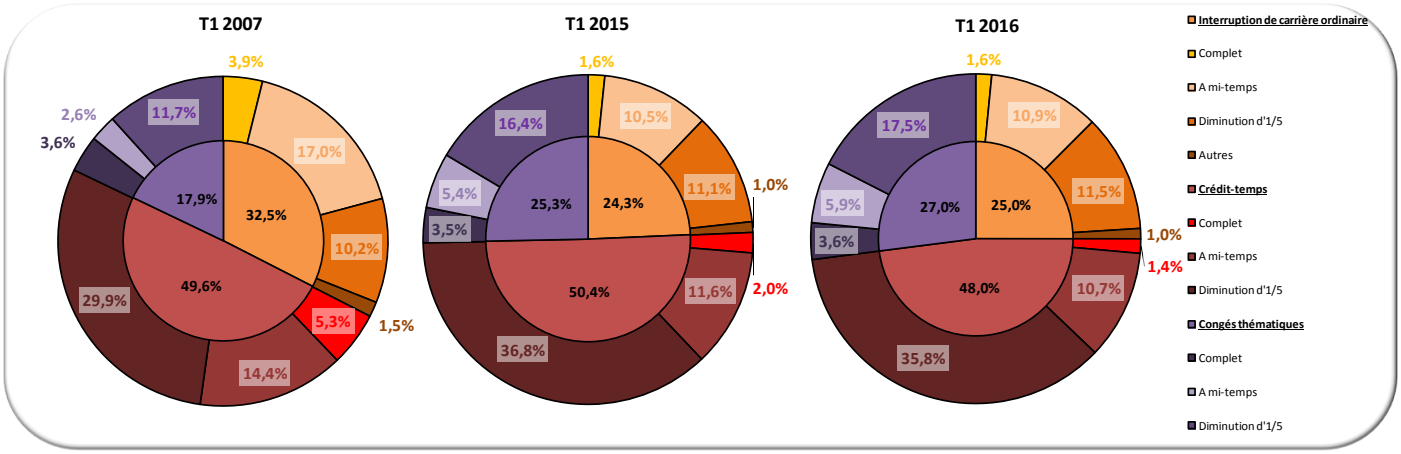
5.2
Evolution des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique selon le type d'interruption

Tableau 29
Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique selon le type d'interruption

	T1 2007	T1 2015	T1 2016	Evol. T1 2007-T1 2016	Evol. T1 2015-T1 2016
Interruption de carrière ordinaire					
Complet	8 489	4 742	4 356	- 48,7 %	- 8,1 %
A mi-temps	37 259	30 644	30 582	- 17,9 %	- 0,2 %
Diminution d'1/5	22 475	32 289	32 262	+ 43,5 %	- 0,1 %
Autres	3 234	3 050	2 825	- 12,6 %	- 7,4 %
Total	71 457	70 725	70 025	- 2,0 %	- 1,0 %
Crédit-temps					
Complet	11 690	5 789	3 959	- 66,1 %	- 31,6 %
A mi-temps	31 570	33 797	30 006	- 5,0 %	- 11,2 %
Diminution d'1/5	65 671	106 933	100 320	+ 52,8 %	- 6,2 %
Total	108 930	146 519	134 285	+ 23,3 %	- 8,3 %
Congés thématiques					
Complet	7 896	10 045	10 036	+ 27,1 %	- 0,1 %
A mi-temps	5 736	15 812	16 654	+ 190,4 %	+ 5,3 %
Diminution d'1/5	25 680	47 789	48 961	+ 90,7 %	+ 2,5 %
Total	39 312	73 647	75 651	+ 92,4 %	+ 2,7 %
Total général	219 699	290 891	279 961	+ 27,4 %	- 3,8 %

N.B. : Quand la variation dépasse les 1 000 %, on a choisi de refléter l'évolution par un facteur multiplicateur plutôt que par un pourcentage.

Graphique 31
Répartition des allocataires en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique selon le type d'interruption



Pour l'interruption de carrière et le crédit-temps, les baisses sur une base annuelle sont visibles pour chaque type d'interruption. Les principales baisses concernent toutefois l'interruption complète du temps de travail (- 8,1 % en interruption de carrière, - 31,6 % en crédit-temps). L'interruption complète est également le seul type d'interruption, parmi les congés thématiques, qui enregistre une baisse sur une base annuelle, bien que dans une bien moindre mesure (- 0,1 %).

Par rapport au T1 2007, seule la diminution du temps de travail d'1/5 temps enregistre une hausse de respectivement 43,5 % et 52,8 % pour l'interruption de carrière et le crédit-temps. Qu'il s'agisse d'une interruption de carrière, d'un crédit-temps ou d'un congé thématique, on opte dès lors le plus souvent pour la réduction d'1/5 temps. Au T1 2016, la réduction d'1/5^{e} temps représente 64,8 % des allocations (11,5 % en interruption de carrière, 35,8 % en crédit-temps et 17,5 % en congé thématique).

En ce qui concerne les congés thématiques, l'interruption à mi-temps a également le vent en poupe. Sur une base annuelle, le nombre d'allocations pour ce type d'interruption a augmenté de 5,3 %, soit 190,4 % de plus par rapport au T1 2007.

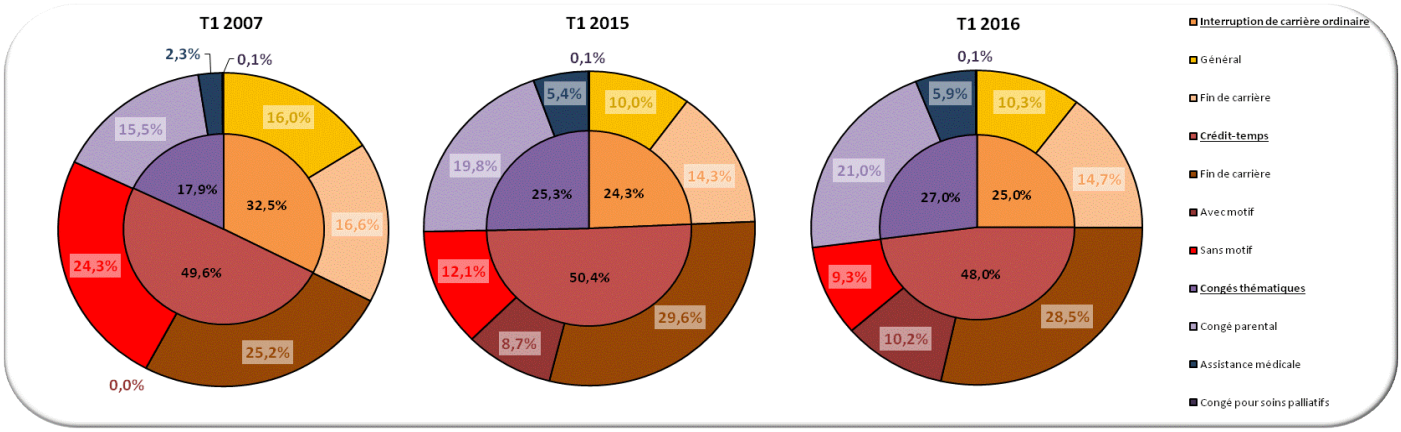
5.3
Evolution des allocataires en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique selon le régime

Tableau 30
Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et du congé thématique selon le régime

	T1 2007	T1 2015	T1 2016	Evol. T1 2007-T1 2016	Evol. T1 2015-T1 2016
Interruption de carrière ordinaire					
Général	35 066	29 200	28 836	- 17,8 %	- 1,2 %
Fin de carrière	36 390	41 525	41 188	+ 13,2 %	- 0,8 %
Total	71 457	70 725	70 025	- 2,0 %	- 1,0 %
Crédit-temps					
Avec motif	0	25 235	28 425	-	+ 12,6 %
Fin de carrière	55 454	86 042	79 718	+ 43,8 %	- 7,4 %
Sans motif	53 476	35 242	26 143	- 51,1 %	- 25,8 %
Total	108 930	146 519	134 285	+ 23,3 %	- 8,3 %
Congés thématiques					
Congé parental	33 944	57 705	58 834	+ 73,3 %	+ 2,0 %
Assistance médicale	5 160	15 660	16 531	+ 220,4 %	+ 5,6 %
Congé pour soins palliatifs	208	282	286	+ 37,7 %	+ 1,5 %
Total	39 312	73 647	75 651	+ 92,4 %	+ 2,7 %
Total général	219 699	290 891	279 961	+ 27,4 %	- 3,8 %

N.B. : Quand la variation dépasse les 1 000 %, on a choisi de refléter l'évolution par un facteur multiplicateur plutôt que par un pourcentage.

Graphique 32
Répartition des allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique selon le régime



À partir du 1er janvier 2015, la condition d'âge a été relevée de 55 à 60 ans pour le droit au crédit-temps dans le régime de fin de carrière, ce qui donne lieu à une baisse de 7,4 % du nombre de paiements au T1 2016. Toutefois, le régime de fin de carrière représente encore et toujours le part la plus importante des allocations d'interruption (43,2 %) au T1 2016, soit au sein du crédit-temps (28,5 %), soit au sein de l'interruption de carrière (14,7 %).

En outre, les restrictions successives du droit au crédit-temps non motivé donnent également lieu à une baisse de ce régime de 25,8 % sur une base annuelle. Lorsque l'on compare les rapports entre les différents régimes, on constate que la part de crédit-temps non motivé au T1 2016 a diminué de plus de moitié par rapport au T1 2007 (passant de 24,3 % à 9,3 %). Cette diminution résulte en grande partie du crédit-temps motivé qui représente ce trimestre 10,2 % de toutes les allocations d'interruption et qui enregistre une hausse de 12,6 % sur une base annuelle.

Enfin, on peut constater une hausse des congés thématiques dans chacun des trois régimes : + 2,0 % sur une base annuelle pour le congé parental, + 5,6 % pour l'assistance médicale et + 1,5 % pour le congé pour soins palliatifs. Le congé parental représente dans ce groupe la plus importante : soit 21,0 % de l'ensemble des allocations d'interruption au T1 2016.

6

Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut unique

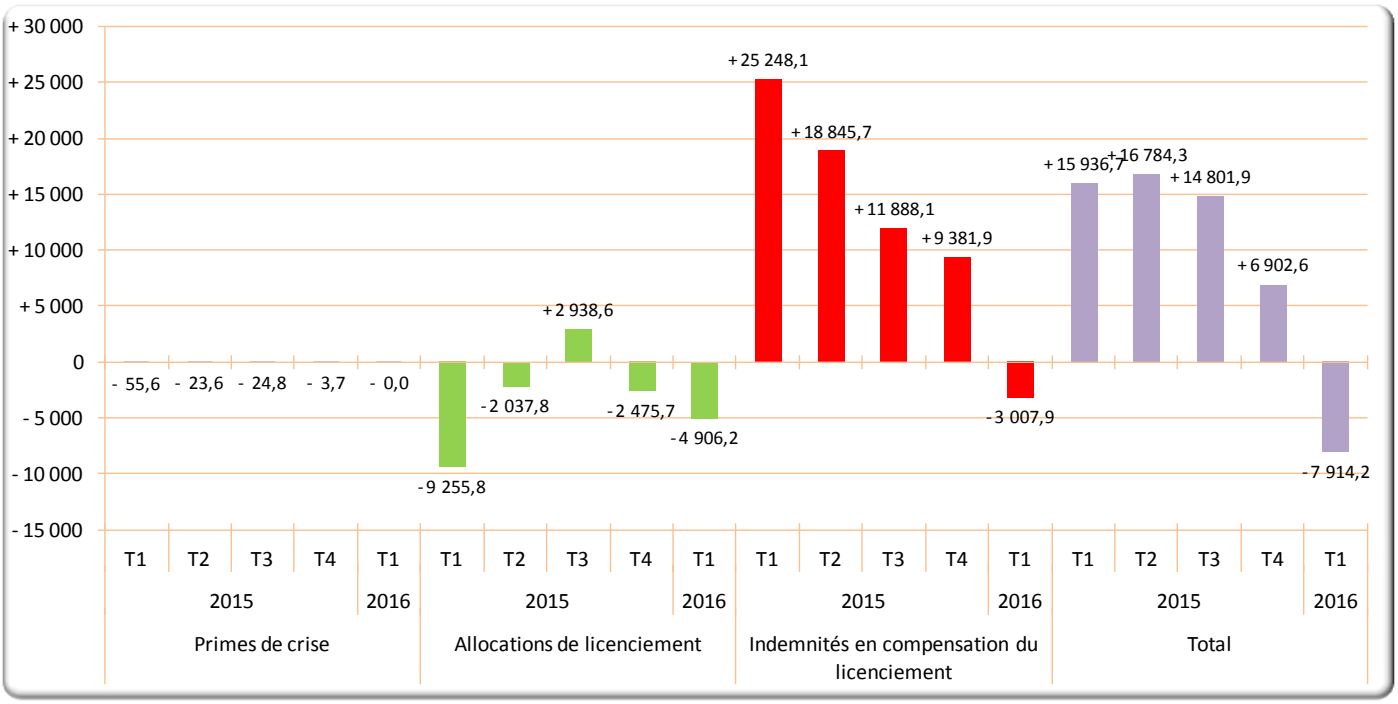
Tableau 31

Evolution du nombre mensuel moyen de paiements et des dépenses totales pour les primes de crise, les allocations de licenciement et les indemnités en compensation du licenciement.

T1	Unités physiques					Dépenses (en milliers d'EUR)				Classement dépenses totales	
	Prime de crise	Allocation de licenciement	Indemnité en compensation du licenciement payée en plusieurs fois	Indemnité en compensation du licenciement payée en une seule fois	Total	Prime de crise	Allocation de licenciement	Indemnité en compensation du licenciement	Total		
2010	209	-	-	-	209	683,1	-	-	683,1	1	2010
2011	3 763	-	-	-	3 763	12 486,9	-	-	12 486,9	2	2011
2012	2 923	744	-	-	3 667	9 720,5	3 398,9	-	13 119,5	3	2012
2013	91	4 161	-	-	4 252	259,2	19 578,8	-	19 838,0	4	2013
2014	18	4 716	-	27	4 762	61,2	23 184,5	1 413,8	24 659,6	5	2014
2015	2	2 789	2 333	266	5 390	5,6	13 928,8	26 661,9	40 596,2	6	2016
2016	2	1 640	2 771	241	4 654	5,6	9 022,5	23 654	32 682,1	7	2015
Evol. 2011-2016					+ 23,7%	-			+ 161,7%		

Graphique 33

Variation des dépenses totales (en milliers d'EUR) par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis le 1er janvier 2012, la prime de crise, une mesure anticrise temporaire qui était d'application en 2010 et 2011, a été transformée en un nouveau régime à durée indéterminée, à savoir l'allocation de licenciement. Le principe de base de la prime de crise n'a pas été changé : l'allocation de licenciement est une prime unique payée aux travailleurs licenciés. Les modalités, quant à elles, ont néanmoins subi quelques modifications ayant un impact sur les dépenses à charge de l'ONEM. Contrairement aux primes de crise, les allocations de licenciement sont entièrement à charge de l'ONEM. En outre, l'allocation de licenciement varie en fonction de l'ancienneté; de ce fait, le montant versé est parfois supérieur à celui octroyé en cas de prime de crise.

En vue de poursuivre l'harmonisation des régimes de préavis des ouvriers et des employés, depuis le 1er janvier 2014, une indemnité en compensation du licenciement est octroyée, sous certaines conditions, aux ouvriers dont la durée du délai de préavis se base au moins en partie sur l'ancienneté qu'ils ont acquise en tant qu'ouvrier avant 2014. Cette indemnité remplace progressivement l'allocation de licenciement. Les ouvriers licenciés, dont l'ancienneté est insuffisante pour prétendre à une indemnité en compensation du licenciement, peuvent par contre encore obtenir une allocation de licenciement s'ils satisfont aux conditions.

En 2011, le nombre de primes de crise a atteint un niveau record : au T1 2011, on a comptabilisé en moyenne 3 763 paiements par mois. Depuis lors, ce nombre a considérablement diminué. En 2013, la mesure s'est pratiquement éteinte et a été remplacée par l'allocation de licenciement. Au T1 2013 et au T1 2014, le nombre d'allocations de licenciement a encore franchi le cap des 4 000 paiements par mois, mais depuis l'instauration de l'indemnité en compensation du licenciement, ce nombre enregistre également une tendance à la baisse. Au T1 2016, on a encore comptabilisé 1 640 paiements en moyenne par mois pour des allocations de licenciement, contre 2 771 pour des indemnités en compensation du licenciement.

Etant donné qu'une grande partie des indemnités en compensation du licenciement est versée en plusieurs fois, alors que les primes de crise et les allocations de licenciement sont, quant à elles, des primes uniques, les dépenses totales illustrent le mieux l'évolution globale des mesures prises dans le cadre du développement du statut unique. Au total, les dépenses pour les 3 régimes s'élèvent à 32,7 millions d'EUR au 1er trimestre de 2016, soit un montant 2,5 fois plus élevé qu'au T1 2011, où il n'y avait que des primes de crise. Jusqu'au trimestre précédent, les dépenses totales n'avaient cessé d'augmenter. Le T1 2016 est le premier trimestre au cours duquel on enregistre une baisse. Par rapport au T1 2015, les dépenses totales ont diminué de près de 8 millions d'EUR (- 19,5 %) au T1 2016 .

7 Aperçu général

Tableau 32
Aperçu général des principaux groupes d'allocataires

	T1 2007	T1 2015	T1 2016	Evol. T1 2007 - T1 2016	Evol. T1 2015 - T1 2016
Chômeurs indemnisés (complément d'entreprise inclus)	710 133	604 931	558 193	- 21,4 %	- 7,7 %
Demandeurs d'emploi	466 138	444 945	412 661	- 11,5 %	- 7,3 %
Non-demandeurs d'emploi	243 995	159 986	145 531	- 40,4 %	- 9,0 %
Travailleurs soutenus par l'ONEM	297 294	347 511	322 900	+ 8,6 %	- 7,1 %
Chômage temporaire	153 753	176 847	166 130	+ 8,0 %	- 6,1 %
Travailleurs à temps partiel	47 370	49 869	42 865	- 9,5 %	- 14,0 %
Mesures de formation	40 254	48 184	43 109	+ 7,1 %	- 10,5 %
Mesures d'activation	55 916	72 611	70 797	+ 26,6 %	- 2,5 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	219 699	290 891	279 961	+ 27,4 %	- 3,8 %
Crédit-temps	108 930	146 519	134 285	+ 23,3 %	- 8,3 %
Interruption de carrière ordinaire	71 457	70 725	70 025	- 2,0 %	- 1,0 %
Congés thématiques	39 312	73 647	75 651	+ 92,4 %	+ 2,7 %
Total global	1 227 125	1 243 333	1 161 054	- 5,4 %	- 6,6 %

Le tableau 32 offre un aperçu général des principaux groupes d'allocataires de l'ONEM abordés dans les précédents chapitres. L'ensemble des allocataires ont enregistré une baisse de 6,6 % sur une base annuelle au T1 2016.

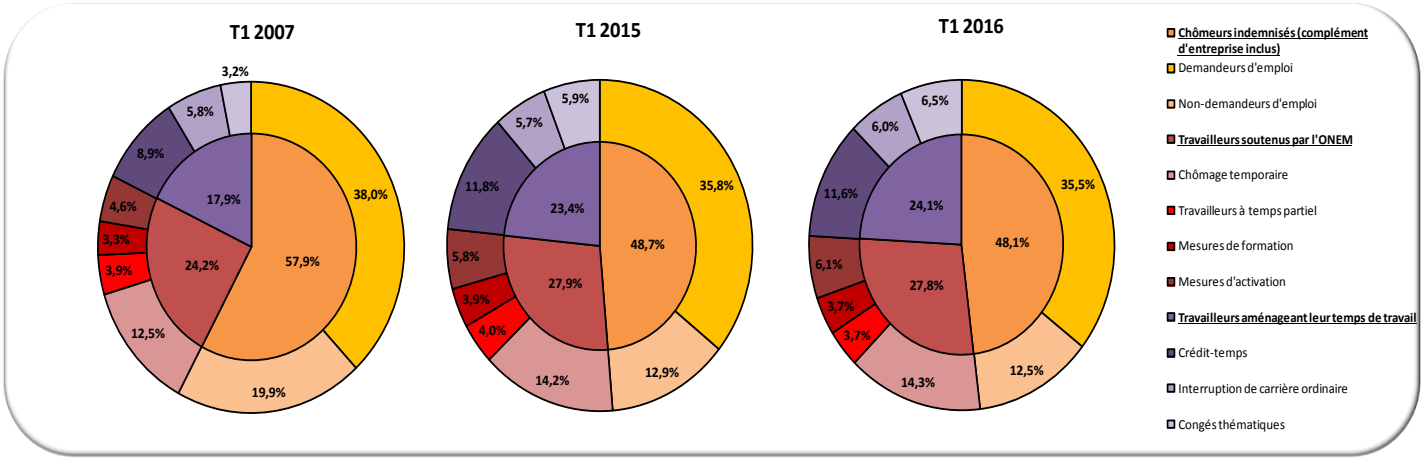
La baisse apparaît dans chacun des grands groupes d'allocataires, mais concerne principalement le groupe des chômeurs indemnisés (en ce compris les RCC) qui ont enregistré une diminution de 46 738 unités par rapport au T1 2015 (- 7,7 %). En chiffres absolus, la principale diminution s'observe chez les demandeurs d'emploi (- 32 283 contre - 14 455 chez les non-demandeurs d'emploi) ; mais en chiffres relatifs, la diminution concerne principalement les non-demandeurs d'emploi (- 9,0 % contre - 7,3 % chez les demandeurs d'emploi).

Le nombre de travailleurs soutenus par l'ONEM a diminué de 7,1 % sur une base annuelle, ce qui résulte principalement de la diminution relativement marquée du nombre de chômeurs temporaires (- 10 717 unités, soit - 6,1 %). Le nombre de travailleurs à temps partiel ainsi que les paiements pour les mesures de formation ont toutefois aussi enregistré des baisses significatives (respectivement - 14,0 % et - 10,5 %).

Les travailleurs aménageant leur temps de travail diminuent moins (- 3,8 %) que les chômeurs indemnisés et travailleurs soutenus par l'ONEM. Cette constatation s'explique par le fait que dans le groupe des travailleurs aménageant leur temps de travail, le nombre d'allocations pour les congés thématiques est le seul sous-groupe en légère augmentation + 2,7%.

À long terme, on constate, par rapport au T1 2007, une baisse de 5,4 % du nombre d'allocataires, laquelle concerne toutefois exclusivement les chômeurs indemnisés (- 21,4 %). Il s'agit principalement d'une diminution chez les non-demandeurs d'emploi (- 40,4 %).
En ce qui concerne les travailleurs soutenus par l'ONEM et les travailleurs aménageant leur temps de travail, on observe, en revanche, des hausses de respectivement 8,6 % et 27,4 % par rapport à 2007. Les principales augmentations concernent les paiements pour des mesures d'activation (+ 26,6 %), le crédit-temps (+ 23,3 %) et les congés thématiques (+ 92,4 %).

Graphique 34
Evolution des rapports mutuels entre les principaux groupes d'allocataires



Les évolutions esquissées ci-dessus ont évidemment une influence sur la répartition entre les différents allocataires de l'ONEM. Les chômeurs indemnisés constituent encore et toujours le groupe le plus important, même si leur part au T1 2016 a baissé pour passer à 48,1 %. Ceci représente une diminution de 9,8 points de pourcent par rapport au trimestre correspondant de 2007. Cette diminution se situe en grande partie chez les non-demandeurs d'emploi (- 7,4 points de pourcent).

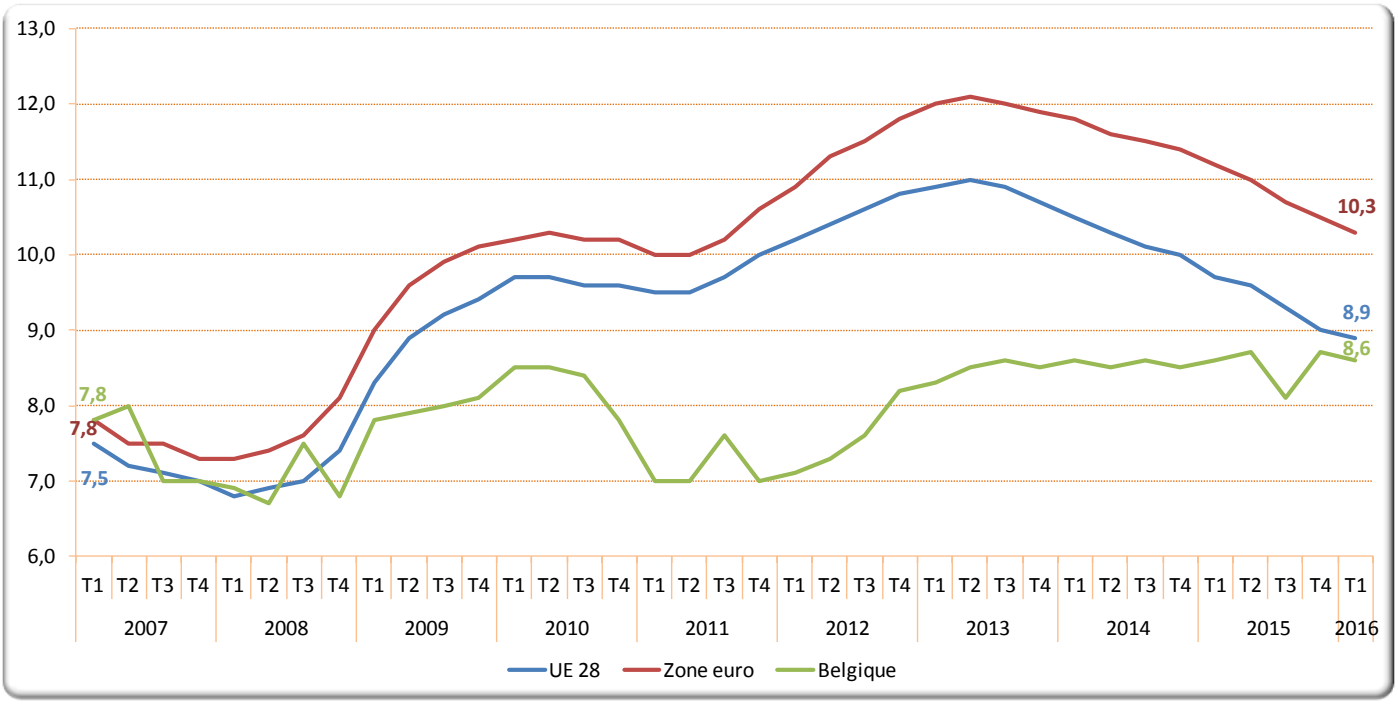
La hausse de 6,2 points de pourcent par rapport à 2007 de la part du groupe des travailleurs aménageant leur temps de travail se retrouve dans les 3 principaux sous-groupes : + 2,7 points de pourcent pour le crédit-temps, + 0,2 point de pourcent pour l'interruption de carrière ordinaire et + 3,3 points de pourcent pour les congés thématiques.

La hausse de la part des travailleurs soutenus par l'ONEM (+ 3,6 points de pourcent depuis 2007) se retrouve surtout dans leur groupe le plus important : + 1,8 points de pourcent pour le chômage temporaire.

8
Comparaison internationale

8.1
Taux de chômage

Graphique 35
Evolution du taux de chômage harmonisé en Belgique et en Europe



Source : Eurostat - Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans) – Séries EFT ajustées – Données désaisonnalisées (une_rt_q)

Eurostat, le service statistique de la Commission européenne, publie une statistique internationale harmonisée du taux de chômage qui se base sur une enquête trimestrielle auprès d'un échantillon de la population. Le taux de chômage en Belgique ne suit pas la même tendance que la moyenne européenne (Union Européenne ou Zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise de 2009, a davantage diminué en 2010 et 2011 et n'est reparti à la hausse qu'en 2012.

Dans un premier temps, la tendance à la baisse enregistrée au niveau européen à partir de la seconde moitié de l'année 2013 ne s'est toutefois pas produite en Belgique. Cette évolution a sans doute été en partie influencée par l'élargissement de l'obligation de s'inscrire comme demandeur d'emploi en Belgique (relèvement des conditions d'âge depuis 2013).

Après une brève diminution en T3 2015, le taux de chômage belge a une nouvelle fois augmenté en T4 2015 pour atteindre 8,7 %. En T1 2016, le taux de chômage en Belgique a diminué de 0,1 % pour atteindre 8,6 %. Il se maintient juste en-dessous de la moyenne de l'Union européenne (8,9 %).

Lorsqu'on compare le taux de chômage belge actuel avec celui d'avant la crise (7,8 % en T1 2007), on constate une augmentation de 0,8 point de pourcent. Dans l'Union Européenne et dans la Zone euro, la hausse au cours de la même période était plus importante, à savoir respectivement 1,4 et 2,5 points de pourcent.

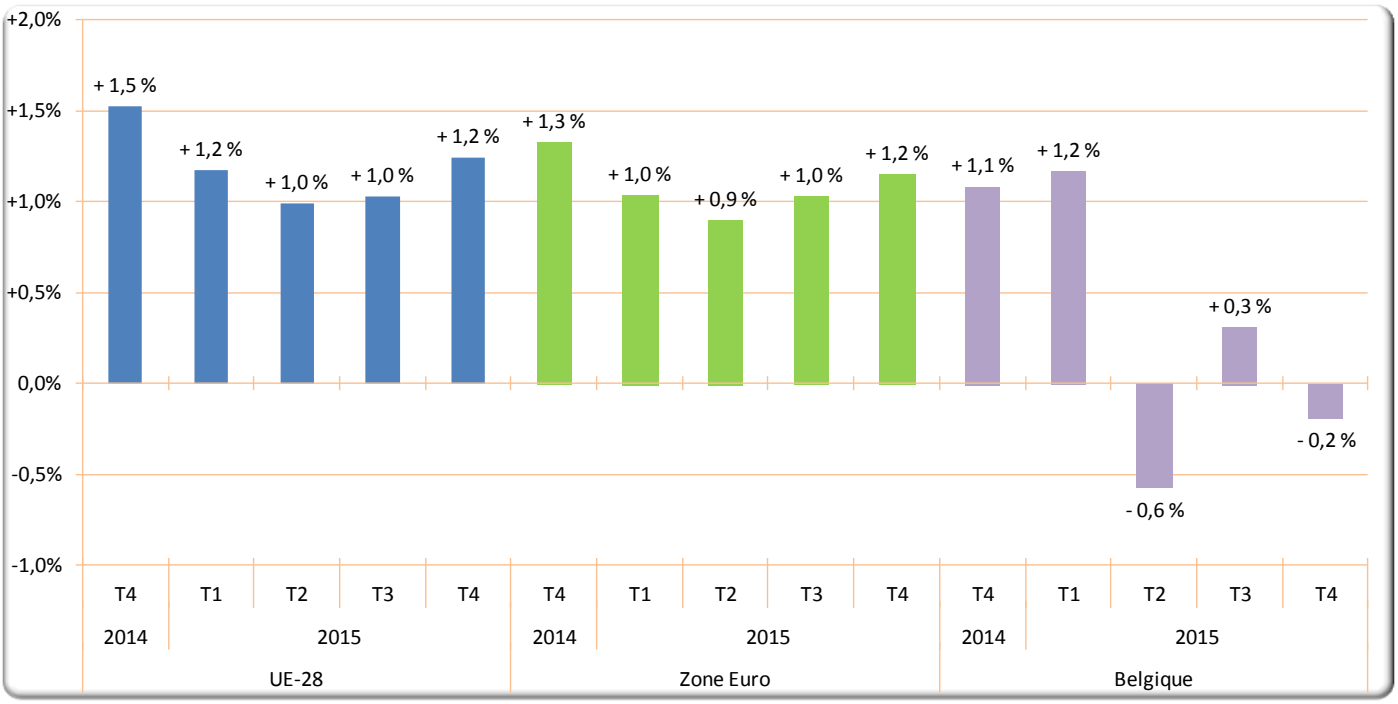
8.2
Evolution de l'emploi

Tableau 33
Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe

T4	UE-28	Zone euro	Belgique		UE-28	Zone euro	Belgique
2007	221 926,5	146 451,0	4 443,3	1	2008	2008	2014
2008	222 839,4	146 677,8	4 455,1	2	**2015**	2007	**2015**
2009	218 337,6	143 595,8	4 454,2	3	2007	**2015**	2010
2010	216 503,4	142 533,0	4 554,1	4	2014	2009	2011
2011	216 213,4	142 283,8	4 550,6	5	2009	2014	2012
2012	215 832,4	141 177,6	4 532,6	6	2010	2010	2013
2013	216 146,7	140 888,7	4 526,3	7	2011	2011	2008
2014	219 439,5	142 758,8	4 575,3	8	2013	2012	2009
2015	222 173,4	144 401,9	4 566,9	9	2012	2013	2007
Evol. 2007-2015	+ 0,1%	- 1,4%	+ 2,8%				

Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et plus - EFT (lfsq_egaps)

Graphique 36
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En T4 2015, l'emploi en Belgique était, en moyenne, supérieur de 2,8 % à celui enregistré en T4 2007. Même pendant la crise, l'emploi en Belgique est resté supérieur à celui enregistré en 2007 ou au même niveau que celui-ci.

Ce n'est pas le cas pour l'Union européenne ni pour la Zone euro, l'emploi y étant, en 2009, passé sous le niveau de 2007.
En T4 2015, le niveau de l'emploi dans l'Union européenne était une nouvelle fois supérieur à celui enregistré en T4 2007 (+0,1 %).

9 Annexe statistique

9.1 Evolution de la conjoncture

9.1.1 PIB et baromètre de la conjoncture

Tableau 34
Evolution du PIB et du baromètre de la conjoncture à partir du 1er trimestre de 2007

		PIB			
		En millions d'euros chaînés (année de référence 2013)	Variations sur base trimestrielle	Variations sur base annuelle	Baromètre de la conjoncture
2007	T1	94 535	+ 1,3 %	+ 3,5 %	+ 4,9
	T2	94 855	+ 0,3 %	+ 3,6 %	+ 7,0
	T3	95 536	+ 0,7 %	+ 3,5 %	+ 5,6
	T4	96 008	+ 0,5 %	+ 2,9 %	+ 1,6
	Année	380 934	-	+ 3,4 %	+ 4,8
2008	T1	96 627	+ 0,6 %	+ 2,2 %	+ 1,9
	T2	96 738	+ 0,1 %	+ 2,0 %	- 0,9
	T3	96 212	- 0,5 %	+ 0,7 %	- 4,7
	T4	94 198	- 2,1 %	- 1,9 %	- 21,5
	Année	383 775	-	+ 0,7 %	- 6,3
2009	T1	93 123	- 1,1 %	- 3,6 %	- 30,3
	T2	93 022	- 0,1 %	- 3,8 %	- 26,9
	T3	93 993	+ 1,0 %	- 2,3 %	- 19,6
	T4	94 876	+ 0,9 %	+ 0,7 %	- 10,3
	Année	375 014	-	- 2,3 %	- 21,8
2010	T1	95 251	+ 0,4 %	+ 2,3 %	- 5,9
	T2	96 216	+ 1,0 %	+ 3,4 %	- 5,0
	T3	96 632	+ 0,4 %	+ 2,8 %	- 5,0
	T4	97 023	+ 0,4 %	+ 2,3 %	+ 0,4
	Année	385 122	-	+ 2,7 %	- 3,9
2011	T1	97 799	+ 0,8 %	+ 2,7 %	+ 5,5
	T2	98 001	+ 0,2 %	+ 1,9 %	+ 0,4
	T3	98 069	+ 0,1 %	+ 1,5 %	- 6,6
	T4	98 172	+ 0,1 %	+ 1,2 %	- 11,1
	Année	392 041	-	+ 1,8 %	- 2,9
2012	T1	98 453	+ 0,3 %	+ 0,7 %	- 8,9
	T2	98 165	- 0,3 %	+ 0,2 %	- 11,7
	T3	98 017	- 0,2 %	- 0,1 %	- 11,6
	T4	98 028	+ 0,0 %	- 0,1 %	- 12,9
	Année	392 663	-	+ 0,2 %	- 11,3
2013	T1	97 809	- 0,2 %	- 0,7 %	- 13,1
	T2	98 007	+ 0,2 %	- 0,2 %	- 13,3
	T3	98 253	+ 0,3 %	+ 0,2 %	- 9,1
	T4	98 605	+ 0,4 %	+ 0,6 %	- 6,1
	Année	392 674	-	+ 0,0 %	- 10,4

Tableau 34 (suite)

		PIB			Baromètre de la conjoncture
		En millions d'euros chaînés (année de référence 2013)	Variations sur base trimestrielle	Variations sur base annuelle	
2014	T1	99 012	+ 0,4 %	+ 1,2 %	- 4,7
	T2	99 229	+ 0,2 %	+ 1,2 %	- 5,9
	T3	99 627	+ 0,4 %	+ 1,4 %	- 7,3
	T4	99 893	+ 0,3 %	+ 1,3 %	- 6,6
	Année	397 761	-	+ 1,3 %	- 6,1
2015	T1	100 193	+ 0,3 %	+ 1,2 %	- 7,8
	T2	100 726	+ 0,5 %	+ 1,5 %	- 5,0
	T3	100 892	+ 0,2 %	+ 1,3 %	- 5,3
	T4	101 416	+ 0,5 %	+ 1,5 %	- 3,1
	Année	403 227	-	+ 1,4 %	- 5,3
2016	T1	101 619	+ 0,2 %	+ 1,4 %	- 4,6

Source : BNB Statistiques online (stat.nbb.be) - PIB de l'économie totale en millions d'euros chaînés (année de référence 2013) - corrigé des variations saisonnières et des effets calendaires + Enquête mensuelle de conjoncture : courbe synthétique corrigée des influences saisonnières + communiqué de presse - ICN - Flash estimate et comptes trimestriels (trimestre le plus récent)

9.1.2
Offres d'emploi

Tableau 35
Evolution du nombre d'offres d'emploi par Région à partir du 1er trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	53 058	18 174	3 392	74 624	2007	T1	100	100	100	100
	T2	50 674	20 240	3 109	74 023		T2	100	100	100	100
	T3	50 344	18 050	3 313	71 707		T3	100	100	100	100
	T4	47 664	17 183	3 315	68 162		T4	100	100	100	100
	Année	201 740	73 647	13 129	288 516		Année	100	100	100	100
2008	T1	53 232	20 045	3 866	77 143	2008	T1	100	110	114	103
	T2	50 882	18 409	3 859	73 150		T2	100	91	124	99
	T3	48 474	19 385	3 992	71 851		T3	96	107	120	100
	T4	40 507	14 610	3 705	58 822		T4	85	85	112	86
	Année	193 095	72 449	15 422	280 966		Année	96	98	117	97
2009	T1	40 648	18 879	3 854	63 381	2009	T1	77	104	114	85
	T2	35 780	15 232	3 364	54 376		T2	71	75	108	73
	T3	35 983	16 397	4 448	56 828		T3	71	91	134	79
	T4	35 589	13 142	3 795	52 526		T4	75	76	114	77
	Année	148 000	63 650	15 461	227 111		Année	73	86	118	79
2010	T1	42 230	18 060	4 348	64 638	2010	T1	80	99	128	87
	T2	43 307	17 487	3 937	64 731		T2	85	86	127	87
	T3	45 832	17 417	4 872	68 121		T3	91	96	147	95
	T4	43 431	15 646	4 209	63 286		T4	91	91	127	93
	Année	174 800	68 610	17 366	260 776		Année	87	93	132	90
2011	T1	53 425	19 867	4 860	78 152	2011	T1	101	109	143	105
	T2	52 485	19 560	5 213	77 258		T2	104	97	168	104
	T3	50 498	18 572	5 805	74 875		T3	100	103	175	104
	T4	44 923	15 563	5 255	65 741		T4	94	91	159	96
	Année	201 331	73 562	21 133	296 026		Année	100	100	161	103
2012	T1	48 860	18 644	5 305	72 809	2012	T1	92	103	156	98
	T2	46 219	15 095	4 673	65 987		T2	91	75	150	89
	T3	41 409	17 066	4 271	62 746		T3	82	95	129	88
	T4	40 322	13 455	3 962	57 739		T4	85	78	120	85
	Année	176 810	64 260	18 211	259 281		Année	88	87	139	90
2013	T1	41 058	14 660	4 706	60 424	2013	T1	77	81	139	81
	T2	39 111	12 813	4 334	56 258		T2	77	63	139	76
	T3	36 431	12 961	4 989	54 381		T3	72	72	151	76
	T4	37 139	11 962	4 184	53 285		T4	78	70	126	78
	Année	153 739	52 396	18 213	224 348		Année	76	71	139	78
2014	T1	42 420	14 065	4 567	61 052	2014	T1	80	77	135	82
	T2	39 473	12 993	4 560	57 026		T2	78	64	147	77
	T3	40 609	12 637	5 049	58 295		T3	81	70	152	81
	T4	36 586	12 063	4 275	52 924		T4	77	70	129	78
	Année	159 088	51 758	18 451	229 297		Année	79	70	141	79
2015	T1	45 066	13 567	4 976	63 609	2015	T1	85	75	147	85
	T2	43 519	12 739	4 810	61 068		T2	86	63	155	82
	T3	45 580	12 554	5 408	63 542		T3	91	70	163	89
	T4	45 143	12 381	4 969	62 493		T4	95	72	150	92
	Année	179 308	51 241	20 163	250 712		Année	89	70	154	87
2016	T1	55 489	15 011	5 125	75 625	2016	T1	105	83	151	101

Sources : VDAB, FOREM, Actiris, ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Les offres d'emploi communiquées au VDAB par le biais de bureaux de recrutement ou de sélection ne sont plus reprises, de sorte que la série historique n'est pas la même que celle des publications précédentes.

9.1.3
Travail intérimaire

Tableau 36
Evolution du nombre moyen d'heures journalières prestées dans le cadre du travail intérimaire à partir du 1er trimestre de 2007

		Employés	Ouvriers	Total			Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	230 199	416 152	646 351	2007	T1	100	100	100
	T2	239 453	417 077	656 529		T2	100	100	100
	T3	241 389	407 567	648 956		T3	100	100	100
	T4	246 500	400 125	646 624		T4	100	100	100
	Année	239 385	410 230	649 615		Année	100	100	100
2008	T1	255 479	414 603	670 082	2008	T1	111	100	104
	T2	253 821	397 939	651 760		T2	106	95	99
	T3	252 869	368 691	621 560		T3	105	90	96
	T4	241 247	327 414	568 662		T4	98	82	88
	Année	250 854	377 162	628 016		Année	105	92	97
2009	T1	228 040	276 643	504 682	2009	T1	99	66	78
	T2	215 894	258 222	474 116		T2	90	62	72
	T3	209 494	267 387	476 881		T3	87	66	73
	T4	210 859	281 719	492 578		T4	86	70	76
	Année	216 072	270 993	487 064		Année	90	66	75
2010	T1	213 868	292 452	506 320	2010	T1	93	70	78
	T2	219 066	316 577	535 643		T2	91	76	82
	T3	225 472	332 259	557 731		T3	93	82	86
	T4	231 049	346 572	577 620		T4	94	87	89
	Année	222 364	321 965	544 329		Année	93	78	84
2011	T1	235 658	364 473	600 132	2011	T1	102	88	93
	T2	237 713	361 256	598 968		T2	99	87	91
	T3	238 351	351 496	589 847		T3	99	86	91
	T4	236 298	343 366	579 664		T4	96	86	90
	Année	237 005	355 148	592 153		Année	99	87	91
2012	T1	231 986	329 850	561 836	2012	T1	101	79	87
	T2	231 578	323 882	555 460		T2	97	78	85
	T3	230 548	313 575	544 123		T3	96	77	84
	T4	228 993	301 238	530 231		T4	93	75	82
	Année	230 776	317 136	547 913		Année	96	77	84
2013	T1	230 330	292 988	523 319	2013	T1	100	70	81
	T2	224 132	293 482	517 613		T2	94	70	79
	T3	224 102	300 620	524 722		T3	93	74	81
	T4	229 054	314 540	543 593		T4	93	79	84
	Année	226 905	300 407	527 312		Année	95	73	81
2014	T1	228 782	317 294	546 076	2014	T1	99	76	84
	T2	237 717	324 665	562 382		T2	99	78	86
	T3	244 218	329 640	573 857		T3	101	81	88
	T4	244 360	328 110	572 470		T4	99	82	89
	Année	238 769	324 927	563 696		Année	100	79	87
2015	T1	253 892	347 088	600 980	2015	T1	110	83	93
	T2	261 542	351 543	613 085		T2	109	84	93
	T3	263 176	349 946	613 121		T3	109	86	94
	T4	273 133	360 173	633 306		T4	111	90	98
	Année	262 936	352 187	615 123		Année	110	86	95
2016	T1	278 053	366 626	644 679	2016	T1	121	88	100

Source : Federgon

NB : la moyenne journalière par trimestre se base sur les moyennes journalières par mois.

9.1.4
Faillites avec ou sans perte d'emplois

Tableau 37
Evolution du nombre des faillites d'entreprises avec ou sans personnel à partir du 1er trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Total
2007	T1	998	546	373	1 925	2007	T1	100	100	100	100
	T2	952	578	416	1 958		T2	100	100	100	100
	T3	726	399	308	1 435		T3	100	100	100	100
	T4	1 001	634	424	2 075		T4	100	100	100	100
	Année	3 677	2 157	1 521	7 393		Année	100	100	100	100
2008	T1	944	588	416	1 954	2008	T1	95	108	112	102
	T2	1 061	658	471	2 206		T2	111	114	113	113
	T3	857	450	445	1 758		T3	118	113	144	123
	T4	1 141	669	494	2 311		T4	114	106	117	111
	Année	4 003	2 365	1 826	8 229		Année	109	110	120	111
2009	T1	1 307	737	417	2 467	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1 195	687	471	2 360		T2	126	119	113	121
	T3	875	566	432	1 877		T3	121	142	140	131
	T4	1 251	677	498	2 430		T4	125	107	117	117
	Année	4 628	2 667	1 818	9 134		Année	126	124	120	124
2010	T1	1 329	714	505	2 555	2010	T1	133	131	135	133
	T2	1 304	718	473	2 500		T2	137	124	114	128
	T3	1 026	586	434	2 052		T3	141	147	141	143
	T4	1 182	697	534	2 420		T4	118	110	126	117
	Année	4 841	2 715	1 946	9 527		Année	132	126	128	129
2011	T1	1 319	770	496	2 593	2011	T1	132	141	133	135
	T2	1 202	779	562	2 551		T2	126	135	135	130
	T3	1 015	651	468	2 139		T3	140	163	152	149
	T4	1 278	739	779	2 802		T4	128	117	184	135
	Année	4 814	2 939	2 305	10 085		Année	131	136	152	136
2012	T1	1 320	764	473	2 562	2012	T1	132	140	127	133
	T2	1 400	782	523	2 709		T2	147	135	126	138
	T3	1 100	597	538	2 238		T3	152	150	175	156
	T4	1 499	793	704	3 003		T4	150	125	166	145
	Année	5 319	2 936	2 238	10 512		Année	145	136	147	142
2013	T1	1 445	929	626	3 006	2013	T1	145	170	168	156
	T2	1 407	746	704	2 862		T2	148	129	169	146
	T3	1 248	744	652	2 654		T3	172	186	212	185
	T4	1 573	928	652	3 156		T4	157	146	154	152
	Année	5 673	3 347	2 634	11 678		Année	154	155	173	158
2014	T1	1 447	997	536	2 986	2014	T1	145	183	144	155
	T2	1 329	836	526	2 696		T2	140	145	126	138
	T3	1 082	664	505	2 260		T3	149	166	164	157
	T4	1 424	791	639	2 862		T4	142	125	151	138
	Année	5 282	3 288	2 206	10 804		Année	144	152	145	146
2015	T1	1 387	929	599	2 917	2015	T1	139	170	161	152
	T2	1 342	800	682	2 832		T2	141	138	164	145
	T3	932	559	437	1 932		T3	128	140	142	135
	T4	1 284	705	460	2 453		T4	128	111	108	118
	Année	4 945	2 993	2 178	10 134		Année	134	139	143	137
2016	T1	1 314	694	410	2 423	2016	T1	132	127	110	126

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : les faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. Il s'agit de temps en temps aussi d'une modification dans un trimestre précédent. Etant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés. Le total comprend aussi un nombre restreint de faillites d'entreprises dont le siège social est situé à l'étranger.

9.1.5
Faillites avec perte d'emplois

Tableau 38
Evolution du nombre des faillites des entreprises avec personnel à partir du 1er trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	367	242	131	740	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	254	158	787		T2	100	100	100	100
	T3	261	194	119	574		T3	100	100	100	100
	T4	354	282	132	768		T4	100	100	100	100
	Année	1 357	972	540	2 869		Année	100	100	100	100
2008	T1	352	250	147	749	2008	T1	96	103	112	101
	T2	403	280	133	816		T2	107	110	84	104
	T3	321	196	164	681		T3	123	101	138	119
	T4	417	306	167	890		T4	118	109	127	116
	Année	1 493	1 032	611	3 136		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	320	152	967	2009	T1	135	132	116	131
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	131	139	129	133
	T4	462	297	182	941		T4	131	105	138	123
	Année	1 777	1 179	644	3 600		Année	131	121	119	125
2010	T1	478	318	164	960	2010	T1	130	131	125	130
	T2	459	306	174	939		T2	122	120	110	119
	T3	389	263	173	825		T3	149	136	145	144
	T4	426	310	162	898		T4	120	110	123	117
	Année	1 752	1 197	673	3 622		Année	129	123	125	126
2011	T1	479	335	141	955	2011	T1	131	138	108	129
	T2	453	365	143	961		T2	121	144	91	122
	T3	357	299	152	808		T3	137	154	128	141
	T4	437	340	242	1 019		T4	123	121	183	133
	Année	1 726	1 339	678	3 743		Année	127	138	126	130
2012	T1	507	361	173	1 041	2012	T1	138	149	132	141
	T2	500	345	191	1 036		T2	133	136	121	132
	T3	402	275	157	834		T3	154	142	132	145
	T4	505	349	178	1 032		T4	143	124	135	134
	Année	1 914	1 330	699	3 943		Année	141	137	129	137
2013	T1	524	437	191	1 152	2013	T1	143	181	146	156
	T2	488	322	206	1 016		T2	130	127	130	129
	T3	427	328	208	963		T3	164	169	175	168
	T4	582	401	195	1 178		T4	164	142	148	153
	Année	2 021	1 488	800	4 309		Année	149	153	148	150
2014	T1	475	429	194	1 098	2014	T1	129	177	148	148
	T2	428	354	195	977		T2	114	139	123	124
	T3	389	301	162	852		T3	149	155	136	148
	T4	499	300	218	1 017		T4	141	106	165	132
	Année	1 791	1 384	769	3 944		Année	132	142	142	137
2015	T1	473	404	192	1 069	2015	T1	129	167	147	144
	T2	459	336	208	1 003		T2	122	132	132	127
	T3	333	263	169	765		T3	128	136	142	133
	T4	425	297	189	911		T4	120	105	143	119
	Année	1 690	1 300	758	3 748		Année	125	134	140	131
2016	T1	424	302	162	888	2016	T1	116	125	124	120

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

La base de données est adaptée sur la base des extraits modificatifs de la BCE que le FFE reçoit quotidiennement : des faillites peuvent être annulées et des nouvelles faillites ajoutées. De temps en temps, il peut aussi y avoir une modification dans un trimestre précédent. Etant donné que le FFE utilise des données dynamiques, les chiffres peuvent être différents selon le moment où ils sont consultés.

9.1.6
Emplois perdus à la suite de faillites

Tableau 39
Evolution du nombre d'emplois perdus à partir du 1er trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	2 636	1 979	1 286	5 901	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2 373	2 349	1 251	5 973		T2	100	100	100	100
	T3	1 775	1 613	768	4 156		T3	100	100	100	100
	T4	2 622	1 700	695	5 017		T4	100	100	100	100
	Année	9 406	7 641	4 000	21 047		Année	100	100	100	100
2008	T1	2 974	1 746	1 143	5 863	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2 286	1 794	1 069	5 149		T2	96	76	85	86
	T3	2 249	1 671	852	4 772		T3	127	104	111	115
	T4	3 225	2 153	912	6 290		T4	123	127	131	125
	Année	10 734	7 364	3 976	22 074		Année	114	96	99	105
2009	T1	3 704	1 914	919	6 537	2009	T1	141	97	71	111
	T2	3 323	2 249	1 074	6 646		T2	140	96	86	111
	T3	1 966	1 757	870	4 593		T3	111	109	113	111
	T4	2 377	1 911	1 659	5 947		T4	91	112	239	119
	Année	11 370	7 831	4 522	23 723		Année	121	102	113	113
2010	T1	3 058	2 835	1 035	6 928	2010	T1	116	143	80	117
	T2	2 738	2 161	872	5 771		T2	115	92	70	97
	T3	2 250	1 731	1 011	4 992		T3	127	107	132	120
	T4	2 806	2 104	898	5 808		T4	107	124	129	116
	Année	10 852	8 831	3 816	23 499		Année	115	116	95	112
2011	T1	3 383	2 441	1 336	7 160	2011	T1	128	123	104	121
	T2	3 067	2 268	960	6 295		T2	129	97	77	105
	T3	2 638	1 576	1 434	5 648		T3	149	98	187	136
	T4	2 693	2 171	1 485	6 349		T4	103	128	214	127
	Année	11 781	8 456	5 215	25 452		Année	125	111	130	121
2012	T1	2 994	3 123	1 222	7 339	2012	T1	114	158	95	124
	T2	3 633	2 036	1 282	6 951		T2	153	87	102	116
	T3	2 435	1 821	879	5 135		T3	137	113	114	124
	T4	4 324	1 898	1 853	8 075		T4	165	112	267	161
	Année	13 386	8 878	5 236	27 500		Année	142	116	131	131
2013	T1	4 098	2 685	1 232	8 015	2013	T1	155	136	96	136
	T2	3 362	2 231	1 236	6 829		T2	142	95	99	114
	T3	3 259	2 118	1 173	6 550		T3	184	131	153	158
	T4	4 629	2 636	1 382	8 647		T4	177	155	199	172
	Année	15 348	9 670	5 023	30 041		Année	163	127	126	143
2014	T1	3 608	3 100	1 428	8 136	2014	T1	137	157	111	138
	T2	3 228	2 059	1 511	6 798		T2	136	88	121	114
	T3	2 520	2 047	1 457	6 024		T3	142	127	190	145
	T4	4 106	1 705	1 759	7 570		T4	157	100	253	151
	Année	13 462	8 911	6 155	28 528		Année	143	117	154	136
2015	T1	3 204	2 688	1 193	7 085	2015	T1	122	136	93	120
	T2	3 182	1 921	1 242	6 345		T2	134	82	99	106
	T3	2 613	1 653	969	5 235		T3	147	102	126	126
	T4	2 925	2 587	1 155	6 667		T4	112	152	166	133
	Année	11 924	8 849	4 559	25 332		Année	127	116	114	120
2016	T1	3 529	1 490	722	5 741	2016	T1	134	75	56	97

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (ONEM)

9.1.7
Licenciements collectifs

Tableau 40
Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif à partir du 1er trimestre de 2009

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	T1	1 848	20	146	2 014	2009	T1	100	100	100	100
	T2	2 705	230	133	3 068		T2	100	100	100	100
	T3	2 030	887	209	3 126		T3	100	100	100	100
	T4	2 843	646	156	3 645		T4	100	100	100	100
	Année	9 426	1 783	644	11 853		Année	100	100	100	100
2010	T1	3 758	291	4 805	8 854	2010	T1	203	1455	3291	440
	T2	591	421	120	1 132		T2	22	183	90	37
	T3	425	126	175	726		T3	21	14	84	23
	T4	870	316	269	1 455		T4	31	49	172	40
	Année	5 644	1 154	5 369	12 167		Année	60	65	834	103
2011	T1	1 065	310	524	1 899	2011	T1	58	1550	359	94
	T2	532	644	160	1 336		T2	20	280	120	44
	T3	474	340	417	1 231		T3	23	38	200	39
	T4	1 010	1 215	174	2 399		T4	36	188	112	66
	Année	3 081	2 509	1 275	6 865		Année	33	141	198	58
2012	T1	1 553	1 420	216	3 189	2012	T1	84	7100	148	158
	T2	1 919	310	96	2 325		T2	71	135	72	76
	T3	542	80	291	913		T3	27	9	139	29
	T4	7 909	469	243	8 621		T4	278	73	156	237
	Année	11 923	2 279	846	15 048		Année	126	128	131	127
2013	T1	1 106	4 698	344	6 148	2013	T1	60	23490	236	305
	T2	995	518	438	1 951		T2	37	225	329	64
	T3	868	126	146	1 140		T3	43	14	70	36
	T4	768	125	162	1 055		T4	27	19	104	29
	Année	3 737	5 467	1 090	10 294		Année	40	307	169	87
2014	T1	1 416	944	30	2 390	2014	T1	77	4720	21	119
	T2	1 358	197	2 343	3 898		T2	50	86	1762	127
	T3	219	831	138	1 188		T3	11	94	66	38
	T4	1 047	327	311	1 685		T4	37	51	199	46
	Année	4 040	2 299	2 822	9 161		Année	43	129	438	77
2015	T1	1 049	403	362	1 814	2015	T1	57	2015	248	90
	T2	574	386	149	1 109		T2	21	168	112	36
	T3	686	105	87	878		T3	34	12	42	28
	T4	755	104	314	1 173		T4	27	16	201	32
	Année	3 064	998	912	4 974		Année	33	56	142	42
2016	T1	967	130	379	1 476	2016	T1	52	650	260	73

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Licenciements collectifs - Longue série

9.1.8
Créations d'entreprises

Tableau 41
Evolution du nombre de constitutions d'entreprises dans le secteur marchand[14] à partir du 1er trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	4 465	1 579	1 331	7 376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3 904	1 438	1 266	6 611		T2	100	100	100	100
	T3	3 563	1 269	1 073	5 905		T3	100	100	100	100
	T4	4 778	1 616	1 440	7 837		T4	100	100	100	100
	Année	16 710	5 902	5 110	27 729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4 702	1 675	1 224	7 605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4 383	1 579	1 274	7 258		T2	112	110	101	110
	T3	3 836	1 238	1 038	6 129		T3	108	98	97	104
	T4	4 558	1 526	1 190	7 282		T4	95	94	83	93
	Année	17 479	6 018	4 726	28 274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4 082	1 498	1 069	6 657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3 652	1 321	1 053	6 030		T2	94	92	83	91
	T3	3 563	1 216	903	5 685		T3	100	96	84	96
	T4	4 695	1 533	1 282	7 515		T4	98	95	89	96
	Année	15 992	5 568	4 307	25 887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4 802	1 634	1 261	7 703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4 082	1 583	1 135	6 808		T2	105	110	90	103
	T3	4 123	1 373	1 065	6 563		T3	116	108	99	111
	T4	5 202	1 792	1 361	8 357		T4	109	111	95	107
	Année	18 209	6 382	4 822	29 431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5 136	1 803	1 410	8 352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4 655	1 674	1 323	7 652		T2	119	116	105	116
	T3	4 138	1 476	1 204	6 822		T3	116	116	112	116
	T4	4 979	1 848	1 422	8 253		T4	104	114	99	105
	Année	18 908	6 801	5 359	31 079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4 514	1 647	1 287	7 453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3 643	1 391	1 155	6 193		T2	93	97	91	94
	T3	3 126	1 160	984	5 272		T3	88	91	92	89
	T4	3 376	1 314	1 134	5 825		T4	71	81	79	74
	Année	14 659	5 512	4 560	24 743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3 928	1 480	1 288	6 700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3 129	1 251	1 098	5 479		T2	80	87	87	83
	T3	3 435	1 148	1 053	5 637		T3	96	90	98	95
	T4	3 807	1 480	1 425	6 712		T4	80	92	99	86
	Année	14 299	5 359	4 864	24 528		Année	86	91	95	88
2014	T1	4 135	1 561	1 331	7 029	2014	T1	93	99	100	95
	T2	3 600	1 408	1 178	6 186		T2	92	98	93	94
	T3	3 437	1 215	1 045	5 697		T3	96	96	97	96
	T4	4 168	1 479	1 302	6 949		T4	87	92	90	89
	Année	15 340	5 663	4 856	25 861		Année	92	96	95	93
2015	T1	4 251	1 554	1 242	7 047	2015	T1	95	98	93	96
	T2	3 884	1 372	1 178	6 434		T2	99	95	93	97
	T3	3 989	1 400	1 188	6 577		T3	112	110	111	111
	T4	4 859	1 681	1 362	7 902		T4	102	104	95	101
	Année	16 983	6 007	4 970	27 960		Année	102	102	97	101
2016	T1	5 151	1 743	1 446	8 346	2016	T1	115	110	109	113

Source : SPF Economie

[14] Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique : il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

9.2
Evolution des chômeurs temporaires

9.2.1
Chômeurs temporaires par Région en unités physiques

Tableau 42
Evolution du nombre de chômeurs temporaires par Région en unités physiques à partir du 1er trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	97 184	50 354	6 215	153 753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69 716	37 444	5 007	112 167		T2	100	100	100	100
	T3	61 041	34 522	3 874	99 438		T3	100	100	100	100
	T4	71 883	38 299	4 255	114 437		T4	100	100	100	100
	Année	74 956	40 155	4 838	119 949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101 974	51 667	6 381	160 021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74 597	41 352	5 009	120 958		T2	107	110	100	108
	T3	70 485	33 961	4 025	108 471		T3	115	98	104	109
	T4	96 909	47 761	4 826	149 496		T4	135	125	113	131
	Année	85 991	43 685	5 060	134 737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186 704	84 301	8 637	279 643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153 217	68 302	7 412	228 931		T2	220	182	148	204
	T3	103 057	48 219	5 791	157 067		T3	169	140	149	158
	T4	112 773	58 388	6 656	177 817		T4	157	152	156	155
	Année	138 938	64 802	7 124	210 864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164 447	82 015	9 651	256 113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104 678	55 343	7 728	167 749		T2	150	148	154	150
	T3	76 246	40 348	5 976	122 569		T3	125	117	154	123
	T4	88 493	51 436	6 784	146 713		T4	123	134	159	128
	Année	108 466	57 285	7 535	173 286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117 140	65 083	8 800	191 023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78 624	43 910	7 379	129 912		T2	113	117	147	116
	T3	71 370	38 567	6 026	115 963		T3	117	112	156	117
	T4	77 384	42 823	6 284	126 491		T4	108	112	148	111
	Année	86 129	47 596	7 122	140 847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131 133	67 190	9 233	207 555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98 535	51 166	7 926	157 626		T2	141	137	158	141
	T3	79 908	42 343	6 588	128 839		T3	131	123	170	130
	T4	92 135	52 740	6 464	151 338		T4	128	138	152	132
	Année	100 428	53 360	7 552	161 340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154 753	78 068	9 720	242 541	2013	T1	159	155	156	158
	T2	111 082	59 437	8 434	178 953		T2	159	159	168	160
	T3	70 959	40 153	6 121	117 233		T3	116	116	158	118
	T4	83 257	47 009	5 899	136 165		T4	116	123	139	119
	Année	105 013	56 167	7 544	168 723		Année	140	140	156	141
2014	T1	111 494	60 431	8 160	180 085	2014	T1	115	120	131	117
	T2	83 412	43 437	6 897	133 746		T2	120	116	138	119
	T3	70 792	36 317	5 737	112 846		T3	116	105	148	113
	T4	71 425	37 448	4 922	113 796		T4	99	98	116	99
	Année	84 281	44 408	6 429	135 118		Année	112	111	133	113
2015	T1	111 479	57 766	7 602	176 847	2015	T1	115	115	122	115
	T2	72 525	41 541	6 037	120 103		T2	104	111	121	107
	T3	56 440	30 351	4 758	91 549		T3	92	88	123	92
	T4	68 193	37 291	5 377	110 862		T4	95	97	126	97
	Année	77 159	41 737	5 943	124 840		Année	103	104	123	104
2016	T1	104 434	53 766	7 930	166 130	2016	T1	107	107	128	108

9.2.2
Chômeurs temporaires par Région en unités budgétaires

Tableau 43
Evolution du nombre de chômeurs temporaires par Région en unités budgétaires à partir du 1er trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	23 661	16 341	2 087	42 089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14 931	10 849	1 672	27 452		T2	100	100	100	100
	T3	12 372	9 549	1 455	23 376		T3	100	100	100	100
	T4	14 742	10 726	1 468	26 936		T4	100	100	100	100
	Année	16 427	11 866	1 670	29 963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22 708	15 892	2 091	40 691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15 596	11 254	1 689	28 539		T2	104	104	101	104
	T3	13 826	9 091	1 449	24 366		T3	112	95	100	104
	T4	21 221	13 063	1 642	35 926		T4	144	122	112	133
	Année	18 338	12 325	1 718	32 381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54 960	31 368	2 987	89 315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40 139	21 249	2 440	63 828		T2	269	196	146	233
	T3	24 560	14 534	1 935	41 029		T3	199	152	133	176
	T4	27 624	18 262	2 206	48 092		T4	187	170	150	179
	Année	36 821	21 353	2 392	60 566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50 973	33 122	3 481	87 577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24 027	16 583	2 419	43 029		T2	161	153	145	157
	T3	16 394	11 962	1 892	30 248		T3	133	125	130	129
	T4	19 363	15 738	2 075	37 176		T4	131	147	141	138
	Année	27 689	19 351	2 467	49 507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30 777	22 232	2 709	55 717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16 842	12 255	1 973	31 070		T2	113	113	118	113
	T3	14 141	10 699	1 746	26 586		T3	114	112	120	114
	T4	16 199	12 241	1 768	30 208		T4	110	114	120	112
	Année	19 490	14 357	2 049	35 895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34 851	23 800	2 727	61 378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20 023	13 760	2 079	35 862		T2	134	127	124	131
	T3	15 783	11 254	1 870	28 908		T3	128	118	129	124
	T4	20 917	14 941	1 841	37 699		T4	142	139	125	140
	Année	22 894	15 939	2 129	40 962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43 154	28 725	3 000	74 879	2013	T1	182	176	144	178
	T2	22 833	16 004	2 183	41 020		T2	153	148	131	149
	T3	13 841	9 839	1 653	25 333		T3	112	103	114	108
	T4	16 774	12 086	1 560	30 420		T4	114	113	106	113
	Année	24 151	16 664	2 099	42 913		Année	147	140	126	143
2014	T1	25 157	18 250	2 203	45 610	2014	T1	106	112	106	108
	T2	16 174	10 941	1 666	28 781		T2	108	101	100	105
	T3	13 149	8 890	1 464	23 503		T3	106	93	101	101
	T4	14 212	9 379	1 224	24 815		T4	96	87	83	92
	Année	17 173	11 865	1 639	30 677		Année	105	100	98	102
2015	T1	24 399	18 330	1 936	44 665	2015	T1	103	112	93	106
	T2	13 406	9 860	1 366	24 632		T2	90	91	82	90
	T3	10 333	6 966	1 173	18 472		T3	84	73	81	79
	T4	12 536	8 743	1 203	22 482		T4	85	82	82	83
	Année	15 169	10 975	1 419	27 563		Année	92	92	85	92
2016	T1	23 172	16 388	1 905	41 466	2016	T1	98	100	91	99

9.2.3
Chômeurs temporaires par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)[15]

Tableau 44
Evolution du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le type à partir du 1er trimestre de 2007

		Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres	*dont suspension employés*	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres
2007	T1	1 753 577	1 224 865	145 761	112 529	*0*	100	100	100	100
	T2	1 501 717	428 006	152 022	66 259	*0*	100	100	100	100
	T3	1 043 714	356 426	146 403	275 318	*0*	100	100	100	100
	T4	1 254 681	616 829	132 516	98 357	*0*	100	100	100	100
	Année	1 388 422	656 531	144 175	138 116	*0*	100	100	100	100
2008	T1	1 821 540	1 083 745	144 845	108 736	*0*	104	88	99	97
	T2	1 595 327	427 328	141 585	57 315	*0*	106	100	93	87
	T3	1 239 821	252 301	140 439	263 507	*0*	119	71	96	96
	T4	2 014 858	529 769	141 215	113 444	*0*	161	86	107	115
	Année	1 667 887	573 286	142 021	135 750	*0*	120	87	99	98
2009	T1	4 487 464	2 048 626	153 468	198 592	*0*	256	167	105	176
	T2	4 279 409	393 276	146 830	124 132	*0*	285	92	97	187
	T3	2 712 746	93 825	150 617	256 138	*34 499*	260	26	103	93
	T4	2 887 393	482 176	148 631	226 986	*129 453*	230	78	112	231
	Année	3 591 753	754 476	149 887	201 462	*40 988*	259	115	104	146
2010	T1	3 524 336	2 715 517	160 696	269 645	*150 496*	201	222	110	240
	T2	2 696 394	307 853	175 038	182 061	*117 689*	180	72	115	275
	T3	1 727 415	195 572	166 901	276 724	*43 761*	166	55	114	101
	T4	1 848 074	769 589	158 481	116 726	*21 410*	147	125	120	119
	Année	2 449 055	997 133	165 279	211 289	*83 339*	176	152	115	153
2011	T1	2 252 603	1 714 381	165 279	146 438	*25 224*	128	140	113	130
	T2	2 014 962	155 666	162 321	81 468	*28 633*	134	36	107	123
	T3	1 400 720	204 949	163 696	305 990	*22 100*	134	58	112	111
	T4	1 752 459	304 182	157 217	128 237	*20 785*	140	49	119	130
	Année	1 855 186	594 794	162 128	165 534	*24 185*	134	91	112	120
2012	T1	2 530 785	1 857 472	154 034	154 039	*26 935*	144	152	106	137
	T2	2 138 604	377 770	164 749	92 420	*36 566*	142	88	108	139
	T3	1 615 257	210 661	161 288	248 571	*33 776*	155	59	110	90
	T4	2 105 449	526 139	149 278	155 794	*54 396*	168	85	113	158
	Année	2 097 524	743 010	157 337	162 706	*37 918*	151	113	109	118
2013	T1	2 702 686	2 642 671	158 521	219 164	*66 135*	154	216	109	195
	T2	2 103 690	748 355	163 381	152 941	*78 885*	140	175	107	231
	T3	1 442 674	111 223	156 461	257 414	*62 560*	138	31	107	93
	T4	1 624 668	485 590	154 899	135 816	*57 333*	129	79	117	138
	Année	1 968 430	996 960	158 315	191 334	*66 228*	142	152	110	139
2014	T1	2 384 973	784 093	158 781	157 367	*61 659*	136	64	109	140
	T2	1 799 354	177 338	152 025	100 747	*54 314*	120	41	100	152
	T3	1 279 233	175 891	153 820	213 948	*36 731*	123	49	105	78
	T4	1 428 678	258 808	136 021	109 662	*34 171*	114	42	103	111
	Année	1 723 060	349 032	150 161	145 431	*46 719*	124	53	104	105
2015	T1	1 942 819	1 201 294	149 195	142 209	*45 653*	111	98	102	126
	T2	1 444 290	230 102	146 328	79 536	*38 375*	96	54	96	120
	T3	993 665	127 487	132 185	187 814	*30 087*	95	36	90	68
	T4	1 187 302	344 432	158 954	70 948	*31 080*	95	56	120	72
	Année	1 392 019	475 829	146 665	120 127	*36 299*	100	72	102	87
2016	T1	1 790 895	1 180 392	155 168	93 945	*39 236*	102	96	106	83

[15] Concernant le nombre de jours indemnisés, on reprend en principe les données après vérification. Celles-ci ne sont toutefois disponibles qu'avec un retard d'environ 6 mois. Dès lors, ce sont les données avant vérification qui sont utilisées pour la période la plus récente.

9.2.4
Chômeurs temporaires par branche d'activités (en unités budgétaires)

Tableau 45
Evolution du nombre de chômeurs temporaires par branche d'activités en unités budgétaires à partir du 1er trimestre de 2007

		Construction	Industrie	Services	Commerce, banques et assurances	Autres	Construction	Industrie	Services	Commerce, banques et assurances
2007	T1	15 465	11 487	8 416	1 131	5 589	100	100	100	100
	T2	8 300	8 895	6 143	908	3 205	100	100	100	100
	T3	7 551	6 271	5 704	864	2 988	100	100	100	100
	T4	9 701	7 202	5 902	827	3 302	100	100	100	100
	Année	10 254	8 464	6 541	933	3 771	100	100	100	100
2008	T1	14 111	10 692	9 134	1 150	5 605	91	93	109	102
	T2	8 463	9 174	6 615	895	3 392	102	103	108	99
	T3	6 819	7 701	5 938	911	2 997	90	123	104	105
	T4	9 564	13 449	7 459	1 000	4 454	99	187	126	121
	Année	9 739	10 254	7 287	989	4 112	95	121	111	106
2009	T1	23 321	33 785	17 373	1 917	12 919	151	294	206	170
	T2	10 050	30 018	13 533	1 490	8 737	121	337	220	164
	T3	6 290	18 336	9 432	1 135	5 836	83	292	165	131
	T4	10 497	19 676	10 273	1 212	6 435	108	273	174	146
	Année	12 539	25 454	12 653	1 438	8 482	122	301	193	154
2010	T1	28 992	26 660	17 335	1 845	12 744	187	232	206	163
	T2	9 026	16 869	10 348	1 193	5 593	109	190	168	131
	T3	6 984	10 069	8 008	1 011	4 175	92	161	140	117
	T4	11 708	10 885	8 562	1 022	5 000	121	151	145	123
	Année	14 178	16 121	11 063	1 268	6 878	138	190	169	136
2011	T1	21 462	13 914	11 727	2 173	6 442	139	121	139	192
	T2	9 247	10 479	6 992	1 856	2 496	111	118	114	204
	T3	9 012	7 295	6 452	1 588	2 238	119	116	113	184
	T4	10 161	9 106	6 478	1 784	2 679	105	126	110	216
	Année	12 471	10 199	7 912	1 850	3 464	122	120	121	198
2012	T1	26 605	14 788	11 806	2 600	5 578	172	129	140	230
	T2	11 067	11 570	8 015	1 940	3 271	133	130	130	214
	T3	8 859	8 736	6 951	1 728	2 633	117	139	122	200
	T4	12 391	13 730	6 510	1 914	3 154	128	191	110	231
	Année	14 730	12 206	8 321	2 045	3 659	144	144	127	219
2013	T1	34 760	18 930	12 710	3 033	5 446	225	165	151	268
	T2	14 646	12 981	8 223	2 041	3 129	176	146	134	225
	T3	7 165	8 434	6 289	1 560	1 884	95	134	110	181
	T4	11 224	9 497	5 915	1 693	2 091	116	132	100	205
	Année	16 949	12 460	8 284	2 082	3 138	165	147	127	223
2014	T1	16 678	13 118	10 014	2 338	3 461	108	114	119	207
	T2	8 926	9 722	6 393	1 733	2 007	108	109	104	191
	T3	7 834	6 802	5 882	1 430	1 556	104	108	103	166
	T4	8 563	7 877	5 145	1 467	1 764	88	109	87	177
	Année	10 500	9 380	6 859	1 742	2 197	102	111	105	187
2015	T1	19 215	10 247	9 729	2 117	3 357	124	89	116	187
	T2	8 073	7 522	5 968	1 416	1 654	97	85	97	156
	T3	5 349	5 103	5 424	937	1 659	71	81	95	108
	T4	8 119	6 591	5 131	1 286	1 354	84	92	87	155
	Année	10 189	7 366	6 563	1 439	2 006	99	87	100	154
2016	T1	17 435	9 916	9 373	1 855	2 887	113	86	111	164

9.3
Evolution des chômeurs complets indemnisés

9.3.1
CCI-DE selon le régime

Tableau 46
Evolution du nombre de CCI-DE selon le régime en unités physiques à partir du 1er trimestre de 2007

		Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total	Admis sur la base d'un travail à temps plein	Admis sur la base des études	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	DE bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total
2007	T1	327 072	118 441	20 625	0	466 138	100	100	100	-	100
	T2	312 216	113 582	19 938	11	445 747	100	100	100	-	100
	T3	313 113	121 213	20 255	41	454 622	100	100	100	-	100
	T4	298 140	112 570	18 607	105	429 422	100	100	100	-	100
	Année	312 635	116 452	19 856	39	448 982	100	100	100	-	100
2008	T1	306 893	111 082	19 068	886	437 929	94	94	92	100	94
	T2	289 331	105 517	18 182	1 048	414 077	93	93	91	100	93
	T3	294 693	111 390	18 477	1 414	425 974	94	92	91	100	94
	T4	290 854	105 621	17 536	1 438	415 450	98	94	94	100	97
	Année	295 443	108 403	18 316	1 196	423 358	95	93	92	100	94
2009	T1	320 058	108 156	18 693	1 897	448 804	98	91	91	214	96
	T2	321 459	107 314	18 687	1 892	449 353	103	94	94	181	101
	T3	331 516	115 339	19 395	1 995	468 245	106	95	96	141	103
	T4	323 677	108 961	18 693	2 122	453 453	109	97	100	148	106
	Année	324 178	109 943	18 867	1 976	454 964	104	94	95	165	101
2010	T1	342 704	110 936	19 940	2 513	476 093	105	94	97	284	102
	T2	327 330	107 651	19 213	2 717	456 911	105	95	96	259	103
	T3	326 737	113 823	19 734	2 960	463 254	104	94	97	209	102
	T4	317 062	107 460	18 997	3 060	446 579	106	95	102	213	104
	Année	328 458	109 967	19 471	2 812	460 709	105	94	98	235	103
2011	T1	328 408	107 171	20 086	3 740	459 404	100	90	97	422	99
	T2	311 657	101 005	19 328	3 925	435 915	100	89	97	375	98
	T3	315 777	109 375	19 913	4 199	449 265	101	90	98	297	99
	T4	308 800	105 101	18 936	4 226	437 062	104	93	102	294	102
	Année	316 160	105 663	19 566	4 023	445 412	101	91	99	336	99
2012	T1	323 634	104 081	20 129	4 259	452 103	99	88	98	481	97
	T2	312 900	96 673	19 943	4 229	433 746	100	85	100	404	97
	T3	318 993	101 111	20 608	4 236	444 947	102	83	102	300	98
	T4	309 818	101 790	19 010	4 208	434 827	104	90	102	293	101
	Année	316 336	100 914	19 923	4 233	441 406	101	87	100	354	98
2013	T1	332 450	103 843	20 465	4 303	461 061	102	88	99	486	99
	T2	327 996	97 705	20 705	4 381	450 788	105	86	104	418	101
	T3	335 212	99 380	21 453	4 513	460 558	107	82	106	319	101
	T4	333 048	100 302	20 827	4 557	458 733	112	89	112	317	107
	Année	332 176	100 308	20 862	4 439	457 785	106	86	105	371	102
2014	T1	356 161	99 593	22 770	4 684	483 208	109	84	110	529	104
	T2	337 102	88 603	21 820	4 765	452 289	108	78	109	455	101
	T3	342 354	89 487	22 585	4 890	459 316	109	74	112	346	101
	T4	327 864	85 900	21 021	4 970	439 755	110	76	113	346	102
	Année	340 870	90 896	22 049	4 827	458 642	109	78	111	403	102
2015	T1	349 025	67 886	22 838	5 196	444 945	107	57	111	587	95
	T2	330 266	57 501	22 086	5 363	415 216	106	51	111	512	93
	T3	327 263	54 568	22 222	6 068	410 121	105	45	110	429	90
	T4	318 153	53 998	21 175	6 120	399 446	107	48	114	426	93
	Année	331 177	58 489	22 080	5 687	417 432	106	50	111	475	93
2016	T1	330 141	54 133	22 200	6 188	412 661	101	46	108	699	89

9.3.2
CCI-DE selon la Région

Tableau 47
Evolution du nombre de CCI-DE selon la Région en unités physiques à partir du 1er trimestre de 2007

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	172 381	217 557	76 200	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	159 319	211 655	74 773	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	160 698	217 023	76 901	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	149 357	207 060	73 005	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	160 439	213 324	75 220	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	154 948	208 801	74 179	437 929	2008	T1	90	96	97	94
	T2	142 199	199 771	72 107	414 077		T2	89	94	96	93
	T3	148 124	204 485	73 365	425 974		T3	92	94	95	94
	T4	144 776	198 615	72 059	415 450		T4	97	96	99	97
	Année	147 512	202 918	72 928	423 358		Année	92	95	97	94
2009	T1	165 882	207 696	75 226	448 804	2009	T1	96	95	99	96
	T2	167 354	206 049	75 950	449 353		T2	105	97	102	101
	T3	175 749	213 434	79 062	468 245		T3	109	98	103	103
	T4	170 437	205 855	77 161	453 453		T4	114	99	106	106
	Année	169 855	208 258	76 850	454 964		Année	106	98	102	101
2010	T1	182 556	211 855	81 682	476 093	2010	T1	106	97	107	102
	T2	172 108	204 836	79 968	456 911		T2	108	97	107	103
	T3	172 387	209 278	81 590	463 254		T3	107	96	106	102
	T4	165 117	201 698	79 763	446 579		T4	111	97	109	104
	Année	173 042	206 917	80 751	460 709		Année	108	97	107	103
2011	T1	172 272	205 282	81 851	459 404	2011	T1	100	94	107	99
	T2	159 299	196 613	80 002	435 915		T2	100	93	107	98
	T3	163 819	203 722	81 724	449 265		T3	102	94	106	99
	T4	158 997	198 547	79 518	437 062		T4	106	96	109	102
	Année	163 597	201 041	80 774	445 412		Année	102	94	107	99
2012	T1	167 928	202 106	82 069	452 103	2012	T1	97	93	108	97
	T2	159 705	193 589	80 452	433 746		T2	100	91	108	97
	T3	163 015	199 887	82 045	444 947		T3	101	92	107	98
	T4	159 331	196 373	79 123	434 827		T4	107	95	108	101
	Année	162 495	197 989	80 922	441 406		Année	101	93	108	98
2013	T1	174 658	205 101	81 301	461 061	2013	T1	101	94	107	99
	T2	170 140	199 235	81 413	450 788		T2	107	94	109	101
	T3	174 538	203 735	82 285	460 558		T3	109	94	107	101
	T4	175 006	202 523	81 204	458 733		T4	117	98	111	107
	Année	173 586	202 648	81 551	457 785		Année	108	95	108	102
2014	T1	191 262	208 380	83 566	483 208	2014	T1	111	96	110	104
	T2	176 518	195 822	79 950	452 289		T2	111	93	107	101
	T3	178 641	199 556	81 119	459 316		T3	111	92	105	101
	T4	171 543	191 740	76 472	439 755		T4	115	93	105	102
	Année	179 491	198 874	80 277	458 642		Année	112	93	107	102
2015	T1	182 743	186 341	75 861	444 945	2015	T1	106	86	100	95
	T2	169 836	173 289	72 091	415 216		T2	107	82	96	93
	T3	168 638	170 447	71 035	410 121		T3	105	79	92	90
	T4	165 585	166 159	67 702	399 446		T4	111	80	93	93
	Année	171 700	174 059	71 672	417 432		Année	107	82	95	93
2016	T1	171 795	171 956	68 911	412 661	2016	T1	100	79	90	89

9.3.3
CCI-DE selon le sexe

Tableau 48
Evolution du nombre de CCI-DE selon le sexe en unités physiques à partir du 1er trimestre de 2007

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	225 640	240 498	466 138	2007	T1	100	100	100
	T2	214 680	231 066	445 747		T2	100	100	100
	T3	217 178	237 444	454 622		T3	100	100	100
	T4	208 045	221 377	429 422		T4	100	100	100
	Année	216 386	232 596	448 982		Année	100	100	100
2008	T1	214 914	223 015	437 929	2008	T1	95	93	94
	T2	201 704	212 374	414 077		T2	94	92	93
	T3	206 275	219 699	425 974		T3	95	93	94
	T4	206 063	209 387	415 450		T4	99	95	97
	Année	207 239	216 119	423 358		Année	96	93	94
2009	T1	229 931	218 873	448 804	2009	T1	102	91	96
	T2	232 250	217 102	449 353		T2	108	94	101
	T3	241 674	226 571	468 245		T3	111	95	103
	T4	236 769	216 684	453 453		T4	114	98	106
	Année	235 156	219 808	454 964		Année	109	95	101
2010	T1	251 046	225 047	476 093	2010	T1	111	94	102
	T2	238 964	217 947	456 911		T2	111	94	103
	T3	239 421	223 833	463 254		T3	110	94	102
	T4	231 898	214 680	446 579		T4	111	97	104
	Année	240 332	220 377	460 709		Année	111	95	103
2011	T1	239 755	219 649	459 404	2011	T1	106	91	99
	T2	225 768	210 147	435 915		T2	105	91	98
	T3	231 256	218 008	449 265		T3	106	92	99
	T4	226 404	210 658	437 062		T4	109	95	102
	Année	230 796	214 616	445 412		Année	107	92	99
2012	T1	237 296	214 807	452 103	2012	T1	105	89	97
	T2	227 289	206 457	433 746		T2	106	89	97
	T3	231 702	213 245	444 947		T3	107	90	98
	T4	229 990	204 837	434 827		T4	111	93	101
	Année	231 569	209 836	441 406		Année	107	90	98
2013	T1	248 783	212 277	461 061	2013	T1	110	88	99
	T2	242 533	208 254	450 788		T2	113	90	101
	T3	245 779	214 778	460 558		T3	113	90	101
	T4	246 432	212 300	458 733		T4	118	96	107
	Année	245 882	211 903	457 785		Année	114	91	102
2014	T1	263 618	219 590	483 208	2014	T1	117	91	104
	T2	246 192	206 098	452 289		T2	115	89	101
	T3	247 785	211 531	459 316		T3	114	89	101
	T4	238 342	201 413	439 755		T4	115	91	102
	Année	248 984	209 658	458 642		Année	115	90	102
2015	T1	246 207	198 738	444 945	2015	T1	109	83	95
	T2	229 195	186 021	415 216		T2	107	81	93
	T3	225 189	184 931	410 121		T3	104	78	90
	T4	219 859	179 587	399 446		T4	106	81	93
	Année	230 113	187 319	417 432		Année	106	81	93
2016	T1	230 063	182 598	412 661	2016	T1	102	76	89

9.3.4
CCI-DE selon la classe d'âge

Tableau 49
Evolution du nombre de CCI-DE selon la classe d'âge en unités physiques à partir du 1er trimestre de 2007

		< 25 ans	25 – 49 ans	50 ans ou plus	Total			< 25 ans	25 – 49 ans	50 ans ou plus	Total
2007	T1	65 548	301 684	98 906	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	61 332	284 715	99 700	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	66 695	286 518	101 409	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	60 403	268 214	100 805	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	63 494	285 283	100 205	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	60 249	274 011	103 669	437 929	2008	T1	92	91	105	94
	T2	56 209	256 212	101 656	414 077		T2	92	90	102	93
	T3	61 542	261 814	102 618	425 974		T3	92	91	101	94
	T4	58 568	253 902	102 980	415 450		T4	97	95	102	97
	Année	59 142	261 485	102 731	423 358		Année	93	92	103	94
2009	T1	64 101	276 531	108 172	448 804	2009	T1	98	92	109	96
	T2	64 622	275 557	109 174	449 353		T2	105	97	110	101
	T3	70 895	285 288	112 061	468 245		T3	106	100	111	103
	T4	65 973	275 030	112 450	453 453		T4	109	103	112	106
	Année	66 398	278 102	110 464	454 964		Année	105	97	110	101
2010	T1	67 732	290 858	117 503	476 093	2010	T1	103	96	119	102
	T2	63 420	277 018	116 473	456 911		T2	103	97	117	103
	T3	67 145	278 971	117 138	463 254		T3	101	97	116	102
	T4	61 554	268 498	116 526	446 579		T4	102	100	116	104
	Année	64 963	278 836	116 910	460 709		Année	102	98	117	103
2011	T1	61 169	278 715	119 521	459 404	2011	T1	93	92	121	99
	T2	55 946	262 044	117 924	435 915		T2	91	92	118	98
	T3	62 254	268 162	118 849	449 265		T3	93	94	117	99
	T4	58 852	260 182	118 028	437 062		T4	97	97	117	102
	Année	59 555	267 276	118 580	445 412		Année	94	94	118	99
2012	T1	59 008	273 184	119 911	452 103	2012	T1	90	91	121	97
	T2	52 746	262 778	118 222	433 746		T2	86	92	119	97
	T3	56 417	270 031	118 499	444 947		T3	85	94	117	98
	T4	58 357	260 840	115 630	434 827		T4	97	97	115	101
	Année	56 632	266 708	118 065	441 406		Année	89	93	118	98
2013	T1	62 358	281 166	117 537	461 061	2013	T1	95	93	119	99
	T2	57 193	273 905	119 690	450 788		T2	93	96	120	101
	T3	58 457	279 166	122 935	460 558		T3	88	97	121	101
	T4	60 332	273 364	125 037	458 733		T4	100	102	124	107
	Année	59 585	276 900	121 300	457 785		Année	94	97	121	102
2014	T1	62 134	290 735	130 338	483 208	2014	T1	95	96	132	104
	T2	52 721	270 379	129 189	452 289		T2	86	95	130	101
	T3	52 293	275 531	131 492	459 316		T3	78	96	130	101
	T4	50 627	258 696	130 431	439 755		T4	84	96	129	102
	Année	54 444	273 835	130 363	458 642		Année	86	96	130	102
2015	T1	50 693	259 045	135 207	444 945	2015	T1	77	86	137	95
	T2	43 020	241 074	131 122	415 216		T2	70	85	132	93
	T3	41 579	237 538	131 004	410 121		T3	62	83	129	90
	T4	41 851	229 587	128 008	399 446		T4	69	86	127	93
	Année	44 286	241 811	131 335	417 432		Année	70	85	131	93
2016	T1	42 865	240 586	129 211	412 661	2016	T1	65	80	131	89

9.3.5
CCI-DE selon la durée du chômage

Tableau 50
Evolution du nombre de CCI-DE selon la durée du chômage en unités physiques à partir du 1er trimestre de 2007

		< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total			< 1 an	1 à < 2 ans	2 ans ou plus	Total
2007	T1	147 851	74 983	243 304	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	134 250	72 018	239 479	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	142 885	72 619	239 118	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	136 776	66 577	226 068	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	140 440	71 549	236 992	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	147 214	67 592	223 123	437 929	2008	T1	100	90	92	94
	T2	133 576	65 076	215 426	414 077		T2	99	90	90	93
	T3	143 161	67 641	215 173	425 974		T3	100	93	90	94
	T4	144 638	65 013	205 798	415 450		T4	106	98	91	97
	Année	142 147	66 330	214 880	423 357		Année	101	93	91	94
2009	T1	170 452	70 843	207 509	448 804	2009	T1	115	94	85	96
	T2	170 691	72 628	206 034	449 353		T2	127	101	86	101
	T3	178 955	79 765	209 524	468 245		T3	125	110	88	103
	T4	169 562	80 309	203 582	453 453		T4	124	121	90	106
	Année	172 415	75 886	206 662	454 964		Année	123	106	87	101
2010	T1	176 008	90 766	209 319	476 093	2010	T1	119	121	86	102
	T2	158 555	90 613	207 743	456 911		T2	118	126	87	103
	T3	159 582	91 987	211 684	463 254		T3	112	127	89	102
	T4	154 967	83 693	207 918	446 579		T4	113	126	92	104
	Année	162 278	89 265	209 166	460 709		Année	116	125	88	103
2011	T1	163 822	83 038	212 544	459 404	2011	T1	111	111	87	99
	T2	149 206	77 571	209 138	435 915		T2	111	108	87	98
	T3	157 383	78 879	213 003	449 265		T3	110	109	89	99
	T4	156 397	74 183	206 482	437 062		T4	114	111	91	102
	Année	156 702	78 418	210 292	445 412		Année	112	110	89	99
2012	T1	168 427	76 710	206 965	452 103	2012	T1	114	102	85	97
	T2	153 511	76 052	204 183	433 746		T2	114	106	85	97
	T3	157 719	80 589	206 639	444 947		T3	110	111	86	98
	T4	159 055	77 224	198 548	434 827		T4	116	116	88	101
	Année	159 678	77 644	204 084	441 406		Année	114	109	86	98
2013	T1	178 956	82 009	200 096	461 061	2013	T1	121	109	82	99
	T2	170 385	79 225	201 178	450 788		T2	127	110	84	101
	T3	170 560	84 121	205 877	460 558		T3	119	116	86	101
	T4	173 307	82 966	202 459	458 733		T4	127	125	90	107
	Année	173 302	82 080	202 402	457 785		Année	123	115	85	102
2014	T1	188 684	88 585	205 939	483 208	2014	T1	128	118	85	104
	T2	166 514	84 626	201 150	452 289		T2	124	118	84	101
	T3	166 289	87 422	205 604	459 316		T3	116	120	86	101
	T4	156 949	81 759	201 047	439 755		T4	115	123	89	102
	Année	169 609	85 598	203 435	458 642		Année	121	120	86	102
2015	T1	165 442	83 389	196 114	444 945	2015	T1	112	111	81	95
	T2	148 404	76 391	190 421	415 216		T2	111	106	80	93
	T3	143 225	76 054	190 841	410 121		T3	100	105	80	90
	T4	142 466	71 159	185 821	399 446		T4	104	107	82	93
	Année	149 884	76 748	190 799	417 432		Année	107	107	81	93
2016	T1	152 973	72 909	186 780	412 661	2016	T1	103	97	77	89

9.3.6
CCI-DE selon la catégorie familiale

Tableau 51
Evolution du nombre de CCI-DE selon la catégorie familiale en unités physiques à partir du 1er trimestre de 2007

		Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total			Chefs de ménage	Isolés	Cohabitants	Total
2007	T1	161 929	110 226	193 829	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	156 841	105 518	183 253	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	157 406	106 575	190 527	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	149 040	102 918	177 323	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	156 304	106 309	186 233	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	149 838	105 449	182 483	437 929	2008	T1	93	96	94	94
	T2	143 361	100 096	170 511	414 077		T2	91	95	93	93
	T3	145 397	100 797	179 645	425 974		T3	92	95	94	94
	T4	140 942	100 131	174 212	415 450		T4	95	97	98	97
	Année	144 884	101 619	176 713	423 357		Année	93	96	95	94
2009	T1	147 093	108 152	193 433	448 804	2009	T1	91	98	100	96
	T2	147 072	108 437	193 677	449 353		T2	94	103	106	101
	T3	150 441	111 827	205 854	468 245		T3	96	105	108	103
	T4	145 065	110 426	197 797	453 453		T4	97	107	112	106
	Année	147 418	109 710	197 690	454 964		Année	94	103	106	101
2010	T1	149 542	117 051	209 333	476 093	2010	T1	92	106	108	102
	T2	145 942	112 617	198 217	456 911		T2	93	107	108	103
	T3	147 438	112 682	203 100	463 254		T3	94	106	107	102
	T4	142 224	110 736	193 612	446 579		T4	95	108	109	104
	Année	146 286	113 272	201 065	460 709		Année	94	107	108	103
2011	T1	144 698	114 215	200 486	459 404	2011	T1	89	104	103	99
	T2	140 040	108 634	187 235	435 915		T2	89	103	102	98
	T3	142 581	109 706	196 974	449 265		T3	91	103	103	99
	T4	137 347	107 899	191 813	437 062		T4	92	105	108	102
	Année	141 167	110 113	194 127	445 412		Année	90	104	104	99
2012	T1	139 292	112 467	200 339	452 103	2012	T1	86	102	103	97
	T2	135 594	108 697	189 455	433 746		T2	86	103	103	97
	T3	137 822	109 589	197 537	444 947		T3	88	103	104	98
	T4	132 245	106 317	195 567	434 827		T4	89	103	110	101
	Année	136 238	109 267	195 724	441 406		Année	87	103	105	98
2013	T1	136 049	112 680	211 633	461 061	2013	T1	84	102	109	99
	T2	134 632	110 937	205 108	450 788		T2	86	105	112	101
	T3	136 573	111 950	212 007	460 558		T3	87	105	111	101
	T4	133 312	111 270	214 134	458 733		T4	89	108	121	107
	Année	135 141	111 709	210 720	457 785		Année	86	105	113	102
2014	T1	136 611	117 114	229 472	483 208	2014	T1	84	106	118	104
	T2	131 401	110 555	210 330	452 289		T2	84	105	115	101
	T3	132 737	110 896	215 682	459 316		T3	84	104	113	101
	T4	126 034	106 577	207 143	439 755		T4	85	104	117	102
	Année	131 696	111 286	215 657	458 642		Année	84	105	116	102
2015	T1	123 843	109 385	211 712	444 945	2015	T1	76	99	109	95
	T2	118 833	102 673	193 700	415 216		T2	76	97	106	93
	T3	118 074	100 043	191 994	410 121		T3	75	94	101	90
	T4	113 882	98 110	187 440	399 446		T4	76	95	106	93
	Année	118 658	102 553	196 212	417 432		Année	76	96	105	93
2016	T1	116 625	101 668	194 345	412 661	2016	T1	72	92	100	89

9.3.7
CCI-NDE selon le régime

Tableau 52
Evolution du nombre de CCI-NDE selon le régime en unités physiques à partir du 1er trimestre de 2007

		Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour raisons sociales ou familiales ou en raison d'une situation d'aidant proche	RCC avec dispense d'IDE	Total	Après un emploi à temps partiel volontaire	Chômeurs âgés dispensés après des prestations à temps plein	Dispense pour raisons sociales ou familiales ou en raison d'une situation d'aidant proche	RCC avec dispense d'IDE	Total
2007	T1	9 239	110 997	10 251	113 508	243 995	100	100	100	100	100
	T2	9 187	108 729	10 834	113 450	242 200	100	100	100	100	100
	T3	10 037	105 984	11 095	113 712	240 828	100	100	100	100	100
	T4	9 121	106 044	10 888	113 646	239 700	100	100	100	100	100
	Année	9 396	107 939	10 767	113 579	241 680	100	100	100	100	100
2008	T1	9 011	103 241	11 107	114 384	237 742	98	93	108	101	97
	T2	8 913	101 582	11 195	113 949	235 639	97	93	103	100	97
	T3	9 927	100 054	11 198	114 319	235 498	99	94	101	101	98
	T4	8 712	98 498	10 889	113 952	232 050	96	93	100	100	97
	Année	9 141	100 844	11 097	114 151	235 232	97	93	103	101	97
2009	T1	8 773	96 410	11 148	114 804	231 135	95	87	109	101	95
	T2	8 706	95 074	10 824	114 929	229 533	95	87	100	101	95
	T3	9 886	94 094	10 721	115 853	230 553	98	89	97	102	96
	T4	8 907	93 626	10 268	116 622	229 423	98	88	94	103	96
	Année	9 068	94 801	10 740	115 552	230 161	97	88	100	102	95
2010	T1	8 833	91 491	10 283	117 944	228 550	96	82	100	104	94
	T2	8 683	89 455	10 004	117 699	225 841	95	82	92	104	93
	T3	9 645	88 105	9 823	117 399	224 973	96	83	89	103	93
	T4	8 518	87 721	9 333	116 995	222 566	93	83	86	103	93
	Année	8 920	89 193	9 861	117 509	225 483	95	83	92	103	93
2011	T1	8 510	85 400	9 432	117 597	220 938	92	77	92	104	91
	T2	8 299	83 392	9 096	115 804	216 591	90	77	84	102	89
	T3	9 241	82 143	8 919	114 293	214 596	92	78	80	101	89
	T4	8 144	81 374	8 514	113 089	211 121	89	77	78	100	88
	Année	8 549	83 077	8 990	115 196	215 812	91	77	84	101	89
2012	T1	8 073	78 906	8 538	112 690	208 207	87	71	83	99	85
	T2	7 982	77 073	8 470	111 249	204 774	87	71	78	98	85
	T3	8 946	75 917	8 304	110 183	203 350	89	72	75	97	84
	T4	7 962	76 360	7 770	109 114	201 206	87	72	71	96	84
	Année	8 241	77 064	8 270	110 809	204 384	88	71	77	98	85
2013	T1	8 086	76 370	7 881	109 260	201 598	88	69	77	96	83
	T2	7 696	72 253	7 747	107 392	195 088	84	66	72	95	81
	T3	8 443	68 757	7 608	105 990	190 798	84	65	69	93	79
	T4	7 330	65 968	7 326	104 991	185 615	80	62	67	92	77
	Année	7 889	70 837	7 641	106 908	193 275	84	66	71	94	80
2014	T1	7 185	62 760	7 340	105 301	182 586	78	57	72	93	75
	T2	6 932	59 696	7 076	103 015	176 718	75	55	65	91	73
	T3	7 784	56 766	6 896	101 103	172 549	78	54	62	89	72
	T4	6 588	54 316	6 320	99 800	167 024	72	51	58	88	70
	Année	7 122	58 385	6 908	102 305	174 719	76	54	64	90	72
2015	T1	6 337	50 534	3 582	99 532	159 986	69	46	35	88	66
	T2	5 997	49 814	2 131	97 054	154 997	65	46	20	86	64
	T3	6 701	47 968	1 498	94 899	151 067	67	45	14	83	63
	T4	5 644	48 080	891	93 217	147 831	62	45	8	82	62
	Année	6 170	49 099	2 026	96 176	153 470	66	45	19	85	64
2016	T1	5 546	47 505	692	91 789	145 531	60	43	7	81	60

9.3.8
DEI-NI selon le régime

Tableau 53
Evolution du nombre de DEI-NI selon la forme d'inscription à partir du 1er trimestre de 2007

		Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obliga-toirement	DE inscrits librement	Total			Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obliga-toirement	DE inscrits librement	Total
2007	T1	38 729	32 318	35 503	106 550	2007	T1	100	100	100	100
	T2	26 807	31 016	33 421	91 244		T2	100	100	100	100
	T3	49 852	29 496	35 550	114 898		T3	100	100	100	100
	T4	41 013	30 937	35 386	107 335		T4	100	100	100	100
	Année	39 100	30 942	34 965	105 007		Année	100	100	100	100
2008	T1	35 572	32 022	35 498	103 092	2008	T1	92	99	100	97
	T2	25 666	32 697	34 049	92 411		T2	96	105	102	101
	T3	46 687	30 964	35 410	113 062		T3	94	105	100	98
	T4	39 768	32 270	37 731	109 770		T4	97	104	107	102
	Année	36 924	31 988	35 672	104 584		Année	94	103	102	100
2009	T1	37 773	32 754	39 895	110 423	2009	T1	98	101	112	104
	T2	28 901	31 219	41 049	101 170		T2	108	101	123	111
	T3	51 341	30 947	44 145	126 432		T3	103	105	124	110
	T4	45 050	31 406	45 021	121 477		T4	110	102	127	113
	Année	40 766	31 582	42 528	114 875		Année	104	102	122	109
2010	T1	41 156	33 441	46 346	120 943	2010	T1	106	103	131	114
	T2	29 648	34 397	45 945	109 989		T2	111	111	137	121
	T3	51 948	35 454	50 115	137 516		T3	104	120	141	120
	T4	43 824	36 027	48 203	128 054		T4	107	116	136	119
	Année	41 644	34 830	47 652	124 126		Année	107	113	136	118
2011	T1	38 260	37 014	49 610	124 884	2011	T1	99	115	140	117
	T2	27 920	36 212	48 323	112 454		T2	104	117	145	123
	T3	48 688	36 926	49 257	134 871		T3	98	125	139	117
	T4	42 002	37 015	50 305	129 322		T4	102	120	142	120
	Année	39 217	36 792	49 374	125 383		Année	100	119	141	119
2012	T1	40 624	37 966	52 793	131 383	2012	T1	105	117	149	123
	T2	36 474	36 810	50 275	123 560		T2	136	119	150	135
	T3	56 844	37 648	53 560	148 052		T3	114	128	151	129
	T4	47 777	37 728	55 277	140 782		T4	116	122	156	131
	Année	45 430	37 538	52 976	135 944		Année	116	121	152	129
2013	T1	42 238	38 721	56 979	137 938	2013	T1	109	120	160	129
	T2	37 394	38 035	55 675	131 103		T2	139	123	167	144
	T3	58 541	39 140	57 739	155 420		T3	117	133	162	135
	T4	48 991	39 345	59 049	147 385		T4	119	127	167	137
	Année	46 791	38 810	57 360	142 962		Année	120	125	164	136
2014	T1	43 519	40 467	62 839	146 825	2014	T1	112	125	177	138
	T2	36 725	40 930	59 638	137 292		T2	137	132	178	150
	T3	59 326	42 147	59 956	161 429		T3	119	143	169	140
	T4	50 302	43 683	61 697	155 682		T4	123	141	174	145
	Année	47 468	41 807	61 033	150 307		Année	121	135	175	143
2015	T1	43 664	49 001	68 469	161 134	2015	T1	113	152	193	151
	T2	36 474	48 493	66 973	151 940		T2	136	156	200	167
	T3	55 789	48 832	67 593	172 214		T3	112	166	190	150
	T4	49 117	49 549	70 949	169 615		T4	120	160	201	158
	Année	46 261	48 969	68 496	163 726		Année	118	158	196	156
2016	T1	44 647	48 880	71 878	165 405	2016	T1	115	151	202	155

Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

9.4
Evolution des mesures pour l'emploi

9.4.1
Paiements dans le cadre des mesures pour l'emploi

Tableau 54
Evolution du nombre de paiements dans le cadre des mesures pour l'emploi à partir du 1er trimestre de 2007

		Travailleurs à temps partiel	Formations	Activa	Programme de transition professionnelle	SINE	Complément de reprise du travail	Dispense ALE	Autres	Total
2007	T1	47 370	40 254	36 796	5 717	7 974	1 307	520	3 603	143 540
	T2	49 777	40 069	39 245	6 197	8 833	1 307	541	4 367	150 335
	T3	46 673	31 990	39 918	4 974	9 075	1 347	532	4 931	139 441
	T4	46 243	42 661	39 925	6 104	8 970	1 350	481	5 521	151 256
	Année	47 516	38 744	38 971	5 748	8 713	1 328	519	4 605	146 143
2008	T1	49 663	41 623	42 285	6 118	10 370	1 389	561	6 188	158 197
	T2	48 648	38 987	40 989	6 032	10 201	1 410	507	7 164	153 938
	T3	45 893	31 973	39 265	4 860	10 123	1 457	473	7 441	141 485
	T4	47 801	40 655	38 168	6 011	10 155	1 469	463	7 975	152 697
	Année	48 001	38 310	40 177	5 755	10 212	1 431	501	7 192	151 579
2009	T1	52 293	39 135	39 086	6 138	11 564	1 482	537	8 155	158 389
	T2	51 753	37 608	35 224	5 978	10 938	1 443	714	8 625	152 284
	T3	48 411	34 393	32 489	4 798	10 787	1 470	1 046	9 067	142 460
	T4	50 631	44 196	31 946	5 859	11 083	1 466	1 356	10 271	156 808
	Année	50 772	38 833	34 686	5 693	11 093	1 465	913	9 029	152 485
2010	T1	54 078	42 640	33 320	5 770	12 247	1 471	1 803	11 036	162 365
	T2	54 474	41 512	42 146	5 567	11 761	1 401	1 894	12 533	171 287
	T3	49 372	35 695	49 695	4 140	11 168	1 416	1 751	13 521	166 758
	T4	52 497	44 531	58 963	5 374	11 329	1 412	1 720	15 150	190 976
	Année	52 605	41 094	46 031	5 213	11 626	1 425	1 792	13 060	172 846
2011	T1	54 457	41 622	68 722	5 319	11 906	1 397	1 752	15 792	200 968
	T2	53 122	40 433	72 887	5 219	11 250	1 334	1 664	16 969	202 878
	T3	49 898	36 184	75 256	3 912	11 234	1 373	1 553	17 831	197 240
	T4	52 580	43 246	80 859	5 150	11 209	1 339	1 639	18 994	215 016
	Année	52 514	40 371	74 431	4 900	11 400	1 361	1 652	17 396	204 025
2012	T1	52 518	40 804	76 684	5 027	11 320	1 349	1 732	19 016	208 450
	T2	54 089	41 190	63 654	5 230	11 077	1 333	1 681	20 448	198 702
	T3	50 173	36 649	50 978	4 023	11 043	1 384	1 607	20 446	176 304
	T4	50 081	44 288	39 450	5 104	10 373	1 334	1 392	20 554	172 576
	Année	51 715	40 733	57 692	4 846	10 953	1 350	1 603	20 116	189 008
2013	T1	52 619	43 540	33 380	5 131	11 196	1 341	1 420	20 450	169 077
	T2	53 964	43 245	32 719	5 236	11 200	1 324	1 390	19 838	168 916
	T3	49 341	38 071	31 759	3 981	10 740	1 399	1 201	18 744	155 236
	T4	51 135	47 774	33 664	5 089	10 367	1 414	1 165	18 497	169 105
	Année	51 765	43 157	32 880	4 859	10 876	1 369	1 294	19 382	165 583
2014	T1	54 332	47 503	34 328	5 022	11 163	1 434	1 306	17 666	172 754
	T2	52 757	46 076	34 890	4 965	10 632	1 434	1 208	17 387	169 349
	T3	48 858	41 389	35 879	3 758	10 683	1 496	1 215	16 882	160 161
	T4	48 550	48 979	35 614	4 886	9 776	1 468	1 180	16 495	166 948
	Année	51 124	45 987	35 178	4 658	10 563	1 458	1 227	17 108	167 303
2015	T1	49 869	48 184	38 006	5 018	11 184	1 426	1 186	15 791	170 664
	T2	46 976	46 411	37 843	4 915	10 775	1 375	1 149	15 413	164 857
	T3	39 554	40 072	36 776	3 263	9 973	1 421	906	15 070	147 035
	T4	42 463	47 021	38 401	3 670	10 245	1 449	918	15 035	159 203
	Année	44 716	45 422	37 756	4 217	10 544	1 418	1 040	15 327	160 440
2016	T1	42 865	43 109	39 354	3 505	10 939	1 466	921	14 612	156 770

9.4.2
Titres-services

Tableau 55
Evolution des titres-services : le nombre d'utilisateurs actifs[16], d'entreprises agréées[16], de titres achetés et de titres utilisés dans la période 2007-2015

		Utilisateurs actifs	Entreprises agréées	Titres achetés	Titres utilisés			Utilisateurs actifs	Entreprises agréées	Titres achetés	Titres utilisés
2007	T1	466 058	1 542	12 055 919	11 303 425	2007	T1	100	100	100	100
	T2	512 784	1 503	13 364 145	11 767 142		T2	100	100	100	100
	T3	561 107	1 592	12 353 159	11 676 668		T3	100	100	100	100
	T4	602 562	1 720	15 680 106	14 440 264		T4	100	100	100	100
	Année	535 628	1 589	53 453 329	49 187 499		Année	100	100	100	100
2008	T1	644 735	1 877	16 120 176	14 462 760	2008	T1	138	122	134	128
	T2	689 358	1 966	18 747 064	16 472 740		T2	134	131	140	140
	T3	736 236	2 050	15 007 807	15 996 346		T3	131	129	121	137
	T4	778 252	2 130	24 118 275	18 511 620		T4	129	124	154	128
	Année	712 145	2 006	73 993 322	65 443 466		Année	133	126	138	133
2009	T1	580 848	2 245	15 464 017	17 871 138	2009	T1	125	146	128	158
	T2	609 899	2 340	20 021 865	20 313 446		T2	119	156	150	173
	T3	645 207	2 406	19 844 585	19 115 256		T3	115	151	161	164
	T4	665 884	2 499	23 343 362	21 655 242		T4	111	145	149	150
	Année	625 460	2 373	78 673 829	78 955 082		Année	117	149	147	161
2010	T1	694 406	2 547	24 126 476	22 818 952	2010	T1	149	165	200	202
	T2	716 689	2 541	24 586 335	24 339 600		T2	140	169	184	207
	T3	739 873	2 618	22 639 992	21 813 688		T3	132	164	183	187
	T4	760 702	2 664	25 829 556	25 858 583		T4	126	155	165	179
	Année	727 918	2 593	97 182 359	94 830 823		Année	136	163	182	193
2011	T1	782 712	2 692	27 248 629	25 668 820	2011	T1	168	175	226	227
	T2	800 156	2 722	27 456 383	26 704 912		T2	156	181	205	227
	T3	816 484	2 731	24 932 419	23 986 117		T3	146	172	202	205
	T4	834 959	2 754	29 464 283	28 913 152		T4	139	160	188	200
	Année	808 578	2 725	109 101 714	105 273 001		Année	151	171	204	214
2012	T1	850 072	2 745	29 280 817	28 142 376	2012	T1	182	178	243	249
	T2	861 636	2 709	29 320 149	28 633 310		T2	168	180	219	243
	T3	880 885	2 743	26 892 825	26 961 569		T3	157	172	218	231
	T4	899 558	2 711	37 457 909	30 641 710		T4	149	158	239	212
	Année	873 038	2 727	122 951 700	114 378 965		Année	163	172	230	233
2013	T1	908 379	2 693	22 553 027	30 516 244	2013	T1	195	175	187	270
	T2	918 573	2 581	31 981 153	31 245 301		T2	179	172	239	266
	T3	933 650	2 512	28 332 600	27 887 612		T3	166	158	229	239
	T4	950 918	2 448	39 722 141	31 657 770		T4	158	142	253	219
	Année	927 880	2 559	122 588 921	121 306 927		Année	173	161	229	247
2014	T1	964 874	2 362	24 260 169	30 607 293	2014	T1	207	153	201	271
	T2	967 355	2 283	31 822 559	31 951 088		T2	189	152	238	272
	T3	975 873	2 228	28 249 709	26 887 746		T3	174	140	229	230
	T4	975 408	2 169	31 814 119	30 804 419		T4	162	126	203	213
	Année	970 878	2 261	116 146 556	120 250 546		Année	181	142	217	244
2015	T1	989 998	2 087	32 724 165	32 774 331	2015	T1	212	135	271	290
	T2	992 721	1 998	31 972 764	31 039 107		T2	194	133	239	264
	T3	1007 308	1 976	28 519 525	28 370 418		T3	180	124	231	243
	T4	1021 208	1 947	32 750 853	32 812 900		T4	169	113	209	227
	Année	1002 809	2 002	125 967 307	124 996 756		Année	187	126	236	254

[16] Situation à la fin du trimestre

9.5
Evolution de l'interruption de carrière, du crédit-temps et des congés thématiques

Tableau 56
Evolution du nombre d'allocataires en interruption de carrière, en crédit-temps et en congé thématique à partir du 1er trimestre de 2007

		Interruption de carrière	Crédit-temps	Congés thématiques	Total			Interruption de carrière	Crédit-temps	Congés thématiques	Total
2007	T1	71 457	108 930	39 312	219 699	2007	T1	100	100	100	100
	T2	71 849	110 997	39 868	222 714		T2	100	100	100	100
	T3	71 564	112 509	40 530	224 604		T3	100	100	100	100
	T4	72 256	114 234	39 769	226 259		T4	100	100	100	100
	Année	71 781	111 668	39 870	223 319		Année	100	100	100	100
2008	T1	72 566	117 647	43 681	233 894	2008	T1	102	108	111	106
	T2	73 045	118 985	44 635	236 666		T2	102	107	112	106
	T3	71 674	119 172	44 936	235 782		T3	100	106	111	105
	T4	72 256	119 624	44 491	236 372		T4	100	105	112	104
	Année	72 385	118 857	44 436	235 678		Année	101	106	111	106
2009	T1	71 877	122 824	48 435	243 135	2009	T1	101	113	123	111
	T2	72 601	127 226	51 630	251 457		T2	101	115	130	113
	T3	71 870	129 829	54 951	256 650		T3	100	115	136	114
	T4	72 647	131 104	54 721	258 473		T4	101	115	138	114
	Année	72 249	127 746	52 434	252 429		Année	101	114	132	113
2010	T1	72 053	132 058	59 547	263 658	2010	T1	101	121	151	120
	T2	72 578	132 678	61 476	266 733		T2	101	120	154	120
	T3	71 587	131 694	62 670	265 950		T3	100	117	155	118
	T4	72 616	132 844	60 498	265 959		T4	100	116	152	118
	Année	72 208	132 319	61 048	265 575		Année	101	118	153	119
2011	T1	71 644	134 375	64 222	270 240	2011	T1	100	123	163	123
	T2	72 253	135 540	63 875	271 668		T2	101	122	160	122
	T3	71 770	136 022	63 465	271 257		T3	100	121	157	121
	T4	74 263	137 208	60 523	271 994		T4	103	120	152	120
	Année	72 482	135 786	63 021	271 290		Année	101	122	158	121
2012	T1	74 223	139 339	63 437	276 998	2012	T1	104	128	161	126
	T2	74 240	137 761	62 126	274 127		T2	103	124	156	123
	T3	71 810	135 077	62 771	269 658		T3	100	120	155	120
	T4	72 395	133 389	61 503	267 287		T4	100	117	155	118
	Année	73 167	136 391	62 459	272 018		Année	102	122	157	122
2013	T1	70 453	132 981	65 980	269 414	2013	T1	99	122	168	123
	T2	70 233	133 149	66 780	270 162		T2	98	120	168	121
	T3	68 879	132 356	68 454	269 689		T3	96	118	169	120
	T4	69 737	132 425	66 682	268 844		T4	97	116	168	119
	Année	69 826	132 728	66 974	269 527		Année	97	119	168	121
2014	T1	68 952	133 088	71 442	273 482	2014	T1	96	122	182	124
	T2	68 718	133 564	73 231	275 513		T2	96	120	184	124
	T3	67 511	133 295	75 653	276 459		T3	94	118	187	123
	T4	69 490	138 378	71 881	279 749		T4	96	121	181	124
	Année	68 668	134 581	73 052	276 301		Année	96	121	183	124
2015	T1	70 725	146 519	73 647	290 891	2015	T1	99	135	187	132
	T2	70 899	145 863	74 234	290 996		T2	99	131	186	131
	T3	69 878	142 499	76 615	288 992		T3	98	127	189	129
	T4	70 873	138 662	72 008	281 543		T4	98	121	181	124
	Année	70 594	143 386	74 126	288 106		Année	98	128	186	129
2016	T1	70 025	134 285	75 651	279 961	2016	T1	98	123	192	127

9.6
Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut unique

Tableau 57
Evolution du nombre mensuel moyen de paiements de primes de crise, allocations de licenciement et des indemnités en compensation du licenciement à partir du 1er trimestre de 2010

		Unités physiques						Dépenses (en milliers EUR)			
		Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement payées en plusieurs fois	Indemnités en compensation du licenciement payées en 1 fois			Primes de crise	Allocations de licenciement	Indemnités en compensation du licenciement	Total
2010	T1	209	-	-	-	2010	T1	683,1	-	-	683,1
	T2	2 793	-	-	-		T2	9 381,9	-	-	9 381,9
	T3	2 658	-	-	-		T3	9 206,2	-	-	9 206,2
	T4	3 436	-	-	-		T4	11 713,5	-	-	11 713,5
	Année	2 274	-	-	-		Année	30 984,8	-	-	30 984,8
2011	T1	3 763	-	-	-	2011	T1	12 486,9	-	-	12 486,9
	T2	3 683	-	-	-		T2	12 476,0	-	-	12 476,0
	T3	2 962	-	-	-		T3	9 927,2	-	-	9 927,2
	T4	3 689	-	-	-		T4	12 615,8	-	-	12 615,8
	Année	3 524	-	-	-		Année	47 505,9	-	-	47 505,9
2012	T1	2 923	744	-	-	2012	T1	9 720,5	3 398,9	-	13 119,5
	T2	728	2 857	-	-		T2	2 267,9	12 774,4	-	15 042,3
	T3	265	2 712	-	-		T3	747,7	12 385,3	-	13 133,0
	T4	134	3 102	-	-		T4	381,9	14 456,2	-	14 838,1
	Année	1 012	2 354	-	-		Année	13 118,1	43 014,8	-	56 132,9
2013	T1	91	4 161	-	-	2013	T1	259,2	19 578,8	-	19 838,0
	T2	53	4 400	-	-		T2	157,4	21 030,5	-	21 187,9
	T3	28	3 823	-	-		T3	87,0	18 500,8	-	18 587,7
	T4	21	4 098	-	-		T4	58,1	19 923,5	-	19 981,6
	Année	48	4 120	-	-		Année	561,6	79 033,6	-	79 595,2
2014	T1	18	4 716	-	27	2014	T1	61,2	23 184,5	1 413,8	24 659,6
	T2	11	3 197	2	178		T2	35,3	15 418,2	11 414,4	26 867,9
	T3	8	2 397	458	181		T3	26,6	11 305,4	13 488,4	24 820,4
	T4	4	2 236	1 071	155		T4	10,4	10 720,4	14 079,0	24 809,8
	Année	10	3 136	383	135		Année	133,4	60 628,6	40 395,6	101 157,6
2015	T1	2	2 789	2 333	266	2015	T1	5,6	13 928,8	26 661,9	40 596,2
	T2	3	2 465	3 079	289		T2	11,8	13 380,4	30 260,1	43 652,3
	T3	1	2 163	3 201	200		T3	1,8	14 244,0	25 376,4	39 622,2
	T4	2	1 560	3 013	183		T4	6,7	8 244,8	23 460,9	31 712,4
	Année	2	2 244	2 906	235		Année	25,8	49 798,0	105 759,4	155 583,2
2016	T1	2	1 640	2 771	241	2016	T1	5,6	9 022,5	23 654,0	32 682,1

9.7
Comparaison internationale de l'emploi

Tableau 58
Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe à partir du 1er trimestre de 2007

		UE 28	Zone euro	Belgique			UE 28	Zone euro	Belgique
2007	T1	216 800,3	143 049,6	4 347,8	2007	T1	100	100	100
	T2	220 092,4	145 203,8	4 344,7		T2	100	100	100
	T3	222 633,2	146 711,4	4 385,3		T3	100	100	100
	T4	221 926,5	146 451,0	4 443,3		T4	100	100	100
	Année	220 363,1	145 354,0	4 380,3		Année	100	100	100
2008	T1	220 871,6	145 654,2	4 449,5	2008	T1	102	102	102
	T2	223 049,1	146 846,9	4 414,3		T2	101	101	102
	T3	224 741,8	147 855,5	4 464,6		T3	101	101	102
	T4	222 839,4	146 677,8	4 455,1		T4	100	100	100
	Année	222 875,5	146 758,6	4 445,9		Année	101	101	101
2009	T1	218 641,9	143 754,8	4 418,0	2009	T1	101	100	102
	T2	219 344,0	144 106,6	4 395,7		T2	100	99	101
	T3	219 485,2	143 821,4	4 414,9		T3	99	98	101
	T4	218 337,6	143 595,8	4 454,2		T4	98	98	100
	Année	218 952,2	143 819,7	4 420,7		Année	99	99	101
2010	T1	213 972,6	141 178,6	4 470,0	2010	T1	99	99	103
	T2	216 374,5	142 277,1	4 442,8		T2	98	98	102
	T3	217 634,8	142 801,3	4 488,0		T3	98	97	102
	T4	216 503,4	142 533,0	4 554,1		T4	98	97	102
	Année	216 121,3	142 197,5	4 488,7		Année	98	98	102
2011	T1	214 508,5	141 182,3	4 453,6	2011	T1	99	99	102
	T2	216 782,9	142 787,8	4 543,7		T2	98	98	105
	T3	217 369,5	142 929,3	4 489,2		T3	98	97	102
	T4	216 213,4	142 283,8	4 550,6		T4	97	97	102
	Année	216 218,6	142 295,8	4 509,3		Année	98	98	103
2012	T1	213 846,3	140 607,4	4 502,0	2012	T1	99	98	104
	T2	216 165,1	141 777,0	4 524,8		T2	98	98	104
	T3	217 384,5	142 246,5	4 536,2		T3	98	97	103
	T4	215 832,4	141 177,6	4 532,6		T4	97	96	102
	Année	215 807,1	141 452,1	4 523,9		Année	98	97	103
2013	T1	212 942,6	139 379,8	4 487,4	2013	T1	98	97	103
	T2	215 560,5	140 867,6	4 548,8		T2	98	97	105
	T3	216 944,1	141 455,7	4 558,7		T3	97	96	104
	T4	216 146,7	140 888,7	4 526,3		T4	97	96	102
	Année	215 398,5	140 648,0	4 530,3		Année	98	97	103
2014	T1	215 356,7	140 354,5	4 505,9	2014	T1	99	98	104
	T2	218 160,9	142 093,5	4 543,7		T2	99	98	105
	T3	220 179,8	143 028,4	4 549,3		T3	99	97	104
	T4	219 439,5	142 758,8	4 575,3		T4	99	97	103
	Année	218 284,2	142 058,8	4 543,6		Année	99	98	104
2015	T1	217 880,8	141 805,7	4 558,4	2015	T1	100	99	105
	T2	220 328,7	143 367,4	4 517,9		T2	100	99	104
	T3	222 440,9	144 504,5	4 563,3		T3	100	98	104
	T4	222 173,4	144 401,9	4 566,9		T4	100	99	103
	Année	220 706,0	143 519,9	4 551,6		Année	100	99	104

Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et plus - EFT (lfsq_egaps)

Lay-out et impression: ONEM - direction Communication